

**Capital social et bien-être des immigrantes :
Étude multidimensionnelle auprès de
quatre communautés ethniques de Windsor**

Rédigé par

Uzo Anucha, Nombuso S. Dlamini, Miu Chung Yan et Lisa Smylie

La recherche et la publication de la présente étude ont été financées par le Fonds de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada. Les opinions exprimées sont celles des auteures et des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique officielle de Condition féminine Canada ni celle du gouvernement du Canada.

Décembre 2006

Condition féminine Canada se fait un devoir de veiller à ce que toutes les recherches menées grâce au Fonds de recherche en matière de politiques adhèrent à des principes méthodologiques, déontologiques et professionnels de haut niveau. Chaque rapport de recherche est examiné par des spécialistes du domaine visé à qui on demande, sous le couvert de l'anonymat, de formuler des commentaires sur les aspects suivants :

- l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité de l'information présentée;
- la mesure dans laquelle la méthodologie et les données recueillies appuient l'analyse et les recommandations;
- l'originalité du document par rapport au corpus existant sur le sujet et son utilité pour les organisations œuvrant pour la promotion de l'égalité, les groupes de défense des droits, les décisionnaires, les chercheuses ou chercheurs et d'autres publics cibles.

Condition féminine Canada remercie toutes les personnes qui participent à ce processus de révision par les pairs.

Capital social et bien-être des immigrantes : Étude multidimensionnelle auprès de quatre communautés ethniques de Windsor

SW21-152/2006-PDF

978-0-662-73134-4

Gestion du projet : Pam Roper et Jo Anne de Lepper, Condition féminine Canada

Coordination de l'édition et de la traduction : Cathy Hallssey, Condition féminine Canada

Révision et mise en page : PMF Editorial Services Inc. / PMF Services de rédaction inc.

Traduction : Lexi-Tech International

Pour d'autres renseignements, veuillez communiquer avec la :

Direction de la recherche

Condition féminine Canada

123, rue Slater, 10^e étage

Ottawa (Ontario) K1P 1H9

Téléphone : 613-995-7835

Télécopieur : 613-957-3359

ATME : 613-996-1322

TABLE DES MATIÈRES

TABLEAUX ET FIGURE	iii
ACRONYMES	v
PRÉFACE.....	vi
REMERCIEMENTS.....	vii
ÉQUIPE DE RECHERCHE	ix
RÉSUMÉ	xi
1. INTRODUCTION ET CADRE DE RECHERCHE.....	1
Qu'entend-on par <i>capital social</i> ?.....	1
Objectifs de la recherche	5
Structure du rapport.....	5
2. ANALYSE DOCUMENTAIRE.....	7
Capital social et sexe	8
Capital social et activité des personnes immigrantes dans le marché du travail	9
Capital social et autres résultats : bien-être, religion et spiritualité.....	13
Résumé : Défis et lacunes.....	14
3. DÉMARCHE AXÉE SUR LE DIALOGUE COMMUNAUTAIRE	16
Étape 1 : Mobilisation de la communauté	16
Étape 2 : Établissement des profils organisationnels.....	17
Étape 3 : Établissement du profil des communautés	18
Étape 4 : Enquête transversale.....	19
Étape 5 : Entrevues de fond	25
Étape 6 : Élaboration du cadre conceptuel	27
4. PROFILS DES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES	28
Population immigrante de Windsor	28
Portrait des quatre communautés ethniques ciblées	29
Comparaison de la démographie des populations native et immigrante	29
Comparaison des niveaux de scolarité.....	30
Comparaison de la situation vis-à-vis de l'emploi	31
Associations culturelles en place.....	32
5. RÉSULTATS DES ENTREVUES DESTINÉES À DRESSER LE PROFIL DES ORGANISMES	34
Résultats de l'enquête	35
Résultats des entrevues de fond.....	36
Structure institutionnelle et membres	37

Résumé des entrevues destinées à dresser le profil des organismes	47
6. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE TRANSVERSALE	49
Portrait de l'échantillon.....	49
Caractéristiques du capital social.....	51
Résultats de l'analyse bidimensionnelle	52
7. RÉSULTATS DES ENTREVUES DE FOND.....	88
Situation professionnelle et sociale – l'épopée de l'établissement professionnel	90
Emploi et discrimination.....	91
Emploi et condition féminine.....	92
Race et culture – la continuité culturelle.....	94
Race et culture – la vision et l'attitude désobligeantes à l'égard des autres cultures	95
Aspects positifs de la culture canadienne	96
État de santé subjectif, santé et perspectives d'emploi	97
Découverte du système de santé	97
Religion, spiritualité et bien-être.....	99
Premiers contacts et processus d'établissement.....	99
Organismes communautaires et processus d'établissement	100
Résumé des entrevues de fond.....	101
8. SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET RÉPERCUSSIONS SUR LES POLITIQUES	103
Synthèse des résultats des divers volets de la recherche pertinents en vue de l'élaboration des politiques	103
Rôle des organismes communautaires dans la constitution du capital social des personnes nouvellement immigrées.....	104
Emploi – le processus et les résultats du capital social pour les immigrantes et les réfugiées.....	105
Religion et spiritualité, à la fois sources et formes de capital social pour les immigrantes et les réfugiées.....	106
Capital social, santé et bien-être des immigrantes et des réfugiées	106
Recommandations stratégiques.....	107
Limites de la recherche	109
Pistes de recherche à explorer.....	110
Conclusion	111
ANNEXES	
À : Organismes dont le profil a été dressé	112
B : Guide d'entrevue auprès des organismes	113
C : Questionnaire de l'enquête transversale.....	116
D : Guide des entrevues de fond.....	128
BIBLIOGRAPHIE.....	132
NOTE.....	142

TABLEAUX ET FIGURE

Tableaux

1	Synthèse des objectifs de la recherche et de la méthode	27
2	Portrait démographique de la RMR de Windsor	28
3	Ventilation de la population immigrante selon la région géographique d'origine	30
4	Niveaux de scolarité selon la région géographique	30
5	Situation vis-à-vis de l'emploi selon la région géographique	31
6	Portrait de l'échantillon de l'enquête.....	49
7	Autres caractéristiques de l'échantillon de l'enquête	50
8	Formes de capital social.....	51
9	Sources de capital social.....	51
10	Accès au capital social.....	52
11	Liens bidimensionnels entre capital social de fusion et facteurs prédictifs.....	52
12	Liens bidimensionnels entre capital social de rapprochement et facteurs prédictifs.....	53
13	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'affiliation des hommes à un groupe religieux	55
14	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'affiliation des femmes à un groupe religieux	57
15	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'affiliation des hommes à un organisme communautaire	59
16	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'affiliation des femmes à un organisme communautaire	60
17	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à des services d'éducation ou de formation attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes.....	65
18	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à des services d'éducation ou de formation attribuable à l'affiliation à un groupe pour les femmes.....	67
19	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à l'aide sociale attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes.....	69
20	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à l'aide sociale attribuable à l'affiliation à un groupe pour les femmes.....	71
21	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs du sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes.....	73
22	Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs du sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes.....	75
23	Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du stress chez les hommes.....	78
24	Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du stress chez les femmes.....	80

25	Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du bonheur général subjectif chez les hommes.....	82
26	Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du bonheur général subjectif chez les femmes	83
27	Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs de l'état de santé subjectif chez les hommes	85
28	Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs de l'état de santé subjectif chez les femmes	86
29	Portrait des répondantes aux entrevues de fond.....	88

Figure

1	Nombre de personnes recrutées par les membres de l'équipe-noyau	20
---	---	----

ACRONYMES

DADC	Démarche axée sur le dialogue communautaire
CÉGEP	Collège d'enseignement général et professionnel
RMR	Région métropolitaine de recensement
ECCCA	Essex County Chinese Canadian Association
DG	Directrice générale ou directeur général
EDE	Enquête sur la diversité ethnique
INQESOC	Questionnaire intégré de mesure du capital social
CLIC	Cours de langue pour les immigrants au Canada
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
RASO	Régime d'assurance-santé de l'Ontario
EDSPI	Échantillonnage déterminé selon les personnes interrogées
OMCS	Outil de mesure du capital social
SPSS	Ensemble des programmes statistiques relatif aux sciences sociales

PRÉFACE

Une bonne politique gouvernementale est fonction d'une bonne recherche en matière de politiques. C'est pour cette raison que Condition féminine Canada a établi le Fonds de recherche en matière de politiques en 1996. Il appuie la recherche comparative entre les sexes sur des enjeux liés aux politiques gouvernementales qui doivent faire l'objet d'une analyse comparative entre les sexes. L'objectif visé est de favoriser les débats publics sur les enjeux liés à l'égalité entre les sexes afin de permettre aux personnes, aux groupes, aux responsables de l'élaboration des politiques et aux analystes des politiques de participer plus efficacement à l'élaboration de politiques équitables.

La recherche peut porter sur des enjeux nouveaux et à long terme, ou sur des questions à court terme dont l'incidence sur chacun des sexes requiert une analyse. Le financement est accordé au moyen d'un processus d'appel de propositions ouvert et en régime de concurrence. Un comité externe, non gouvernemental, joue un rôle de premier plan dans la détermination des priorités de la recherche, le choix des propositions financées et l'évaluation du rapport final.

Ce rapport de recherche en matière de politiques a été proposé et rédigé à la suite d'un appel de proposition lancé en septembre 2003, intitulé *Le capital social du Canada – dimensions propres à chacun des genres*. Les projets de recherche financés par Condition féminine Canada sur ce thème examinent des questions telles que le pouvoir des réseaux sociaux de femmes; la pertinence du capital social relativement au bien-être des femmes immigrantes; les activités de bénévolat soutenues par l'employeur; la politique gouvernementale et la reproduction sociale.

Une liste complète des projets de recherche financés dans le cadre de cet appel de propositions se trouve à la fin du présent rapport.

Nous remercions les chercheuses et les chercheurs de leur apport au débat sur les politiques gouvernementales.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, nous tenons à souligner que, sans les multiples formes et sources de soutien reçues, cette étude n'aurait pu être menée à terme. Nous remercions les 300 femmes et hommes immigrants interrogés aux fins de l'enquête transversale. Tout particulièrement, merci aux 20 immigrantes qui ont accepté de répondre à l'enquête transversale de même qu'aux entrevues de fond. Toutes et tous, nous vous remercions de nous avoir suffisamment fait confiance pour accepter de nous raconter comment vous avez vécu, de façon intime, la dure nécessité de rebâtir votre réseau communautaire après votre arrivée au Canada.

Nous sommes également immensément reconnaissantes envers les 22 organismes de Windsor qui ont bien voulu répondre aux entrevues destinées à dresser un profil des organismes. Ce sentiment de gratitude est toutefois teinté d'une profonde tristesse lorsque nous pensons à Andrea Moore, présidente de la Black Coalition of Windsor et Essex Region, ainsi qu'au Dr John Lyanga, président de la African Canadian Association, décédés respectivement en juillet et en août 2005. Andrea et John, des leaders dans leur communauté, ont travaillé d'arrache-pied pour faire fructifier le capital social de la population d'ascendance africaine de Windsor.

Notre sentiment de gratitude est également immense à l'égard du Comité consultatif, qui nous a fidèlement maintenu sa collaboration tout au long de nos travaux. Votre dévouement et votre appui ont été essentiels à l'atteinte des objectifs de ce projet de recherche fondé sur la collaboration entre la communauté et l'université. Grâce à la profonde connaissance tirée de vos travaux auprès des populations immigrantes, nous avons pu raffiner notre méthode de recherche et mettre nos découvertes en contexte.

Nous tenons par ailleurs à souligner l'habileté déployée par les responsables des entrevues dans la communauté (Jayashree Nyayachavadi, Nazi Asghary, John Atem, Shirley Bosong, Anam Hadi, Najla Noaman, Laura Vitti et Gina Wang) pour recruter des sujettes et des sujets et administrer les entrevues. Merci aussi aux diplômées universitaires qui nous ont assistées d'excellente façon à toutes les étapes du processus de recherche : Kizzy Bedeau, coordonnatrice éminemment efficace du projet (depuis l'administration des entrevues menées pour établir le profil organisationnel jusqu'à la rédaction du rapport final); Tamara Ferron, pour son excellente collaboration aux 20 entrevues de fond et à l'analyse des données qualitatives; Lisa Smylie, qui a accompli un travail colossal d'analyse des résultats de l'enquête transversale et, enfin, Jacqueline King, qui a participé à l'analyse documentaire.

Nous voulons enfin saluer Mary Medcalf, administratrice externe de l'École de service social. Sa connaissance profonde de la communauté de Windsor ainsi que les liens qu'elle entretient avec de nombreux organismes ont été d'incalculables catalyseurs de leur participation. Nous remercions en outre Colleen Mitchell, gestionnaire du programme du Glengarry Project, dont le concours a été tout aussi précieux à cet égard. C'est elle qui a revu et corrigé toutes les versions provisoires du rapport. Merci pour ce magnifique travail et pour son soutien indéfectible tout au long du projet.

Enfin, nous sommes très reconnaissantes à Condition féminine Canada, qui a subventionné cette recherche. Un merci tout spécial aux personnes qui ont examiné nos travaux et qui nous ont donné, sous le couvert de l'anonymat, de multiples suggestions et commentaires que nous avons mis à profit pour réviser et étoffer ce rapport.

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Chercheuse principale

Uzo Anucha, titulaire d'un doctorat, est actuellement affiliée à l'Université York, à titre de professeure adjointe à l'école des sciences sociales et d'animatrice du Applied Social Welfare Research and Evaluation Group. Précédemment, elle a été professeure adjointe à l'école des sciences sociales de l'Université de Windsor. Elle a obtenu une bourse de recherche au terme de 15 années d'expérience professionnelle pratique (à titre de psychologue en Afrique et de travailleuse sociale au Canada).

Cochercheuses et cochercheurs

S. Nombuso Dlamini, titulaire d'un doctorat, est professeure adjointe à la Faculté de l'éducation de l'Université de Windsor ainsi que coanimatrice du Applied Social Welfare Research and Evaluation Group. Avant d'intégrer l'équipe professorale de l'Université de Windsor, elle a enseigné les sciences de l'éducation à titre de professeure adjointe à l'Université Mount Saint Vincent de Halifax. Mme Dlamini s'intéresse vivement aux domaines de l'éducation et de l'habilitation des membres de groupes traditionnellement marginalisés. Sa bourse de recherche est axée sur le parcours des personnes nouvellement immigrées qui enseignent ou qui étudient.

Michael Holosko, Ph.D., est professeur adjoint à l'École des sciences sociales et infirmières depuis 27 ans. Il a enseigné au Canada, aux États-Unis, en Australie, aux Îles Vierges des États-Unis ainsi qu'à Hong Kong. Il est également professeur auxiliaire à l'Université d'État de Norfolk, en Virginie. Auteur de nombreux ouvrages, articles, chapitres et monographies dans les domaines des services de santé, de la gérontologie, de l'évaluation de la recherche et des programmes, Michael Holosko a notamment écrit *Social Work Practice with the Elderly*, qui en est à sa quatrième édition et qui figure parmi les meilleurs vendeurs dans le domaine.

Miu Chung Yan, Ph. D., travaille comme professeur adjoint à l'École des sciences sociales de l'Université de la Colombie-Britannique depuis juillet 2004. Auparavant, il a été professeur adjoint à l'École des sciences sociales de l'Université d'État de San Francisco pendant deux ans. Ses domaines de prédilection sont les théories et les pratiques interculturelles et antioppressives en sciences sociales, ainsi que la recherche dans le domaine. Il cumule une douzaine d'années d'expérience en gestion des services de première ligne et intermédiaires au sein d'organismes communautaires de Hong Kong et de Toronto.

Coordonnatrice de recherche

Kizzy Bedeau, aspirante à la maîtrise

Adjointes de recherche

Tamara Ferron, étudiante au doctorat

Jacqueline King, MSS, étudiante au baccalauréat en droit

Lisa Smylie, aspirante au doctorat

Intervieweuses et intervieweurs

Nazi Asghary
John Atem
Shirley Bosong
Anam Hadi
Najla Noaman
Jayashree Nyayachavadi
Laura Vitti
Gina Wang

Comité consultatif communautaire

Carrie Vassallo-Grossi, Service Canada
Colleen Mitchell, Centraide Canada
Davendra Gupta, South Asian Senior's Citizen Centre
Dominic Boyd, Sandwich Community Health Centre
Harvey Kessler, Windsor Jewish Federation et Community Centre
Iole Iadipaolo, New Canadian's Centre of Excellence
Kathleen Thomas, Conseil multiculturel
Kelly Schwab, The Windsor Women's Incentive Centre
Kenny Gbadebo, Youth Connection
Margaret Villamizar, English Testing Centre
Nneka Allen, African Canadian Community Organization
Padmini Raju, Windsor Women Working with Immigrant Women
Pat Taman, Well-Come Centre
Rachel Olivero, Greater Essex County District School Board
Rafael Vasquez, Armée du Salut – Ministères ethniques
Rose A. Hurst, Women's Enterprise Skills Training of Windsor
Shelley Gilbert, Legal Assistance of Windsor
Veena Varma, South Asian Centre
Zeljka Bogunovic, YMCA, Programme d'accueil

RÉSUMÉ

Dans le monde entier, il est de plus en plus admis que le capital social représente une solution viable pour les enjeux régionaux et nationaux. L'intérêt qu'il suscite à l'échelle planétaire a inspiré une foule de recherches visant à articuler le concept, à l'approfondir ou à en récolter les fruits escomptés pour améliorer la situation économique et sociale des communautés. Pour notre part, nous avons analysé comment se bâtit le capital social selon le sexe, la situation vis-à-vis de l'immigration et la race à l'intérieur de réseaux associatifs de la municipalité de Windsor, ainsi que les modes de participation de quatre groupes de personnes immigrantes (d'origine est-asiatique, africaine et antillaise, ouest-asiatique et moyen-orientale) à ces réseaux. Aux fins de la recherche, nous avons tenu pour acquis que les réseaux organisationnels et associatifs qui se créent au sein des communautés immigrantes représentent la source principale du capital social. Les avantages que tirent les femmes de l'accès à ces réseaux et des liens réciproques qu'elles y entretiennent sont considérés comme des résultats ou des bénéfices. Plus précisément, notre travail de recherche visait trois objectifs connexes :

- Étudier la *structure* (le type, l'étendue ou la capacité, dans leur dimension spatiale, structurelle et relationnelle) et les *formes* du capital social (de fusion, de rapprochement, de liaison) à l'intérieur des communautés immigrantes.
- Étudier l'incidence du *sexe* et d'autres variables telles que l'*origine raciale et ethnique*, l'*âge* et la *situation socioéconomique* sur l'accès au capital social.
- Étudier les *résultats ou les bénéfices* pour les femmes d'accéder au capital social et de le mobiliser.

Suivant une démarche axée sur le dialogue communautaire et fondée sur la participation intensive de la communauté, nous avons appliqué diverses méthodes pour atteindre nos objectifs : des entrevues de fond auprès de 22 organismes de Windsor-Essex pour mieux comprendre comment les personnes immigrantes accumulent le capital social; une enquête transversale auprès de 300 femmes et hommes représentant quatre groupes ethniques, ainsi que des entrevues de fond auprès de 20 femmes choisies parmi l'échantillon de l'enquête transversale.

Si on se fie aux profils organisationnels, les organismes communautaires de Windsor constituent une source primordiale de capital social accessible aux immigrantes, mais l'insuffisance du financement de base limite l'action des organismes d'aide à l'établissement à cet égard. L'enquête transversale confirme que des variables comme le sexe et le profil sociodémographique (âge, origine raciale ou ethnique, situation vis-à-vis de l'immigration) déterminent les modes d'accès et d'utilisation du capital social par les personnes immigrantes et réfugiées, ainsi que les résultats tirés de cette mobilisation. Les résultats varient cependant selon les femmes. Les entrevues de fond ont mis en évidence les différences entre les groupes quant à l'accès et à l'utilisation du capital social, de même qu'en ce qui concerne la dynamique et l'incidence du capital social sur leur bien-être

socioéconomique. Invariablement, les entrevues tournaient autour de ce qui constitue l'une des grandes difficultés rattachées à l'immigration, soit l'incapacité à trouver un emploi.

À l'issue des entrevues destinées à dresser le profil des organismes, transversales et de fond, nous avons groupé les résultats pertinents pour l'élaboration de politiques et nous en avons tiré des recommandations au gouvernement sur les éléments du capital social à intégrer dans les politiques et les programmes dans quatre domaines.

Rôle des organismes communautaires dans la constitution du capital social

1. Renflouer le financement de base des organismes d'aide à l'établissement pour leur redonner la capacité d'offrir des programmes de qualité qui favorisent la constitution de capital social pour les immigrantes et les réfugiées.
2. Encourager et soutenir les activités bénévoles des immigrantes et des réfugiées, ainsi que leur participation à des activités sociales et collectives, qui toutes enrichissent leurs réseaux et leur confiance sociale. Abolir les obstacles à cette participation en leur accordant un montant pour payer les frais de garde d'enfants et de transport.
3. Habilitier les organismes d'aide à l'établissement à concevoir et à offrir des programmes semblables aux cours d'anglais CLIC (programme gratuit, garderie sur place et paiement des frais de transport) à l'intention des femmes immigrantes et réfugiées qui parlent anglais, mais qui tireraient avantage du capital social issu de ces organismes.

Interdépendance entre emploi et capital social

4. Financer les initiatives de mise à niveau des compétences et de reconstruction du capital humain des immigrantes et des réfugiées. Tous les ordres de gouvernement devraient appuyer activement les mesures actuelles visant à faciliter la réintégration des professionnelles et des professionnels formés à l'étranger dans le marché du travail.
5. Soutenir les programmes de sensibilisation et d'éducation du public qui mettent en valeur la qualité des professionnelles et des professionnels formés à l'étranger, de même que leur apport inestimable à tous les secteurs de l'économie canadienne.
6. Verser des subventions aux organismes communautaires afin qu'ils soutiennent les immigrantes et les réfugiées en recherche d'emploi, en leur accordant un montant pour payer les frais de garde et de transport, par exemple.
7. Demander que les services de placement en emploi des grands organismes soient rendus accessibles à la clientèle des personnes immigrantes et réfugiées, en faisant une promotion dynamique auprès des groupes ethniques de la communauté.
8. Inciter fortement les organismes d'aide à l'établissement à intégrer dans leur programme une composante d'aide à l'emploi, si elle n'existe pas déjà, étant donné l'importance du travail dans la vie des femmes immigrantes et réfugiées.

Religion, spiritualité et capital social

9. Susciter la collaboration entre le secteur sans but lucratif et les organismes religieux par l'octroi de subventions à des programmes conjoints d'aide à l'établissement auxquels participeraient des organismes communautaires et religieux.

Santé, bien-être et capital social

10. Renforcer la capacité des organismes communautaires à jouer les médiateurs entre le régime de santé et les immigrantes ainsi que les réfugiées.
11. Créer un programme de santé communautaire axé sur les femmes immigrantes et réfugiées du comté de Windsor-Essex, inspiré de modèles éprouvés dans d'autres agglomérations urbaines.

1. INTRODUCTION ET CADRE DE RECHERCHE

Les vertus du capital social pour remédier aux problèmes régionaux et nationaux gagnent peu à peu l'adhésion de la communauté internationale, et notamment sous l'angle proposé par Putnam (1993a, b, 1995, 2000). Cette conception est attrayante dans la mesure où elle nous permet de lier et de comprendre des aspects mutuellement habilitants et interreliés du comportement humain aux échelons de l'individu, de la famille, du groupe, de l'organisation, de la communauté et, enfin, de la société (Schriver, 2001). Pourtant, des universitaires nous préviennent en bloc qu'un concept aussi flou n'est pas mesurable (Field, 2003). N'empêche, l'intérêt qu'il suscite à l'échelle planétaire a inspiré une foule de recherches visant à articuler le concept, à l'approfondir ou à en récolter les fruits escomptés pour améliorer la situation économique et sociale des communautés.

Malgré les résultats aussi impressionnants qu'encourageants attribués à ce concept (Coleman, 1988; Saegert *et al.*, 2002), un consensus émerge autour des failles inhérentes aux modes de formation et de maintien du capital social. Bourdieu (1986), qui a abondamment étudié les racines de l'inégalité sociale, soutient que le capital social est réparti inégalement selon le capital économique et culturel des personnes. Autrement dit, l'accès au capital social et sa nature sont structurellement fonction de la position sociale. Qui plus est, des groupes peuvent se servir du capital social à des fins politiques. Le *capital culturel*, selon l'expression forgée par Bourdieu, fait référence aux compétences et aux connaissances. À ses yeux, plusieurs formes de capital déterminent la classe sociale ou la condition d'une personne. Un autre effet indésirable du capital social a trait à son utilisation par un groupe pour exclure quiconque n'est pas membre et l'empêcher d'accéder à des possibilités d'une façon qui restreint sa mobilité sociale. Cette utilisation renforce les inégalités intergénérationnelles ainsi que le capital social négatif qui caractérise certains réseaux sociaux tels que les bandes de jeunes des quartiers pauvres et les clans du crime organisé (Portes et Landolt, 1996). À cet égard, Portes (1995) affirme que certaines formes de capital social peuvent mener à l'assimilation régressive, comme ce fut le cas, par exemple, des Latinos en Floride.

Par ailleurs, un regard critique s'impose quand on affirme sans nuance que le capital social profite aux communautés et aux ménages sans égard au sexe. Même si « le capital social correspond, par définition, à des réseaux ainsi qu'à des normes, valeurs et convictions communes qui favorisent la coopération au sein des groupes et entre eux » (OCDE 2001, p. 41), on ne saurait faire abstraction des inégalités causées par une distribution inéquitable des pouvoirs dans les structures sociales et qui sont à l'origine des préjudices multiples subis par les femmes à diverses étapes de leur vie parce que « [traduction] les relations de pouvoir dérivent directement du système des réseaux sociaux » (Foucault, 1982, p. 224).

Qu'entend-on par *capital social*?

Tous les milieux, qu'il s'agisse des décisionnaires, des milieux de la recherche ou des actrices et acteurs communautaires, s'intéressent au concept du capital social comme facteur déterminant de la croissance économique et du bien-être de la nation, tant au Canada qu'à l'étranger. Force est de constater pourtant que, malgré cet engouement, il n'existe pas de

définition arrêtée du capital social. Le concept a été popularisé par trois grands scientifiques : Bourdieu, Coleman et Putnam. Selon Bourdieu (1986, 1990), l'inégalité sociale est le fruit de l'accès inéquitable à diverses formes de capital, symbolique, culturel et social, et de leurs liens réciproques. Cependant, contrairement à son analyse d'autres formes de capital, Bourdieu donne une explication peu rigoureuse de la notion de capital social (Schuller *et al.*, 2000). Au contraire, le sociologue américain Coleman utilise abondamment le concept dans ses travaux de recherche portant sur le domaine de l'éducation. Élargissant le concept du capital humain développé par Beck, Coleman (1988, 1990) place le capital social sur le même plan que le capital économique et le capital humain parmi les facteurs déterminants de la réussite scolaire des jeunes. Selon lui, le capital social est tributaire de la façon dont les relations sociales d'autorité, la confiance et les normes qui imprègnent l'organisation familiale et communautaire agissent sur le développement du capital humain des jeunes. Le chercheur estime que les relations fonctionnelles, et plus particulièrement celles qui agissent dans la famille, qui constitue la sphère socioorganisationnelle primordiale des jeunes, contribuent au développement cognitif et social des enfants (Schuller *et al.*, 2000).

Putnam (2000) a franchi un pas lorsqu'il a mis en pratique le concept du capital social élaboré par Coleman dans ses recherches sur la fiabilité et l'obligation au sein de la société civile, desquelles ont émergé une interprétation politique du capital social fondé sur la notion de réseau associatif. Putnam prétendait qu'un réseau associatif dynamique pouvait revigorer la solidarité sociale et l'intégration d'une société civile en déclin. Son argument fondamental voulait que la revitalisation de la société civile passât forcément par la construction d'un climat de confiance et de réciprocité en suscitant la participation sociale aux organismes communautaires. Dans *Bowling Alone* (Putnam 2000), il jetait les bases du débat qui a suivi sur la revitalisation de la société civile (voir à cet égard Edwards et Foley 1998; Etzioni 1993; Wilson 2001). Son interprétation politique du capital social a suscité maintes discussions. Le discours communautariste axé sur la revitalisation de la société civile a porté aux nues le développement du capital social et d'autres intérêts pour assurer l'intégration et la solidarité par réseaux institutionnels interposés.

Si on en juge par ce bref aperçu des trois conceptions dominantes du capital social, force est de constater que leur articulation varie selon les sources. Cette diversité, qui présente l'avantage de donner à d'autres spécialistes des sciences sociales toute la latitude nécessaire pour moduler le concept selon le contexte, complique à l'extrême la mise au point d'outils de mesure fiables. Malgré cette difficulté, les universitaires et les analystes de politiques s'accordent en général sur le rôle prépondérant de trois variables, les réseaux, les ressources et les normes, dans la recherche sur le capital social. Grootaert (1997, p. 2), notamment, définit le capital social comme étant un ensemble de normes, de réseaux et d'organismes qui permettent d'accéder au pouvoir et aux ressources, et qui érige un cadre décisionnel et stratégique : « le capital social correspond, par définition, à des réseaux ainsi qu'à des normes, valeurs et convictions communes » (OCDE, 2001, p. 47). Pour Portes (1998, p. 6), le capital social « [traduction] permet de tirer profit de la participation à des réseaux sociaux ou à d'autres structures sociales ». Lin (2001) soutient pour sa part que le capital social représente une ressource structurelle à laquelle on accède grâce aux liens ou aux réseaux sociaux que l'on tisse, à des fins très précises telles que la mobilité sociale, fortement liée à l'emploi.

On semble s'entendre également sur le double mode d'opération du capital social : tantôt, il agit comme un facteur de rapprochement (le *bridging capital*), tantôt comme un facteur de fusion (le *bonding capital* [Putnam, 2000]). Le capital de rapprochement fait référence aux liens établis à l'extérieur de sa communauté immédiate, qui peuvent ouvrir sur de nouveaux débouchés et de nouvelles sources d'information. Le capital de fusion, acquis au sein de sa propre communauté, a souvent pour effet de renforcer l'exclusivité identitaire et l'homogénéité du groupe. Les personnes immigrantes partagent souvent un riche capital de fusion, mais sont beaucoup moins nanties en capital de rapprochement, issu de liens formés à l'extérieur de la communauté ethnoculturelle. Cette pauvreté est à l'origine de ce qui a été baptisé le phénomène de l'enclave ethnique (Li, 2004). Le capital social de rapprochement permet d'élargir les perspectives d'emploi, ce que peut faire aussi le capital social de fusion, mais dans des domaines souvent moins payants et moins valorisants où l'on trouve une majorité écrasante de personnes nouvellement immigrées. La cohésion à l'intérieur d'un groupe immigrant peut favoriser l'accès à certains emplois, mais elle risque également de restreindre les perspectives à des sous-catégories d'emplois structurellement inférieures et d'accentuer les inégalités entre les groupes (Burt, 1992).

On croit que les inégalités aux chapitres de la répartition du capital social et de l'accès sont les précurseurs de l'inégalité sociale et de l'exclusion (Bourdieu, 1977; Lin, 2000). Par exemple, les personnes immigrantes se tournent plus souvent vers les réseaux de leur propre communauté pour obtenir du soutien, de sorte qu'elles entretiennent beaucoup moins de liens avec les institutions (Reitz, 1998). Statistique Canada (2004) a établi que la population immigrante accuse des taux de chômage supérieurs à ceux de la population native du Canada ainsi que des revenus inférieurs à leurs homologues du reste de la population (Hum et Simpson, 1999; CIC, 2004), même si leurs titres et compétences, selon les standards canadiens, sont égaux (Anisef *et al.*, 2003). Par conséquent, pour abolir les inégalités sur le plan de la répartition, il faut trouver des moyens de relier des personnes appartenant à différents échelons de la hiérarchie sociale des pouvoirs et des ressources. Cette réflexion a donné naissance au concept du capital social de liaison (*linking capital*) qui, selon Halpern (2005, p. 25), « [traduction], constitue une forme particulière du capital social de rapprochement qui est axée sur le pouvoir : il agit tel un pont érigé à la verticale au travers de la structure asymétrique des pouvoirs et des ressources ».

L'application du concept du capital social à l'expérience des immigrantes exige de circonscrire ses fondements théoriques. Pour ce faire, il faut d'abord comprendre la nature du capital social. Est-ce un bien personnel ou une ressource structurelle? À cet égard, nous souscrivons à l'interprétation de Halpern (2005) voulant que la définition du capital social soit multidimensionnelle. Cette conception du capital social, qui se manifeste à l'échelon individuel, organisationnel et communautaire, va tout à fait dans le sens de l'objectif de notre recherche, qui porte sur le lien entre le capital social et le bien-être des immigrantes. Dans cette optique, nous avons opté pour une démarche écologique qui analyse les manifestations du capital social à l'échelon individuel (dans la vie des participantes), ainsi qu'aux échelons organisationnels et communautaires.

Lin (2000, p. 790) recense les questions encore irrésolues concernant le capital social auxquelles la recherche devra s'attaquer : « [traduction] Tout d'abord, il importe de savoir

si le capital social varie en volume ou en qualité d'un groupe social à l'autre; ensuite, si chaque groupe obtient le même rendement de sa réserve de capital social et, finalement, si les membres des groupes les plus démunis peuvent faire quoi que ce soit pour combler les lacunes. » La première question trouve réponse en grande partie dans les recherches qui montrent que les femmes et les membres des minorités ont moins facilement accès au capital social. Ainsi, les réseaux masculins, plus larges (Campbell et Rosenfeld, 1985), comprennent plus de membres n'appartenant pas à la famille que ceux des femmes (Moore, 1990); le temps consacré à l'éducation des enfants n'a pas la même incidence sur l'étendue du réseau des femmes et de celui des hommes (Munch *et al.*, 1997) et les personnes blanches entretiennent les plus grands réseaux, suivies par les Hispaniques et les personnes noires (Marsden, 1988). Nous avons pour notre part voulu répondre plus particulièrement aux deuxième et troisième questions, trop insuffisamment explorées à ce jour : quelles sont les répercussions, ou le « bénéfice », de l'utilisation du capital social par les immigrantes sur les indicateurs de rendement social et économique.

Coleman (1990, p. 302) affirme de façon catégorique que le capital social constitue un moyen vers une finalité et qu'il faut le définir sous l'angle de sa fonction : « [traduction] à l'instar d'autres formes de capital, le capital social est productif et permet d'atteindre certaines fins qui seraient hors de portée en son absence ». Cette conception se prête particulièrement bien à une analyse qui tente de trouver si le capital social favorise le bien-être des immigrantes et si leurs réseaux leur procurent autant de bénéfices et de résultats que ceux de leurs homologues masculins, qui n'ont pas à lutter contre les inégalités entre les sexes.

La recherche s'appuie sur le cadre conceptuel suggéré par Lin (2001), qui décompose le capital social en trois éléments : l'investissement dans le capital social (l'avoir collectif d'une communauté); l'accès au capital social (interaction des personnes avec cet avoir) et le bénéfice du capital social (résultat de l'interaction). Les résultats illustrent l'apport direct ou indirect du capital social au bien-être social et économique des personnes. Aux fins de la recherche, le capital social constitue une variable structurelle révélatrice des organismes et de leurs réseaux, ainsi que des rapports entretenus entre les personnes et les organismes (Lin, 2001; Edwards et Foley, 2001; Paxton 1999).

La recherche a permis de recueillir des données sur le contexte régional de l'immigration sous l'angle du capital social. Nous avons analysé à cet égard la formation des réseaux associatifs et la participation à ces réseaux d'immigrantes provenant de quatre communautés ethniques de Windsor. Les réseaux organisationnels et associatifs formés au sein de la communauté immigrante jouent un rôle pivot dans la constitution du capital social. Les avantages qu'ont les femmes à accéder à ces réseaux et à y interagir sont assimilés à des résultats ou des bénéfices.

Selon le *Recensement du Canada* (Statistique Canada, 2004), la ville de Windsor arrive au second rang au chapitre de la croissance démographique en Ontario, après Toronto (cette croissance démographique est attribuable principalement à l'immigration et non aux naissances). Windsor occupe aussi le quatrième rang au Canada pour ce qui est du pourcentage de sa population qui est née à l'extérieur du pays, après Toronto, Vancouver et Hamilton. Malgré ces statistiques éloquentes sur la vigueur de l'immigration dans la région de

Windsor, peu de recherches ont été faites sur l'accueil et l'adaptation des personnes immigrantes. Fait peu étonnant, les travaux de recherche se concentrent sur les agglomérations où le flux migratoire est le plus élevé, soit Toronto, Vancouver et Montréal. Or, des études comme la nôtre sur les communautés où l'immigration est moins vigoureuse ont tout autant d'importance, comme le soulignent Rose *et al.* (2003), notamment parce que les politiques doivent tenir compte des particularités locales et régionales.

Objectifs de la recherche

Nous avons poursuivi divers objectifs de recherche interconnectés :

- Étudier la *structure* (le type, l'étendue ou la capacité, dans leur dimension spatiale, structurelle et relationnelle) et les *formes* du capital social (de fusion et de rapprochement) à l'intérieur de communautés immigrantes de Windsor, en Ontario. Ce thème soulevait des interrogations précises :
 - Comment le capital social agit-il au sein de la population immigrante de Windsor sur les plans communautaire, organisationnel et individuel, et quelles sont les caractéristiques structurelles et qualitatives du capital social existant?
 - Quels moyens les communautés immigrantes *mettent-elles en oeuvre* pour constituer du capital social au profit de leurs membres?
 - Quels bénéfices ou quels résultats les membres de la communauté tirent-ils de leur utilisation de ce capital social?
- Étudier l'incidence du *sexe* et d'autres variables telles que l'*origine raciale et ethnique*, l'*âge* et la *situation socioéconomique* sur l'accès au capital social. Voici les questions explorées sur ce thème :
 - Quelles sont les différences entre l'accès au capital social et son utilisation entre les immigrantes et leurs homologues masculins?
 - Quels sont les facteurs qui favorisent ou entravent l'accès des femmes à diverses formes de capital social?
 - Comment cet accès est-il influencé par l'origine raciale ou ethnique, l'âge et la situation socioéconomique?
- Étudier les *résultats* ou les *bénéfices* pour les femmes d'accéder au capital social et de le mobiliser. Voici les questions qui ont guidé la recherche sur ce thème :
 - Quelle est l'*incidence sociale et économique* du capital social pour les immigrantes?
 - En quoi le bénéfice obtenu par les immigrantes diffère-t-il de celui obtenu par leurs homologues masculins?
 - Comment l'origine raciale ou ethnique et l'âge influencent-ils l'utilisation que font les femmes du capital social? L'activité dans le marché du travail et l'appréciation subjective de l'état de santé sont des résultats connus de cette utilisation.

Structure du rapport

Le chapitre qui suit fait une recension de travaux de recherche réalisés sur le thème du capital social, en portant une attention particulière aux publications traitant du lien entre le capital

social et le sexe, le capital social et les personnes immigrantes, ou des résultats associés au capital social, notamment, l'activité dans le marché du travail, le bien-être et la santé. Le chapitre 3 décrit la démarche axée sur le dialogue communautaire qui a guidé la recherche. Les résultats sont présentés aux chapitres 4 à 7, chacun abordant un volet distinct de la recherche. Au chapitre 8, nous présentons les résultats colligés et interprétés, ainsi qu'une analyse des fils conducteurs qui illustrent leur complémentarité. On y explique en outre comment les politiques et les pratiques devraient tenir compte de ces résultats pour favoriser la création de capital social au profit des personnes nouvellement arrivées au pays. Le chapitre 8 se termine sur un résumé des principales limites de la présente recherche et des pistes à explorer. Le chapitre 9 contient des recommandations issues des constatations de la recherche.

2. ANALYSE DOCUMENTAIRE

La multiplication des recherches a produit un impressionnant corpus de données qui viennent confirmer que le capital social peut effectivement avoir des ramifications et des répercussions dans toutes sortes de sphères telles que l'économie, la politique, la structure sociale, l'éducation, le contrôle social, le crime, les relations intergroupes, la mobilité sociale, les styles de vie et la santé (Burt, 1992; Coleman, 1990; Frank et Yasumoto, 1998; Helliwell 2001; Morrow 1999; Paxton, 1999; Portes, 1988; Putnam, 2000; Schuller, 2001; Veenstra, 2001).

Selon Putnam (2000), le capital social assure la vigueur, la responsabilité, l'efficacité ainsi que la représentativité de nos institutions publiques et gouvernementales. Ses travaux ont montré le lien étroit entre la communauté civique (y compris l'adhésion à des associations) et l'efficacité démocratique des instances gouvernementales italiennes (Paxton, 1998, 1999). Knack et Keefer (1997) ont, pour leur part, mis en lumière le rapport entre l'indice de confiance nationale et la croissance économique, une corrélation positive qui se manifeste également sous la forme d'une efficacité judiciaire améliorée et d'une diminution de la corruption au sein du gouvernement. Dans le même ordre d'idées, on ne compte plus les recherches qui confirment que l'adhésion à des associations bénévoles et les liens avec la communauté accroissent la participation aux organisations politiques et leur qualité (Cohen et Dawson, 1993; Glaeser *et al.*, 2000; Helliwell et Putnam, 1995; Nakhaie, 1992, 2001; Nakhaie et Arnold, 1996; Nakhaie et Brym, 1999; Paxton, 1999, p. 103; Putnam, 1993b; Rice et Sumberg, 1997; Verba *et al.*, 1995; Wolfinger et Rosenstone, 1980; Woolcock, 1998).

Toutes ces recherches accordent une très nette importance à l'engagement et à la participation civiques parmi les principaux résultats du capital social. Elles ont notamment prouvé que le capital social associé à la participation civique favorise la mise en rapport avec des partenaires économiques potentiels et l'accès à de l'information de grande valeur (débouchés, renseignements stratégiques) ainsi qu'à des recommandations à des employeurs potentiels (Erickson, 1996, 2001a,b; Fernandez et Castilla, 2001; Flap et Boxman, 2001; Friedman et Krackhardt, 1997; Kasinitz et Rosenberg, 1996; Pastor et Adams, 1996; Putnam, 2000).

Les travaux portant sur le rapport entre le sexe et le capital social indiquent que les femmes et les membres de groupes minoritaires n'ont pas les mêmes possibilités d'accès au capital social. Par exemple, les réseaux masculins, plus étendus (Campbell et Rosenfeld, 1985), comptent plus de membres ne faisant pas partie de la famille que ceux des femmes (Moore, 1990), et ces dernières perdent plus souvent contact avec leur réseau social (Salaff et Greve, 2004). Par ailleurs, l'éducation des enfants n'a pas le même effet sur l'étendue du réseau des femmes (Munch *et al.*, 1997), et les personnes blanches entretiennent un réseau plus grand, suivies par les hispanophones et les personnes noires (Marsden 1988). Les réseaux sociaux des immigrantes apparaissent encore plus fragiles. L'analyse documentaire qui suit met en lumière les différences au chapitre de l'accès au capital social et de son utilisation en fonction du sexe dans les populations immigrantes et les minorités ethniques. Le chapitre

contient en outre un bref examen du capital social en fonction d'autres variables comme la santé et le bien-être.

Capital social et sexe

Dans ses travaux sur les facteurs structurels à l'origine des écarts entre l'étendue et la composition des réseaux des femmes et des hommes, Moore (1990) a étudié le rayonnement des réseaux féminins à partir des résultats d'une Enquête sociale générale menée en 1985 auprès d'un échantillon aléatoire national de 1 534 adultes américaines et américains anglophones. L'Enquête contient des données sur les antécédents, les attitudes et d'autres variables, y compris la mesure des réseaux personnels. Moore s'attarde aux déterminants structurels des réseaux des participantes et des participants en mesurant le nombre de contacts (le volume) selon le nombre de personnes nommées et le nombre de personnes par catégorie (parenté, collègues, etc.) composant le réseau d'une personne. En principe, le volume des liens entretenus dans un réseau devrait augmenter proportionnellement à son étendue globale et aux types de liens différents. La diversité des liens a été mesurée en fonction de la proportion relative de membres de la famille dans le réseau ainsi que du nombre de liens différents, familiaux ou non. L'étude analysait 12 variables dépendantes associées à l'étendue du réseau (nombre total de personnes nommées); 8 variables dépendantes relatives à la composition absolue (nombre de membres de la famille, n'appartenant pas à la famille, d'amies et d'amis, de collègues, de membres d'un groupe, de conseillères et de conseillers, et autres), de même que 3 variables associées à la composition relative (proportion de membres de la famille, nombre de liens familiaux et nombre de liens non familiaux).

En conclusion générale, Moore attribue l'écart entre les sexes constaté au sein des réseaux constitutifs de capital social à « [traduction] une distribution dissemblable dans la structure sociale » des hommes et des femmes. À cause de cette différence, leurs possibilités de créer des liens sociaux sont inégales. Quand elle fait intervenir d'autres variables démographiques telles que l'emploi, la situation de famille et l'âge, Moore constate un rétrécissement important de l'écart entre les sexes pour ce qui est de la composition du réseau. Malgré tout, la parité n'est pas atteinte puisque les réseaux personnels féminins comptent toujours un nombre plus élevé de liens, qui sont proportionnellement plus importants et plus diversifiés, avec des membres de la famille. Cette constatation corrobore la thèse fondée sur la perspective structurelle selon laquelle les écarts entre les sexes, pour ce qui est de la composition des réseaux, découlent des possibilités et des contraintes attribuables à une distribution différente des hommes et des femmes dans la structure sociale.

Dans son étude d'envergure internationale sur le désavantage des femmes du monde entier pour ce qui est de l'utilisation du capital social, Fujimoto (2004) se penche sur les résultats obtenus par des Japonaises dans le domaine de l'emploi et sur l'importance potentielle de diverses formes de capital exclusives aux femmes, ou « capital féminin » selon le terme forgé par l'auteure. Fujimoto soutient que les étudiantes des collèges de filles et préuniversitaires ont des aspirations très limitées en matière d'emploi à cause du modèle patriarcal des institutions japonaises. Reprenant à son compte la définition de la patriarchie établie par Hartmann (1984), Fujimoto soutient que les grandes sociétés japonaises perpétuent un modèle de cheminement professionnel qui empêche les femmes d'accumuler

le capital humain propre à l'entreprise, et qu'il en est ainsi parce que ces sociétés s'attendent à ce que les femmes quittent le marché du travail après leur mariage à un confrère ou une fois qu'elles ont des enfants. Par conséquent, les femmes obtiennent des emplois dans un marché du travail où elles sont victimes de ségrégation en raison de leur capital féminin, qui selon l'auteure, englobe « [traduction] les caractéristiques qui permettent aux femmes de rester dans la mêlée et d'avoir accès aux débouchés dans les grandes sociétés » (p. 94). Une analyse multidimensionnelle confirme que cette forme de capital se mesure à l'aune de la dépendance d'une femme vis-à-vis de ses parents (si elle vit avec eux), la gestion du ménage (si elle se consacre essentiellement à l'économie domestique) et la jeunesse. Ce sont là trois indicateurs favorables aux femmes dans le marché du travail parce qu'ils dénotent leur propension à obéir, à devenir de bonnes mères et de bonnes épouses. À cela s'ajoute le capital social issu de recommandations d'un établissement scolaire, qui compte beaucoup pour les diplômées des collèges préuniversitaires. En revanche, le capital féminin ou les recommandations scolaires ont peu d'incidence sur la recherche d'emploi des diplômées des programmes universitaires quadriennaux. La recherche de Fujimoto fait ressortir le poids de différentes formes de capital sur les résultats obtenus par les femmes sur le plan de l'emploi, ainsi que l'écart entre les sexes au chapitre des perspectives en fonction du capital.

Capital social et activité des personnes immigrantes dans le marché du travail

À ce jour, les recherches sur le capital social et les personnes immigrantes ou réfugiées ont exploré essentiellement le lien entre le capital social, leur intégration économique et leur activité dans le marché du travail. Or, si on a réussi à démontrer un effet positif du capital social sur l'emploi en général, il appert que ce lien positif ne tient pas pour les personnes immigrantes ou réfugiées. Tripodi-Potocky (2004), notamment, cite deux études canadiennes qui révèlent que les mesures visant à améliorer le capital social n'ont que peu d'effet sur les résultats socioéconomiques obtenus par les personnes immigrantes et réfugiées. Dans sa propre étude, Tripodi-Potocky analyse le rôle du capital social sur l'intégration économique de personnes immigrantes et réfugiées (d'origine latino-américaine ou asiatique) qui résident à Miami-Fort Lauderdale et à San Diego. Son étude met à l'épreuve l'hypothèse voulant que le capital social ait plus d'importance pour les personnes immigrantes ayant peu de capital humain, ce qui fait du capital social un substitut au capital humain. Elle analyse en outre les effets de la discrimination perçue et de divers indicateurs d'acculturation sur la situation économique des personnes immigrantes et réfugiées, en regard d'autres facteurs. Tripodi-Potocky affirme que, nonobstant certaines recherches antérieures (Sanders et Nee, 1996, entre autres) qui indiquent que le capital social améliorerait la situation économique des personnes immigrantes, rien pour l'instant ne nous permet d'établir avec certitude quel type de capital social (intra-ethnique ou inter-ethnique) procure ces avantages. Voici ses remarques :

[Traduction] Les variables du capital social influent minimalement sur les résultats si on tient compte d'autres variables prédictives connues comme le capital humain, la composition du ménage, certaines variables de l'acculturation et le sexe. Qui plus est, si quelques variables du capital social semblent influencer sur la situation d'emploi et le recours à l'aide publique, leur incidence réelle apparaît très ténue; dans l'ensemble, ces variables jouent très

peu sur l'amélioration du bien-être des personnes immigrantes (Tripodi-Potocky, 2004, p. 86).

Dans une analyse documentaire exhaustive traitant du capital social et des résultats économiques des personnes immigrantes ainsi que des minorités ethniques au Canada, Li (2004) met en lumière certaines ambiguïtés dans la conception des aspects du capital social. Premièrement, quand on parle de capital social, fait-on allusion à des liens ou à des valeurs sociales? Deuxièmement, le capital social est traité tantôt comme un trait national, tantôt comme un caractère lié au groupe. Troisièmement, le point de mire est souvent sur les avantages du capital social, mais qu'en est-il de ses côtés moins reluisants? Et, finalement, le capital social est présenté comme une vertu universelle, alors que ses avantages se limitent à des ressources réparties selon la classe entre les groupes. Toutes ces zones grises montrent à quel point le capital social constitue en fait un concept imprécis et circonstanciel, à manipuler avec la plus grande circonspection avant d'en vanter l'applicabilité universelle. Hormis ses réserves, Li reconnaît toutefois que plusieurs éléments du capital social font l'unanimité : le capital social constitue une forme de ressource accessible du fait de l'affiliation à un groupe; la richesse du capital social comme ressource est fonction de la vigueur et de l'étendue des liens sociaux au sein d'un groupe, et la formation du capital social requiert un investissement dans les relations sociales et leur maintien.

Li rappelle à juste titre que des concepts comme l'attachement ethnique, la captivité ethnique, l'économie de l'enclave ethnique et le transnationalisme ethnique, qui tous ont un lien avec le bien-être des communautés de minorités ethniques, étaient de mise avant l'engouement pour le capital social. Les théories de l'attachement et de la captivité ethniques partent du principe que les minorités ethniques et les personnes immigrantes qui préservent des traits culturels comme la langue ou les liens ethniques sont défavorisées dans le marché du travail parce qu'elles sont victimes de discrimination. Les enclaves ethniques peuvent également porter préjudice aux groupes minoritaires, même si elles peuvent se transformer en avantages lorsqu'elles favorisent « *[traduction]* la création d'une économie protégée dans laquelle les entrepreneurs d'une communauté ethnique peuvent tirer parti des liens serrés qui unissent ses membres pour trouver de la main-d'oeuvre ainsi que des consommatrices et des consommateurs » (Li, 2004, p. 182). Li conclut que les ressources de classe des communautés minoritaires jouent énormément sur l'action du capital social; le capital de rapprochement permet aux communautés ethniques plus démunies de tirer profit de possibilités externes à leur groupe; les réseaux ethniques et la solidarité sont des facteurs de prospérité économique de l'enclave ethnique parce qu'ils offrent d'autres perspectives que la mobilité sociale, et la diversité culturelle recèle une valeur économique qui stimule les investissements et les échanges commerciaux à l'échelle internationale.

Hou *et al.* (2003) ont fait une recherche empirique sur l'association entre les enclaves ethniques auxquelles Li fait allusion, assimilées à une forme de ségrégation résidentielle aux fins de la recherche, et les résultats obtenus dans le marché du travail. Leur analyse couvre les trois plus importantes minorités visibles dans les trois grandes agglomérations métropolitaines au Canada, soit les communautés chinoise, sud-asiatique et noire de Toronto; les communautés noire, chinoise et arabe ou ouest-asiatique de Montréal; et les communautés chinoise, sud-asiatique et philippine de Vancouver. L'échantillon compte des

personnes immigrantes âgées de 25 à 64 ans, non handicapées et ne fréquentant pas une école à temps plein. L'objet consistait à déterminer si l'exposition au groupe ethnique influe sur la situation d'emploi et, dans le cas des personnes actives, si elle détermine le revenu ou si elle donne lieu à de la ségrégation professionnelle. La recherche visait également à évaluer le lien entre l'exposition au voisinage de personnes de son groupe et les débouchés professionnels, indépendamment des caractéristiques personnelles et de la situation économique du voisinage.

En ce qui concerne les résultats dans le marché du travail, la recherche indique un lien négatif entre l'exposition au groupe et l'emploi, qui est cependant négligeable la plupart du temps. Le lien entre l'exposition au groupe et le fait d'être victime de ségrégation professionnelle est positif quoique négligeable; le lien entre l'exposition au groupe et les revenus d'emploi, s'il existe, est faible. Bref, la fréquentation des membres de son propre groupe est très peu associée à des résultats négatifs dans le marché du travail et, dans de rares cas, le fait de vivre dans des enclaves minoritaires peut atténuer les difficultés liées à l'emploi pour les personnes immigrantes qui ne parlent pas la langue officielle et qui n'ont pas la scolarité suffisante, notamment parmi les femmes immigrantes.

Sanders *et al.* (2002) ont voulu explorer le lien entre les changements d'emploi et l'utilisation que font les personnes immigrantes de leurs relations interpersonnelles durant leur recherche d'emploi. Pour analyser le lien entre le parcours professionnel des personnes immigrantes et leur exploitation de leurs relations interpersonnelles lors de leur recherche d'emploi, la recherche s'appuie sur des données tirées d'entrevues ethnographiques réalisées pour une étude sur le terrain menée en 1989-1990 auprès de personnes immigrantes d'origine asiatique dans la région métropolitaine de Los Angeles. En règle générale, les liens dont il est question sont des échanges officieux d'information, des présentations et des transmissions de commentaires sur le caractère d'une personne. Les questions étaient du type « Quel est le lien entre l'utilisation des liens ethniques et les changements d'emploi? ». Les résultats donnent à entendre que les liens ethniques favorisent l'emploi des personnes immigrantes dans le marché du travail d'une zone métropolitaine. L'étude révèle en outre que l'exploitation de ses relations interpersonnelles pour trouver du travail augmente le taux de changement dans la catégorie des emplois peu prestigieux. Ce lien, toutefois, vaut seulement si le nouvel employeur et la personne en recherche d'emploi n'ont pas la même origine raciale ou ethnique. L'analyse conclut également que les femmes se fient plus à leurs relations interpersonnelles pour obtenir des emplois de bas de gamme à l'extérieur du secteur économique coethnique, et que les liens interpersonnels mettent en relation des employeurs potentiels qui ont immigré avec d'autres employeurs potentiels qui ne sont pas de même origine raciale ou ethnique.

Campbell et McLean (2002) ont mis en lumière les nombreuses entraves à l'accès des personnes noires et d'autres membres de minorités ethniques aux réseaux et initiatives communautaires. Leur étude explore comment cette participation est gênée par un sentiment d'identité ethnique construit à l'aune du « racisme institutionnel » envahissant dans la société britannique, et comment ce sentiment identitaire tue dans l'oeuf toute velléité d'adhésion à ce mouvement communautaire salutaire aux yeux des décideurs. Il

ressort des témoignages recueillis que l'identité afro-antillaise joue un rôle prépondérant sur la participation à des réseaux interpersonnels familiaux et amicaux. Cependant, ce profond sentiment de solidarité ne dépasse pas le cercle des échanges directs entre personnes d'ascendance afro-antillaise, et il ne se répercute donc pas à l'échelle de la communauté. Les membres déplorent l'absence troublante de solidarité afro-antillaise dans leur communauté locale et leur ville d'appartenance, très néfaste pour le groupe puisqu'elle accentue son exclusion sociale en le coupant de diverses ressources communautaires locales.

De toute évidence, bien qu'elle favorise la création de réseaux interpersonnels, l'identité afro-antillaise est la plupart du temps une source d'exclusion sociale dans d'autres sphères de la vie. Les expériences de ce type sont loin d'aider les membres de la communauté afro-antillaise à se sentir à leur place et en pleine possession de leurs moyens dans une communauté locale inclusive qui dépasse l'orbite de leurs liens interpersonnels. De telles constatations mettent en évidence les limites de recommandations stratégiques qui préconiseraient la participation populaire aux réseaux communautaires pour abolir les inégalités au chapitre de la santé sans tenir compte des obstacles à cette participation ni proposer de correctifs. La recherche montre aussi comment le mode de formation de l'identité ethnique peut compromettre l'identification des membres d'un groupe aux réseaux communautaires locaux, perçus comme étant mal adaptés à leurs besoins et à leurs intérêts, ainsi que le développement d'une cohésion essentielle à une telle participation.

Une étude internationale menée dans des pays nordiques ébranle de nouveau les certitudes quant à la réalité du lien entre capital social et bien-être des personnes immigrantes ou réfugiées. Forsander (2004) se penche sur les liens très puissants au capital social qui caractérisent les États-providence nordiques et leur incidence sur l'intégration économique des personnes immigrantes. L'auteur explique que la forte cohésion propre aux populations autochtones des pays nordiques, dont témoignent leur degré de confiance élevé, les réseaux tissés serrés et la base normative homogène, constitue un agent important de développement et de croissance. Cependant, si ces formes de capital social représentent des atouts pour ces pays, elles peuvent en revanche nuire à l'intégration des personnes immigrantes en raison de la tendance exacerbée par ce capital social à exclure les personnes étrangères ou à empêcher leur intégration. De fait, les réseaux puissants et la nature homogène des référents normatifs renforcent le sentiment de loyauté à l'intérieur du groupe. Selon l'auteure, l'histoire est révélatrice à cet égard : si on examine les flux migratoires dans les pays européens, on constate que les besoins économiques ont été les premiers vecteurs de l'intégration des personnes immigrantes. Quand ces besoins ont changé, les personnes immigrantes ont réussi à s'intégrer aux sociétés nordiques grâce aux largesses des États-providence. L'évolution des conditions économiques a confiné les personnes immigrantes dans des emplois mal rémunérés, les a forcées au chômage ou, plus radicalement, les a repoussées aux marges du marché du travail. D'autres facteurs, tels que la faiblesse du capital humain, la discrimination, les fonctions du marché, le manque de réseaux et ce que l'auteure appelle « le déficit normatif » poussent les personnes immigrantes encore plus loin dans la marge, en périphérie du marché du travail. Les personnes nouvellement arrivées dans un pays sont perçues comme des personnes étrangères, qui fonctionnent selon un système de normes différent et qui, par conséquent, sont peu fiables. En l'occurrence, l'État instaure des mesures (des cours, de l'aide à l'emploi, des stages) pour remédier aux problèmes des

personnes immigrantes. L'auteure répertorie diverses dynamiques entre les différents modèles d'État-providence et les personnes immigrantes, c'est-à-dire que plus les avantages sociaux sont nombreux et inclusifs, plus le marché du travail est réglementé et plus il est difficile pour les personnes qui arrivent de s'y tailler une place. Les personnes immigrantes ont encore plus de difficulté à s'intégrer et le capital social peut empirer les choses puisqu'il peut servir à exclure les groupes immigrants du groupe dominant.

Capital social et autres types de résultats : bien-être, religion et spiritualité

Veenstra (2005) s'interroge sur la force réelle de l'incidence du capital social sur la santé communautaire et les inégalités du revenu en examinant de plus près les relations entre le capital social et le bien-être. Son rapport explore les liens entre trois mesures différentes du capital social personnel : la confiance sociale et politique; la participation et l'adhésion à divers organismes bénévoles, ainsi que d'autres indicateurs du bien-être physique et mental. L'auteur se demande avec quelle précision il est possible de comparer l'état de santé entre les membres d'une communauté, puis il tente de déterminer l'incidence exacte du capital social, de la santé communautaire et de l'inégalité des revenus, trois éléments distincts des caractéristiques de lieu et des indicateurs de santé connexes. Veenstra fait une analyse par étape des effets du capital social sur la santé, sur les plans de la composition et du contexte. Chaque étape permet de déterminer le rôle de la communauté sur les inégalités en matière de santé sur la côte de la Colombie-Britannique, et d'établir par la suite une distinction entre les effets compositionnels et contextuels du capital social sur la santé. Étonnamment, le facteur du lieu a très peu d'incidence sur la santé des répondantes et des répondants, alors que le revenu s'avère un facteur prédictif déterminant des problèmes de santé prolongés, des états dépressifs et du bien-être subjectif. La confiance politique est fortement prédictive de l'invalidité de longue durée et du bien-être subjectif, mais elle a une incidence modérée sur la dépression. La confiance dans la communauté est fortement prédictive de la dépression, mais modérément prédictive du bien-être subjectif. Plus le climat de confiance est bon, plus l'état de santé est bon. Selon Veenstra, le lieu et le capital social plus particulièrement ont très peu d'effet sur l'état de santé des membres de 25 communautés de la côte de la Colombie-Britannique.

Une recherche qualitative effectuée en 1996 par Cattell (2001) dans deux ensembles résidentiels dans le quartier Est de Londres, au Royaume-Uni, analyse le lien entre la pauvreté et l'exclusion, la communauté, la santé et le bien-être, ainsi que les rôles respectifs des réseaux sociaux et du capital social. Les études de cas ont été réalisées dans les secteurs Est et Nord-Est de Londres, où se trouvent certains des quartiers les plus déshérités en Angleterre. La recherche nous aide à saisir l'absolue nécessité de comprendre le contexte (la communauté) pour évaluer le capital culturel. Les influences de la communauté, (l'histoire de la région, les perspectives d'emploi, les ressources locales et les possibilités de participation) façonnent les relations de confiance. Il serait par ailleurs indiqué de tenir compte de la réputation d'une région dans l'analyse. La mauvaise réputation d'une région et de ses résidentes et résidents renforce leur marginalisation et les prive d'information, des facteurs extrêmement débilants pour la création d'un climat de confiance et de coopération. La recherche expose comment la répartition de ressources de soutien varie selon les caractéristiques d'un réseau. Dans une certaine mesure, elle confirme la fragilité du capital

social, même si les résultats laissent supposer qu'à l'échelle d'un quartier, les normes peuvent subsister à court terme après une mutation de la structure du voisinage. Il ressort de ces travaux qu'une perception claire de l'inégalité entre les riches et les pauvres peut insuffler aux résidentes et aux résidents une volonté d'action coopérative bénéfique pour leur santé.

L'incidence du capital social sur le bien-être et la santé des communautés marginalisées est de nouveau mise en doute dans l'étude de Caughy *et al.* (2003) sur l'attachement à la communauté des parents, indicateur du capital culturel, comme facteur prédictif du bien-être mental des enfants d'âge préscolaire. L'étude, menée en 1998 et 1999 à Baltimore, au Maryland, regroupe des personnes responsables de la prestation des soins aux enfants s'étant autodéclarées d'origine afro-américaine. Les quartiers visés correspondent aux îlots de recensement représentant toute la gamme de revenus, de classes sociales et d'origines raciales des communautés de Baltimore. Le comportement des enfants d'âge préscolaire est étudié selon deux aspects du capital culturel familial : le sentiment d'appartenance et le degré de familiarité avec le voisinage. Caughy part du point de vue que l'attachement au voisinage n'a pas la même incidence sur la santé mentale des enfants suivant les particularités de leur communauté et que, partant, des enfants auraient tout avantage à ce que leurs parents soient moins proches de leur communauté. La recherche n'a trouvé aucune corrélation déterminante entre le sentiment général d'appartenance à une communauté et les troubles du comportement chez les enfants d'âge préscolaire. Le fait de bien connaître son voisinage peut être associé à des troubles du comportement infantile. Dans les quartiers où le taux de pauvreté est faible, les problèmes sont plus aigus dans les familles moins proches du voisinage. Au contraire, dans les familles appartenant à une communauté plus aisée mais moins riche en capital social, les enfants d'âge préscolaire présentent une plus forte incidence de troubles du comportement. Dans les communautés démunies, les enfants des familles moins proches de leur voisinage sont moins susceptibles de présenter des troubles du comportement. De fait, les taux les plus faibles de troubles du comportement dans l'échantillon global sont constatés dans les familles dont le capital social est plutôt pauvre qui habitent des communautés moins riches. Conclusion : un taux plus élevé de capital culturel dans les quartiers très pauvres correspond à un taux plus élevé de troubles du comportement chez les enfants d'âge préscolaire.

Résumé : Défis et lacunes

La recension du corpus documentaire traitant du capital social confirme l'interdépendance et les corrélations positives avec divers concepts civiques jugés positifs comme la mise en valeur de l'engagement civique, la participation électorale et l'adhésion à des associations des populations non immigrantes. Par contre, les recherches qui s'intéressent à la dynamique du capital social des populations immigrantes sont loin d'être aussi catégoriques et elles peuvent même se contredire. Apparemment, le capital social ne donne pas toujours des résultats positifs. Fujimoto (2004), notamment, constate des écarts entre les sexes et selon la culture. Dans une étude menée auprès de Japonaises, elle constate que les hommes et les femmes ont accès à différents débouchés, associés à différentes formes de capital. Tripodi-Potocky (2004) conclut pour sa part que peu de variables du capital social influent de façon appréciable sur le bien-être des personnes immigrantes. Dans son rapport, Li (2004) discourt

en long et en large sur la difficulté d'appliquer à une population immigrante un concept, comme celui du capital social, qui a été élaboré dans un cadre et une structure propres à des groupes non immigrants. Li rappelle à juste titre que la difficulté vient de ce que « *[traduction]* le capital social est présenté comme une vertu universelle », alors qu'il a été démontré que ses avantages se limitent à des ressources de classe et à certains groupes. L'analyse documentaire met en lumière deux écueils auxquels se bute irrémédiablement la recherche : la définition et la caractérisation du concept du capital social en lien avec des populations immigrantes, et l'absence d'analyses portant sur l'expérience directe des immigrantes à l'étape de l'établissement. Bien que l'on puisse glaner ici et là des données utiles sur la prestation de services d'aide à l'établissement aux immigrantes (Ng, 1988, par exemple), on ne trouve aucun document qui traite de ce concept sous l'angle du capital social.

3. DÉMARCHE AXÉE SUR LE DIALOGUE COMMUNAUTAIRE

La plupart des recherches existantes sur le capital social se basaient sur des données d'enquête, ce qui ne permettait pas de saisir le processus contextuel et très complexe d'utilisation du capital social par les femmes. Pour combler ce manque, nous avons privilégié pour les présentes une démarche axée sur le dialogue communautaire (DADC), stratégie de recherche novatrice instaurée par notre équipe de recherche. La DADC comporte deux grandes particularités. Tout d'abord, elle est axée sur une collaboration très étroite avec les parties prenantes de la communauté, dont l'apport est sollicité à toutes les étapes de la recherche et qui, par conséquent, fait activement partie intégrante de toute la démarche. Ensuite, cette stratégie exploite diverses méthodes propres à approfondir notre compréhension du sujet. Dans les parties qui suivent, nous résumons comment la DADC a été mise en oeuvre et les activités entreprises à cet égard.

Étape 1 : Mobilisation de la communauté

Toute recherche sur les politiques doit mettre à contribution les principales parties intéressées (c'est-à-dire les personnes qui seront touchées par les politiques qui en dériveront ou qui les mettront en oeuvre) dans la démarche. Pour ce faire, nous avons répertorié, sur une base continue, les agences, organismes, groupes et individus susceptibles d'être touchés par les recommandations tirées des résultats de la recherche ou de les mettre en oeuvre. Nous avons donc multiplié les appels auprès de personnes proches des communautés immigrantes et ethniques de Windsor, à qui nous avons demandé de nous nommer les personnes à contacter pour la recherche. Nous avons également recensé la documentation existante sur la communauté de Windsor. Nous avons continué d'étoffer notre répertoire à la faveur de nos rencontres avec de nouvelles personnes et de nouveaux groupes. Dans la liste obtenue, nous avons choisi une cinquantaine de personnes que nous avons conviées, au tout début du projet, à une séance de consultation communautaire sur le capital social et les immigrantes. Ce fut un succès : 26 personnes représentant la communauté et 10 autres de l'Université de Windsor sont venues nous rencontrer. Nous avons remis à chaque personne une trousse d'information, comprenant entre autres de l'information sur le projet ainsi qu'une bibliographie d'ouvrages clés sur le capital social.

En ouverture de la séance, l'équipe de recherche a exposé les objectifs poursuivis, la méthode proposée ainsi que les différentes possibilités offertes aux membres de la communauté pour participer et donner leurs commentaires tout au long des 14 mois que devait durer le projet. La séance de consultation publique a donné l'occasion aux personnes présentes de se prononcer sur différentes questions soulevées par les objectifs et la méthode de recherche. Des échanges animés et fort édifiants ont eu lieu sur différentes considérations à préciser par l'équipe de recherche. Voici quelques questions venues de la salle : Selon quels critères les quatre communautés ethniques ont-elles été choisies? Des personnes demandant l'asile participeraient-elles à la recherche? Quelles dispositions l'équipe de recherche avait-elle prises pour inclure des personnes immigrantes francophones d'origine africaine? Plusieurs des questions soulevées ont été discutées en profondeur à la première réunion du Comité consultatif communautaire. Les personnes présentes à la séance de consultation

communautaire ont rempli le formulaire sur les possibilités d'engagement (intitulé en anglais *Ways to Be Involved*) versé dans la trousse de ressources. Celles et ceux qui en manifestaient l'intérêt ont pu siéger au Comité consultatif communautaire, qui comptait 19 membres au lieu des 12 ou 14 prévus à l'origine.

Le Comité consultatif communautaire s'est réuni à cinq reprises environ au cours du projet. Entre ces réunions, les membres ont livré leurs commentaires à l'équipe par divers moyens (télécopieur, courrier électronique, téléphone). On leur a notamment demandé leurs rétroactions sur des documents importants comme le questionnaire d'entrevue sur les profils organisationnels, la liste provisoire des organismes ciblés, la liste des communautés ethniques ciblées aux fins de la recherche, les rapports périodiques, le questionnaire de recherche transversale ainsi que le guide des entrevues de fond. Avant la rédaction du rapport final, les membres du Comité consultatif communautaire ainsi que d'autres parties intéressées ont participé à une séance de consultation de clôture, au cours de laquelle on leur a présenté les constatations préliminaires de la recherche.

Fidèles à notre objectif de favoriser la pleine participation et l'habilitation de la communauté, nous avons pris la décision conjointe avec le Comité consultatif communautaire de donner une formation à une équipe de recherche adjointe composée de membres de différentes communautés ethniques qui possédaient une expérience et des compétences les rendant aptes à mener les entrevues transversales. Nous avons ainsi choisi, interrogé et engagé huit intervieweuses et interviewers faisant partie des communautés arabe, chinoise, africaine, sud-asiatique et italienne, parlant au moins deux langues, dont le mandarin, l'arabe, le hindi, le tamoul, le persan et d'autres langues africaines. Sept sur huit étaient des femmes immigrantes. Ces personnes ont participé à une journée de formation intensive pour apprendre leurs fonctions et leurs responsabilités. Une partie de la journée a été consacrée à des aspects importants de la confidentialité et à un exercice sur l'administration du questionnaire. Les commentaires reçus ont permis de raffiner le questionnaire de l'enquête transversale et de le rendre plus convivial.

Étape 2 : Établissement des profils organisationnels

À la deuxième étape du projet, nous avons établi le profil de 22 organismes dont les services favorisaient l'enrichissement du capital social des personnes immigrantes et réfugiées du comté de Windsor-Essex. (La liste des organismes interrogés est jointe à l'annexe A.) Les profils organisationnels obtenus jettent un éclairage sur les liens et les réseaux tissés entre divers organismes communautaires (officiels ou non) dans le comté de Windsor-Essex, ainsi que sur la façon dont ces organismes, suivant leurs caractéristiques propres, favorisent la création de capital social. Ils permettent également de mesurer comment les caractères internes d'un organisme peuvent faciliter ou, au contraire, entraver la constitution du capital social dans une communauté.

Les entrevues ont été administrées avec l'aide d'un guide, adapté de l'Outil de mesure du capital social (joint à l'annexe B). L'Outil de mesure du capital social s'appuie sur des données à la fois qualitatives et quantitatives pour analyser et déterminer les niveaux de

base du capital social. Plus précisément, l'Outil tient compte (Krishna et Shrader 1999) des *origines et de l'évolution de l'organisme* (soit le contexte historique et communautaire, la longévité et la durabilité); des *personnes qui utilisent les services* (les raisons de l'adhésion et la question de l'exclusivité); de la *capacité institutionnelle* (leadership, participation et culture organisationnelle); des *liens interorganismes* (échange d'information et collaboration entre organismes), ainsi que des *liens avec l'appareil gouvernemental* (efficacité de la collaboration entre organismes publics et non publics).

Les entrevues ont été menées en personne par deux adjointes ou adjoints de recherche et, sur consentement de la personne interrogée, elles ont été enregistrées sur bande audio (seulement deux personnes ont refusé que l'entrevue soit enregistrée). En outre, l'adjointe ou l'adjoint de recherche présent en appui prenait beaucoup de notes en cours d'entrevue. En règle générale, la personne qui répondait à l'entrevue destinée à dresser le profil de son organisme était celle qui en connaissait le mieux les aspects fonctionnels comme l'histoire, la structure, l'administration, l'effectif et les collaborations avec d'autres organismes. Le plus souvent, il s'agissait de la directrice générale ou du directeur général, ou encore de la présidente ou du président. Les personnes interrogées recevaient au préalable un exemplaire du guide d'entrevue, de sorte qu'elles pouvaient prendre connaissance des questions à l'avance. Les entrevues, d'une durée de 90 minutes environ, ont été menées entre août et septembre 2004. Les organismes ont été choisis à l'aide du guide *Information Windsor Blue Book* ainsi que d'un répertoire d'organismes ethnoculturels du comté de Windsor-Essex produit par le Multicultural Council of Windsor-Essex County. Nous avons tenu compte des suggestions du Comité consultatif communautaire concernant la version préliminaire du guide d'entrevue et de sa liste des organismes à interroger aux fins de la recherche; il a été d'un immense soutien à cet égard.

Les entrevues enregistrées ont été transcrites mot à mot avant d'être analysées de façon qualitative. Cette technique permettait notamment de dégager des thèmes associés à 10 catégories de questions ciblées par le guide d'entrevue : historique et origine, structure; utilisatrices et utilisateurs des services; bénévoles; réseau communautaire; liens avec les instances gouvernementales; situation financière; changements environnementaux; résumé, difficultés et lacunes. Les données ont été colligées et traitées à l'aide du logiciel d'analyse NVIVO.

Étape 3 : Établissement du profil des communautés

Le projet comportait ensuite l'établissement du profil des quatre communautés ethniques de Windsor ciblées : les communautés est-asiatique, arabe et ouest-asiatique, africaine et antillaise, et sud-asiatique. Le choix des communautés s'est fait en consultation avec le Comité consultatif communautaire, en fonction de la représentation démographique parmi les populations immigrantes de Windsor et compte tenu de l'évolution démographique de la ville. Les profils des communautés reflètent les données du Recensement de 2001 de Statistique Canada et des résultats d'entrevues auprès de personnes les connaissant bien, représentant entre autres la Windsor and Essex County Development Commission et Centraide. Les communautés choisies ne correspondent pas à une désignation géographique et les profils

établis tiennent compte du fait que ces communautés ne sont pas homogènes et regroupent en leur sein des groupes divers.

Étape 4 : Enquête transversale

La quatrième étape était celle de l'enquête transversale, menée auprès de 300 immigrantes et immigrants arrivés au Canada depuis moins de 5 ans. Notre intention initiale était de trouver 75 participantes et participants de chacun des 4 groupes ethniques, mais il s'est avéré que plus de personnes de la communauté arabe et ouest-asiatique ont répondu à l'appel, sans doute en raison de leur supériorité numérique. Par conséquent, l'échantillon comprend une proportion plus élevée de membres de ce groupe.

Notre stratégie de recrutement est une adaptation de l'échantillonnage déterminé selon les personnes interrogées (EDSPI), une technique proposée par Heckathorn (1997, 1999) qui consiste à former un échantillon-noyau à partir duquel rayonnera le recrutement. L'EDSPI part du principe que les membres d'une communauté ont plus facilement accès aux autres membres, à plus forte raison s'il s'agit d'une population non visible pour laquelle il n'existe aucune base d'échantillonnage. Notre noyau était constitué de neuf intervieweuses et intervieweurs issus des quatre groupes ethniques ciblés. Ces neuf personnes entretenaient des liens denses avec leur communauté et plusieurs organismes communautaires.

Nous avons toutefois pris beaucoup de liberté par rapport à l'EDSPI. Tout d'abord, nous n'avons offert aucune rétribution aux participantes et aux participants pour les inciter à nous recommander d'autres personnes; nous leur avons simplement remis 20 \$ pour répondre à l'enquête. Les intervieweuses et intervieweurs de la communauté recevaient un salaire hebdomadaire pour administrer les entrevues. Le résultat obtenu par notre équipe d'interview – qui a réussi à convaincre 300 personnes de participer à l'enquête – est remarquable si on le compare aux maigres récoltes obtenues avec des techniques plus conformistes comme la diffusion de circulaires. Le Comité consultatif communautaire nous a été d'une aide précieuse en nous recommandant des personnes aptes à mener les entrevues. Plus de 15 langues étaient parlées au sein de cet échantillon-noyau, qui partageait diverses caractéristiques avec l'échantillon de l'enquête. Lorsque les intervieweuses et les intervieweurs partagent des affinités avec la population visée, le taux de réponse et leur qualité s'en trouvent améliorés. Le nombre de personnes recrutées par chaque intervieweuse ou intervieweur est donné à la figure 3.

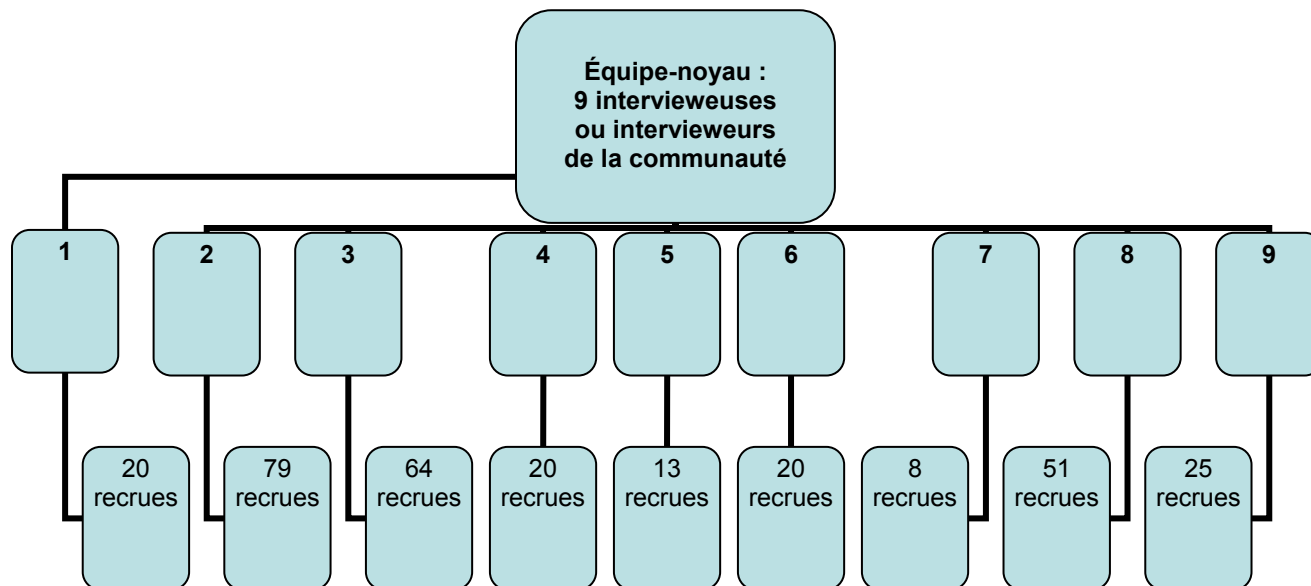
La méthode

Les 300 entrevues ont été menées entre novembre et décembre 2004. Elles se déroulaient en personne et duraient une heure environ. Au début, l'intervieweuse ou l'intervieweur expliquait l'objet de la recherche, ce que la participante ou le participant devait faire, puis lisait la lettre d'information détaillée, en insistant sur l'aspect de la confidentialité et sur le droit de ne pas répondre à des questions ou de se retirer de la recherche à tout moment, sans pénalité.

Les participantes et les participants devaient signer un formulaire de consentement qui leur expliquait en quoi consistait la recherche. La plupart des entrevues ont eu lieu dans les locaux d'un organisme local d'aide à l'établissement ou au foyer de la participante ou du

participant. Même si l'enquête comportait un ensemble structuré de questions, les intervieweuses et les intervieweurs devaient faire en sorte que la personne interrogée se sente à l'aise et détendue.

Figure 1 : Nombre de personnes recrutées par les membres de l'équipe-noyau (n = 300)



Le matériel d'enquête

Le questionnaire d'enquête a été bâti à partir des sources suivantes :

- l'Outil de mesure du capital social (OMCS) élaboré par Krishna et Shrader (1999);
- le questionnaire abrégé du Social Capital Community Benchmark Survey (Enquête repère sur la communauté du capital social), utilisé par Putnam et collaborateurs (séminaire de Saguaro);
- le Questionnaire intégré de mesure du capital social (INQESOC) produit par Grootaert et collaborateurs (2004);
- le questionnaire de l'Enquête sur la diversité ethnique (EDE) de Statistique Canada.

La validité et la fiabilité du questionnaire d'enquête

La valeur psychométrique des quatre mesures (énumérées précédemment) étant bien connue, il n'a pas été nécessaire de consacrer du temps et des ressources à la validation et à la mesure de la fiabilité de notre questionnaire. Ainsi, l'OMCS a fait l'objet d'un essai pilote auprès de populations urbaines, rurales et autochtones de l'Amérique latine, ainsi que de populations rurales de l'Inde. L'INQESOC est le fruit de quatre études internationales, dont deux ont été financées par la Banque mondiale. Le questionnaire abrégé de l'enquête repère sur la communauté du capital social, mis au point par le séminaire de Saguaro de la John F. Kennedy School of Government, a été administré à plus de 30 000 Américaines et Américains. L'Enquête sur la diversité ethnique de Statistique Canada a été conduite auprès

de 57 242 personnes, et elle a fait l'objet d'un essai pilote auprès de 1 500 répondantes et répondants de partout au Canada.

Pour confirmer la validité apparente de notre projet de questionnaire, nous l'avons soumis à l'examen du Comité consultatif communautaire, qui nous a fourni de précieux conseils sur le choix de certains termes. Il a, de plus, fait l'objet d'un essai pilote auprès de dix participantes et participants. La version définitive du questionnaire (annexe C) comportait 67 éléments groupés sous 5 sections sur les thèmes des réseaux sociaux, de l'engagement civique, de l'habilitation et du bien-être, des activités socioéconomiques et des caractéristiques sociodémographiques. Dans chacune des cinq sections, les éléments suivants étaient pris en compte : les facteurs sociodémographiques; le capital humain; le capital culturel; les formes et les types de capital social; l'accès au capital social, ainsi que le rendement et les résultats du capital social.

Variables sociodémographiques

L'enquête tient compte des variables sociodémographiques suivantes :

- le sexe;
- l'âge (en années);
- la situation de famille (mariée ou marié, vivant en union de fait, veuve ou veuf, divorcée ou divorcé, célibataire, célibataire étant la catégorie de référence);
- la religion (catholicisme, protestantisme, islamisme, autres religions orientales [dont le bouddhisme, l'hindouisme ou le sikhisme] ou agnosticisme, l'agnosticisme étant la catégorie de référence);
- l'identité ethnique ou raciale déclarée (chinoise, philippine, sud-est-asiatique, est-asiatique; noire, africaine ou antillaise; sud-asiatique; arabe ou ouest-asiatique, la plus importante servant de référence);
- l'importance accordée à la religion, sur une échelle de cinq allant de « aucunement importante » à « très importante ».

Capital humain

De façon générale, le capital humain est issu des compétences, de la formation et de la capacité à gagner un revenu. Des variables du capital humain ont été utilisées comme paramètres de prévision des formes, des sources, des bénéfiques et des résultats du capital social dans la population immigrante de Windsor en Ontario. Le capital humain des répondantes et des répondants a été mesuré en fonction :

- de leur scolarité (mesurée sur une échelle de six points allant de inférieure au diplôme d'études secondaires à diplôme universitaire de premier cycle ou supérieur);
- du revenu personnel (par année avant impôt et retenues, en milliers de dollars);
- de la catégorie d'immigration (personne réfugiée, regroupement familial, travailleuse ou travailleur qualifié/immigration économique, la catégorie la plus représentée servant de référence).

Capital culturel

Le capital culturel des répondantes et des répondants a été mesuré en fonction :

- du temps écoulé depuis l'arrivée au Canada (1 an ou moins; de 1 à 3 ans; de 3 à 4 ans; 4 ans et plus);
- de la compétence en anglais (selon leur réponse à la question « Comment évaluez-vous votre compétence en anglais? soit faible; moyenne; très bonne; excellente »);
- de leur sentiment d'appartenance au Canada (selon leur réponse à la question « Vous sentez-vous chez vous au Canada?, soit pas du tout; un peu; assez; tout à fait »);
- de leur intention ou non de partir du Canada pour retourner dans leur pays d'origine (selon leur réponse à la question « Resterez-vous au Canada ou entendez-vous retourner dans votre pays d'origine?, Je suis ici pour rester; Je vais quitter le Canada pour retourner dans mon pays; Je suis indécise ou indécis. », la catégorie de référence étant « Je vais quitter le Canada pour retourner dans mon pays »).

Formes de capital social

Nous avons entrepris cette recherche notamment pour montrer le caractère à la fois inclusif et exclusif du capital social, selon qu'il s'agit de capital social « de fusion » ou « de rapprochement ». Le capital social de fusion est exclusif dans la mesure où il a tendance à cultiver l'exclusivité identitaire et l'homogénéité du groupe (Putnam, 2000, p. 22). En conséquence, nous avons extrait un indicateur du capital social de fusion de la question suivante portant sur le groupe primaire (de contact direct) et le groupe secondaire (de contact indirect) des répondantes et des répondants : « Les membres de ce groupe sont-elles ou sont-ils pour la plupart du même quartier ([1] oui et [0] non); de la même famille ou du même groupe familial ([1] oui et [0] non); de la même religion ([1] oui et [0] non); du même sexe ([1] oui et [0] non); du même âge ([1]oui ou [0]non); du même groupe ethnique ou linguistique, de la même race, caste ou tribu ([1] oui ou [0] non); ont-ils ou ont-elles le même emploi ([1] oui ou [0] non); les mêmes antécédents ou niveaux scolaires ([1] oui ou [0] non); ou à peu près le même revenu ([1] oui ou [0] non)? ». Comme les répondantes et les répondants devaient répondre à toutes les questions s'appliquant à leur situation, les caractéristiques communes peuvent laisser entendre que les membres du groupe entretiennent des liens de fusion. Ainsi, dès lors qu'une répondante ou un répondant attribuait une cote 1 à une variable ci-dessus, sa réponse a été interprétée comme étant indicatrice de capital social de fusion.

La même recette a été appliquée à plusieurs questions pour déceler les traces du capital social de rapprochement. La première de ces questions a trait à la composition du groupe primaire et du groupe secondaire : « Les membres de ce groupe occupent-elles ou occupent-ils des emplois variés ([1] oui ou [0] non); ont-elles ou ont-ils des antécédents scolaires différents ([1] oui ou [0] non); des revenus différents ([1] oui ou [0] non)? ». Les répondantes et les répondants devaient indiquer ensuite pour chacun de leurs groupes s'il travaillait ou était en lien avec d'autres groupes ayant des objectifs analogues à l'extérieur de la ville ou du quartier, les réponses étant [1] oui ou [0] non. À la dernière question, il leur fallait dire pour chacun de leurs groupes s'il travaillait ou était en lien avec d'autres groupes ayant des objectifs analogues à l'intérieur de la ville ou du quartier. Là encore, les réponses codées

étaient [1] oui ou [0] non. Toute apparence de variation des caractéristiques entre les membres ou d'absence de caractéristiques communes à partir des variables énoncées précédemment a été interprétée comme un indice de capital social de rapprochement dans le groupe¹. Par conséquent, dès qu'une cote 1 est attribuée à l'une des variables énoncées précédemment, nous avons considéré que le capital social associé fait partie de la catégorie de rapprochement. L'avantage des indicateurs codés est qu'ils rendent compte de la possibilité d'une présence simultanée du capital social de fusion et du capital social de rapprochement dans un groupe.

Types de capital social

Les indicateurs du type de capital social varient selon le type de groupes dont font partie les répondantes et les répondants. Plus précisément, la première question portait sur les deux groupes les plus importants dont elles ou ils, ou les membres de leur ménage, faisaient partie. Il leur fallait ensuite indiquer à laquelle des catégories suivantes le groupe ou l'organisme appartenait :

- club ou équipe de sport;
- institution ou groupe religieux (église, temple, synagogue, mosquée, groupe d'études religieuses, chorale d'église);
- organisme communautaire (Y des hommes ou des femmes, centre communautaire, etc.);
- club philanthropique (Kiwanis, Rotary, organisation bénévole dans les hôpitaux, etc.);
- organisme caritatif (Société canadienne du cancer);
- groupe culturel (troupe de danse, chorale, club d'art ou troupe théâtrale);
- club de loisirs (jardinage, club du livre);
- société historique ou patrimoniale;
- organisme politique ou d'action civique;
- organisme de jeunes (Scouts, Guides, club Garçons et Filles);
- organisme scolaire (association parents-enseignants, bénévolat);
- association professionnelle;
- association ethnique ou de personnes immigrantes;
- autre type de groupe.

Les catégories de réponses étaient ensuite réparties dans quatre types de groupes : groupe religieux; organisme communautaire; groupe culturel ou ethnique ou association d'immigrantes et d'immigrants, et tous les autres types de groupes.

Accès au capital social

L'accès au capital social a été mesuré selon deux variables. La première a trait à la fréquence de la participation aux groupes désignés au cours des douze derniers mois. Les réponses allaient comme suit : Aucune fois; Une ou deux fois dans l'année; Au moins trois fois dans l'année; Au moins une fois par mois et Au moins une fois par semaine. La deuxième variable mesurait, elle aussi, l'engagement au sein du groupe, mais sous l'angle

plus précis du temps de bénévolat. La question posée était la suivante : « Vous est-il arrivé, au cours des douze derniers mois, de faire du bénévolat pour aider votre principal groupe? » Les choix de réponses étaient [1] oui ou [0] non.

Avantages du capital social

On a mesuré un avantage du capital social en demandant aux répondantes et aux répondants si leur adhésion à un groupe quelconque avait augmenté leur sentiment d'appartenance à la communauté. Une variable dichotomique a été utilisée pour désigner les personnes ayant indiqué avoir tiré cet avantage de leur participation. Les répondantes et les répondants devaient en outre énumérer les services auxquels les membres de leur ménage avaient eu accès par suite de leur affiliation à un groupe dans les domaines de l'éducation, de la formation ou de l'aide sociale. Pour chacune de ces catégories de services, une variable dichotomique a été créée pour désigner les répondantes et les répondants ayant affirmé que l'accès au service était attribuable à leur affiliation au groupe en question.

Variables liées aux résultats

- Le **sentiment de bonheur dans la vie en général** désigne l'évaluation subjective du bonheur par les répondantes et les répondants, sur une échelle de cinq points allant de « Très malheureuse ou malheureux » à « Très heureuse ou heureux ».
- L'**état de santé auto-évalué** résume l'évaluation que font les répondantes et les répondants de leur état de santé général. Les réponses codées étaient « Mauvais », « Passable », « Bon », « Excellent ».
- La ligne **Diminution du stress** permettait aux répondantes et aux répondants de décrire dans quelle mesure leur affiliation à un groupe primaire ou secondaire pouvait diminuer leur stress. Les réponses étaient modulées de « Aucunement », « Un peu », « Assez » à « Tout à fait ».

L'analyse des données de l'enquête

Les analyses ont été effectuées avec la version 14.0 de l'Ensemble des programmes statistiques relatif aux sciences sociales (SPSS). Des analyses statistiques bidimensionnelles (tableaux croisés) ont permis de schématiser les rapports entre les caractéristiques du capital social (de fusion/de rapprochement et type de groupe) et le profil démographique. Les tableaux croisés ont été jugés utiles à notre analyse parce qu'ils font ressortir les rapports les plus significatifs entre deux variables et que toutes les variables étaient mesurées au niveau nominal. Nous avons aussi fait intervenir des variables du capital humain et du capital culturel pour mettre en évidence les rapports déterminants avec le capital social de fusion et de rapprochement, ainsi qu'avec le type de groupe. Puisque ces variables étaient mesurées au niveau nominal, les tableaux croisés ont permis de dégager les modèles statistiquement significatifs dans le corpus des données. Des variables démographiques ainsi que des variables du capital humain et culturel ont servi de base aux modèles de régression logistique multidimensionnels utilisés pour prédire les sources du capital social (adhésion à un groupe religieux, à un groupe communautaire, à un groupe culturel, ethnique ou de personnes immigrantes). On a eu recours à ce type d'analyse statistique pour étudier les rapports entre une ou plusieurs variables prédictives et la possibilité qu'une personne appartienne à un

groupe donné. Des modèles théoriques ont de nouveau été appliqués, le premier faisant intervenir uniquement des variables démographiques, le deuxième des variables du capital humain, le troisième des variables du capital culturel et le dernier des variables du capital social. Des modèles de régression logistique ont été utilisés pour prédire chacun des avantages dérivés du capital social, sur la base de caractéristiques démographiques, dans un premier temps, ainsi que des variables prédictives relatives au capital humain, culturel et social. Là encore, les modèles théoriques ont été alimentés avec des variables démographiques dans le premier cas, des variables associées au capital humain dans le deuxième, des variables relatives au capital culturel pour le troisième et, enfin, des variables du capital social pour le quatrième modèle. Enfin, les variables relatives aux résultats ont fait l'objet d'une analyse par régression multiple des moindres carrés ordinaires. Des modèles théoriques ont été appliqués, le premier utilisant uniquement des variables démographiques, le deuxième des variables du capital humain, le troisième des variables du capital culturel et le quatrième des variables du capital social. Toutes les analyses multidimensionnelles ont été effectuées séparément pour les hommes et les femmes dans un premier temps pour déterminer si les différents facteurs prédictifs agissaient de la même façon ou non pour les deux sexes.

Étape 5 : Entrevues de fond

La cinquième étape du projet comportait des entrevues de fond auprès de 20 femmes, qui ont été choisies parmi l'échantillon de l'enquête selon des techniques d'échantillonnage qualitatif. Les femmes retenues cumulaient toutes sortes d'expériences les mettant à même de donner des réponses « étoffées ». Pour les entrevues de fond, la méthode de l'entrevue longue (McCracken, 1988) a été appliquée. Cette démarche propre à la recherche qualitative ouvre une fenêtre sur le « monde » des sujets, les événements de leur quotidien et ce qui entisse le fil conducteur. Pour l'équipe de recherche, les entrevues de fond « *[traduction]* donnent accès à l'univers mental d'une autre personne, à sa façon intrinsèque de voir et de ressentir le monde » (McCracken, 1988, p. 9). Ces entrevues de fond ont aiguisé notre analyse et notre compréhension de l'expérience vécue des immigrantes et de tout ce qu'elles déploient d'efforts pour accéder au capital social et pour l'utiliser. Ce fut également un moyen de recueillir des données et des récits essentiels à une interprétation plus nuancée de l'usage des réseaux sociaux dans un contexte d'inégalité sociale.

Avant de procéder aux longues entrevues, McCracken suggère à la chercheuse ou au chercheur de faire une analyse culturelle. Pour donner suite à cette étape importante du processus de longue entrevue, chaque membre de l'équipe de recherche a passé au crible ses attitudes, valeurs, expériences et croyances personnelles susceptibles d'influencer les résultats de la recherche. Cet exercice a été jugé particulièrement nécessaire dans la mesure où deux des chercheuses (Anucha et Dlamini) sont des immigrantes radicalisées et qu'un chercheur (Yan) est aussi un immigrant radicalisé, et que les trois insufflaient au projet des perspectives issues de leur expérience intime des enjeux.

Les 20 entrevues de fond ont été menées par une jeune adjointe de recherche (Ferron), de race noire, étudiante diplômée en sociologie. Comme son mémoire de maîtrise portait sur le capital social, elle possédait une maîtrise du concept qui a été hautement utile au cours des entrevues. À l'instar d'autres membres de l'équipe de recherche, l'intervieweuse a abordé ce projet avec

un regard critique sur le rôle du capital social et l'inégalité d'accès aux ressources qui en sont le ferment. De plus, elle apportait une connaissance approfondie de l'état de la recherche sur le thème de la race et de la marginalisation des personnes immigrantes appartenant à des communautés radicalisées, ou encore des vecteurs entrecroisés de l'oppression des femmes de ces communautés. Mais avant tout, Mme Ferron a pu puiser à même son histoire personnelle d'Afro-Canadienne de la première génération pour composer une attitude d'écoute respectueuse devant ces femmes venues lui raconter leur vie. Souvent, leurs récits se faisaient l'écho des épreuves endurées par sa grand-mère et par sa mère à leur arrivée au Canada. Aux yeux de l'intervieweuse, le projet devait donner à toutes ces femmes l'occasion de jouer un rôle de conseillères sur la façon de construire des liens et des réseaux, pendant qu'elle-même se faisait un devoir d'écouter, de recueillir des données et de participer à la dissémination des résultats les plus prometteurs de changement.

Démarche d'entrevue

Un guide d'entrevue a dirigé la marche des entrevues (se reporter à l'annexe D). Ce guide énonce des questions et des messages incitatifs sur les thèmes suivants : l'emploi; la race et la culture; l'état de santé; les premiers contacts et la période d'établissement. La première version du guide d'entrevue a été peaufinée à la lumière des rétroactions du Comité consultatif communautaire. Les répondantes pouvaient choisir le lieu de l'entrevue ainsi que le moment qui leur convenait le mieux. Cette souplesse a contribué à mettre les femmes plus en confiance. En moyenne, les entrevues ont duré 95 minutes. Elles étaient enregistrées avec le consentement des femmes, puis transcrites intégralement. Quatre des participantes ont demandé des services d'interprète; la tâche a été confiée à une personne de la famille pour deux femmes et, pour les deux autres, à des interprètes dont les services ont été rémunérés.

Analyse, validité et crédibilité des données

Les entrevues ont été enregistrées avec le consentement des femmes, transcrites intégralement puis analysées selon la méthode élaborée par McCracken (1988). Tout a été mis en oeuvre pour garantir la fiabilité et la crédibilité (Lincoln, 1995; Seale, 1999) des données : notes détaillées, vérifications à rebours et descriptions étoffées afin de permettre la transférabilité. La conformité et la fiabilité des résultats sont assurées au moyen de citations et de descriptions (Lincoln, 1995). La démarche axée sur le dialogue communautaire exige une collaboration très étroite avec les parties prenantes de la communauté, qui deviennent ainsi de véritables partenaires de la recherche à même de susciter l'engagement prolongé de la communauté, un gage de confiance et de crédibilité. Les femmes interviewées ont pu se familiariser avec le projet de recherche avant l'entrevue puisque toutes avaient participé à l'enquête transversale et l'intervieweuse s'est entretenue avec chacune à trois reprises au moins avant la rencontre formelle de l'entrevue de fond. Des membres ont contrôlé la crédibilité des données. Chaque femme a reçu par la poste un exemplaire de la transcription de son entrevue ainsi que de l'énoncé des principaux thèmes dégagés des analyses préliminaires. Les femmes étaient invitées à signaler les méprises d'interprétation par téléphone ou à l'occasion d'une deuxième entrevue. Trois exemplaires ont été retournés parce que la destinataire avait déménagé sans laisser d'adresse.

Étape 6 : Élaboration du cadre conceptuel

La sixième et dernière étape de la recherche était celle de l'élaboration d'un cadre conceptuel. Les constatations issues de la démarche de recherche triangulaire (perspective multidimensionnelle, diversité des méthodes et des communautés), une fois intégrées, ont servi de fondement à un cadre conceptuel pertinent et rigoureux pour évaluer comment le capital social est constitué et utilisé par les immigrantes dans un contexte plus large marqué par les inégalités. Ce cadre fait ressortir les domaines que doivent cibler les politiques adoptées à différents échelons (micro, mezzo et macro) pour promouvoir la création et l'utilisation du capital social et l'atténuation des facteurs qui nuisent à ce processus.

Tableau 1 : Synthèse des objectifs de la recherche et de la méthode

Objectifs de la recherche	Méthode
Étudier la <i>structure</i> (le type, l'étendue ou la capacité, dans leur dimension spatiale, structurelle et relationnelle) et les <i>formes</i> du capital social (de fusion, de rapprochement, de liaison) à l'intérieur de communautés immigrantes de Windsor, en Ontario, à l'échelle organisationnelle, communautaire et individuelle.	Organismes : Définition du profil organisationnel de 22 organismes communautaires (officiels ou non)
	Communautés : Définition du profil de 4 communautés : italienne; arabe et moyen-orientale; est-asiatique et africaine-antillaise.
	Individus : Enquête transversale auprès de 300 membres des 4 communautés.
Étudier l'incidence du sexe et d'autres variables telles que l'origine raciale ou ethnique, l'âge et la situation socioéconomique sur l'accès au capital social.	Enquête transversale auprès de 300 femmes et hommes des 4 communautés.
	Entrevues de fond auprès de 20 femmes afin de dégager et de comprendre les nuances ainsi que la dynamique de l'expérience des femmes qui accèdent au capital social et qui l'utilisent.
Étudier les résultats ou les bénéfices pour les femmes d'accéder au capital social et de le mobiliser.	Enquête transversale auprès de 300 femmes et hommes des 4 communautés, à l'aide d'un questionnaire évaluant les divers résultats sociaux et économiques.
	Entrevues de fond auprès de 20 femmes afin de dégager et de comprendre les nuances et la dynamique de l'incidence du capital social sur le bien-être social et économique des femmes.

4. PROFILS DES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES

Population immigrante de Windsor

Selon le Recensement de 2001, plus de 13,4 millions de personnes ont immigré au Canada au cours du dernier siècle. Ce Recensement révèle aussi que 73 % de celles qui ont immigré au Canada dans les années 1990 appartenaient à des minorités visibles. Cette vague d'immigration massive et les bouleversements démographiques qui s'ensuivent ont bousculé les processus sociaux de la nation canadienne, de façon encore plus spectaculaire dans la province d'Ontario, où se trouvent trois des quatre villes canadiennes où la proportion de personnes nées à l'étranger est la plus forte, soit Toronto, Hamilton et Windsor. Windsor, notamment, est au second rang, après Toronto, pour ce qui est du rythme de la croissance démographique en Ontario, une croissance attribuable à l'immigration plus qu'aux naissances. La région métropolitaine de recensement (RMR) de Windsor comprend les municipalités voisines de LaSalle et de Tecumseh. Cette RMR est la quatrième au Canada sur le plan de la proportion de la population née à l'étranger, précédée seulement par Toronto, Vancouver et Hamilton (Statistique Canada, 2003b, p. 29). Selon le Recensement de 2001, 67 900 personnes nées à l'étranger habitent dans la RMR de Windsor, ce qui représente près de 23 % de sa population totale.

Tableau 2 : Portrait démographique de la RMR de Windsor (2001)

Population de la RMR de Windsor	307 877
Population totale des minorités visibles	39 330
Proportion de la population née à l'étranger	67 880
Personnes nées à l'étranger selon la région d'origine	
Asie de l'Ouest – Moyen-Orient (12,8 %)	8 665
Asie du Sud (6,8 %)	4 590
Asie de l'Est (5,7 %)	3 850
Afrique (4,2 %)	2 835
Antilles-Bermudes (1,7 %)	1 150

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

La communauté immigrante du comté de Windsor-Essex présente une belle diversité de cultures, de races et de confessions, ce qui s'explique par la diversité caractéristique des 5 premiers pays d'origine du flux migratoire dans les années 1990. Ces pays, par ordre décroissant, sont l'Iraq, la Chine, l'Inde, les États-Unis et le Liban. Le tableau 2 illustre la population née à l'étranger selon la région d'origine, suivant le Recensement de 2001. Chaque groupe immigrant qui s'installe à Windsor amorce une épopée dont la destination ultime est l'intégration et la contribution pleine et entière à la société canadienne. En cours de route, il lui faudra affronter diverses formes d'oppression qui s'entrecroisent sur les plans social, politique et économique. D'emblée, il est difficile de s'établir dans un pays étranger qui ne reconnaît ni leurs qualités et compétences professionnelles, ni leur scolarité, et, qui plus est, restreint leur accès aux activités de perfectionnement et de recyclage, de formation linguistique, à des logements abordables et à une foule d'autres services sociaux.

Portrait des quatre communautés ethniques ciblées

Le Recensement répartit les pays selon les régions géographiques. Par conséquent, il est difficile de tracer un portrait précis des personnes immigrantes de ces régions puisqu'elles sont originaires de pays qui se distinguent par leurs coutumes, leurs langues, leurs religions et leurs valeurs. Qui plus est, cette diversité se manifeste entre les pays, mais à l'intérieur aussi. Ci-après, toutes les statistiques données concernent la population immigrante excluant les résidentes et les résidents non permanents. Selon le Recensement de 2001, les 5 régions géographiques visées par la recherche englobent les lieux d'origine suivants :

- **Afrique** : Ce continent compte 57 pays, répartis selon 5 régions : l'Ouest; l'Est; le Centre; le Nord; le Sud. Les grands bassins d'immigration sont la Somalie, l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie.
- **Antilles et Bermudes** : En tout, 25 pays appartiennent à cette catégorie, les Bermudes, les Bahamas, Haïti, Cuba et la Jamaïque, ce dernier pays étant la principale source d'immigration dans ce groupe.
- **Asie de l'Est** : Cette catégorie comprend huit pays : République populaire de Chine; Hong Kong; Japon; Corée du Sud; Corée du Nord, Macao; Mongolie; Taïwan. Les Chinoises et les Chinois forment le principal groupe immigrant de l'Asie de l'Est.
- **Asie du Sud** : Cette catégorie comprend sept pays : Bangladesh; Bhoutan; Inde; Maldives; Népal; Pakistan; Sri Lanka. La plupart des personnes immigrantes qui viennent de l'Asie du Sud viennent de l'Inde.
- **Asie de l'Ouest-Moyen-Orient** : Cette catégorie compte 17 pays, dont l'Afghanistan, Chypre, l'Iran, l'Iraq, le Liban et l'Arabie Saoudite. La plupart des personnes immigrantes de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient viennent du Liban et de l'Iraq.

Comparaison de la démographie des populations native et immigrante

Le tableau 3 donne une ventilation de la population immigrante selon la région géographique, la population ayant immigré au cours de la dernière période de recensement de 10 ans (1991 à 2001), ainsi que la population immigrante qui avait de 20 à 39 ans au moment de l'immigration. L'intérêt pour ce groupe d'âge vient de ce qu'il correspond à une période charnière pour l'emploi et la poursuite d'études supérieures pour les personnes immigrantes.

Tableau 3 : Ventilation de la population immigrante selon la région géographique d'origine

Région géographique	Population immigrante totale	Population ayant immigré de 1991 à 2001	Population immigrante âgée de 20 à 39 ans au moment de l'immigration
Afrique	2 835	2 075	1 355
Antilles-Bermudes	1 150	235	605
Asie de l'Est	3 850	2 565	2 055
Asie du Sud	4 590	3 435	2 395
Asie de l'Ouest/Moyen-Orient	8 665	5 400	3 960

Dans la RMR de Windsor, les personnes immigrantes viennent surtout de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient (12,8 %), de l'Asie du Sud (6,8 %), de l'Asie de l'Est (5,7 %), de l'Afrique (4,2 %) et des Antilles-Bermudes (1,7 %). Cependant, si on tient compte de la période d'immigration, on constate que 75 % des personnes originaires de l'Asie du Sud sont arrivées pendant la dernière décennie, de même que 73 % des personnes d'origine africaine. Les personnes ressortissantes des Antilles et des Bermudes étaient les moins nombreuses à être arrivées de 1991 à 2001; la majorité sont arrivées de 1971 à 1980. La majorité de la population des 4 principaux groupes immigrants de la RMR de Windsor est arrivée dans la dernière partie de la décennie, soit de 1996 à 2001 (Recensement de 2001). Dans la cohorte venue de l'Asie du Sud de 1991 à 2001, 76 % ont immigré de 1996 à 2001. Les personnes immigrantes en provenance des Antilles et des Bermudes (53 %), de l'Asie de l'Est (53 %) et de l'Asie du Sud (52 %) étaient les plus fortement représentées parmi les 20 à 39 ans. Les personnes venant de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient affichent la plus faible proportion dans ce groupe d'âge, soit 46 %, même si le flux migratoire de ces régions est le plus fort.

Comparaison des niveaux de scolarité

On trouve au tableau 4 la ventilation des populations immigrantes selon leur région d'origine, le nombre de personnes titulaires d'un diplôme universitaire et n'ayant pas terminé leurs études secondaires.

Tableau 4 : Niveaux de scolarité selon la région géographique

Région géographique	Population immigrante totale	Niveau de scolarité	
		Diplôme universitaire	< Études secondaires
Afrique	2 835	645	510
Antilles/Bermudes	1 150	135	280
Asie de l'Est	3 850	1 440	830
Asie du Sud	4 590	1 975	565
Asie de l'Ouest-Moyen-Orient	8 665	1 275	2 415

Des 4 groupes, c'est celui de l'Asie du Sud qui compte la plus forte proportion de titulaires d'un diplôme universitaire (43 %), suivi du groupe originaire de l'Asie de l'Est (37 %). Le groupe des Antilles et des Bermudes ainsi que celui de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient comptent respectivement le moins de titulaires d'un diplôme universitaire, soit 12 % et 15 %. Cette faible proportion d'universitaires parmi les personnes immigrantes de l'Asie

de l'Ouest et du Moyen-Orient est tout à fait prévisible vu la faible représentation des 20 à 39 ans dans cette cohorte. Il s'ensuit naturellement pour cette population immigrante que plus de personnes n'ont pas obtenu leur diplôme d'études secondaires (28 %), une proportion rejointe de près par celle de la population des Antilles et des Bermudes (24 %), puis par celle de l'Asie de l'Est (22 %). Tout est conforme puisque l'on s'attend en général à une plus forte scolarisation de la population venant de l'Asie de l'Est, mais une statistique surprend cependant : près du quart n'a pas obtenu de diplôme d'études secondaires.

Comparaison de la situation vis-à-vis de l'emploi

Le tableau 5 permet de comparer des données sur la situation vis-à-vis de l'emploi selon la région géographique. Pour ce faire, on a comparé le nombre de personnes immigrantes inactives, le nombre de celles qui occupent un emploi et le revenu d'emploi annuel moyen dans chaque groupe.

Tableau 5 : Situation vis-à-vis de l'emploi selon la région géographique

Région géographique	Population immigrante	Situation vis-à-vis de l'emploi		
		Personnes inactives	Personnes actives	Revenu d'emploi moyen (\$)
Afrique	2 835	800	1 135	45 185
Antilles-Bermudes	1 150	360	705	19 217
Asie de l'Est	3 850	1 440	1 740	46 120
Asie du Sud	4 590	1 520	2 035	55 111
Asie de l'Ouest-Moyen-Orient	8 665	3 250	3 550	40 385

Dans chaque groupe, de 28 à 37 % des personnes immigrantes sont inactives par rapport à la population immigrante totale. Parmi ces groupes, ceux de l'Asie de l'Est (37 %) et de l'Asie de l'Ouest-du Moyen-Orient (37 %) comptent le plus de personnes inactives. On pourrait établir un lien entre la situation vis-à-vis de l'emploi et la scolarité puisque les personnes immigrantes de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient sont les plus susceptibles de ne pas avoir terminé leurs études secondaires. Cette réalité pourrait cependant être le fruit des obstacles structurels et de la discrimination étant donné qu'une forte proportion du groupe immigrant de l'Asie de l'Est est titulaire d'un diplôme universitaire (37 %). Des 5 groupes immigrants, celui des Antilles et des Bermudes compte le plus de personnes actives (61 %). Pour les 4 autres régions, les chiffres vont comme suit : 45 % dans le groupe de l'Asie de l'Est; 44 % pour celui de l'Asie du Sud; 41 % pour celui de l'Asie de l'Ouest et le Moyen-Orient, et 40 % pour celui de l'Afrique. Malheureusement, ces statistiques sont muettes quant à la qualité des emplois en question. Par exemple, elles ne nous disent pas quelle proportion des personnes immigrantes de toutes les régions occupent des emplois inférieurs ou nettement inférieurs à leurs compétences.

Bien que les personnes originaires des Antilles et des Bermudes soient les plus susceptibles d'occuper un emploi, la rémunération est souvent maigre si on en juge par le revenu annuel moyen, qui se situe à 19 217 \$ pour ce groupe. C'est considérablement moins que la moyenne obtenue par les 4 autres groupes, qui tous ont un revenu supérieur à 40 000 \$. Les personnes immigrantes de l'Asie du Sud remportent la palme à cet égard, avec un revenu d'emploi

annuel moyen de 55 111 \$. Rien de surprenant ici si on considère le nombre élevé des personnes de cette région qui sont titulaires d'un diplôme universitaire et qui sont actives dans le marché du travail. Si les Est-Asiatiques affichent le plus faible taux d'activité, celles et ceux qui occupent un emploi gagnent suffisamment pour hisser cette cohorte au second rang pour ce qui est du revenu d'emploi moyen. Dans la RMR de Windsor, le groupe des Est-Asiatiques a été l'un des plus industriels, et on ne compte plus les petites entreprises créées dans la communauté. La population immigrante de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient a su elle aussi construire une solide assise économique qui devrait se refléter dans le prochain recensement.

Associations culturelles en place

Toutes les communautés ont créé leurs propres organismes culturels, mais l'offre de services varie de l'un à l'autre. Certains groupes existaient bien avant la vague massive d'immigration. L'African Canadian Community Organization, instituée au cours de la dernière décennie, chapeaute toutes les associations africaines et leur offre soutien et possibilités de réseautage. Ces organismes fournissent toute une brochette de services à la communauté africaine : enrichissement du patrimoine, recherche d'emploi, aide à l'immigration, programmes pour les jeunes, etc. John Lyanga, M.D., président de l'African Canadian Community Organization de Windsor, dépeint en quelques mots ce que vivent les Africaines et les Africains installés à Windsor. Interviewé à l'occasion de la série documentaire *Changing Faces*, présentée à la CBC, le M. Lyanga affirme que « [traduction] des diplômes acquis à grand-peine ne suffisent pas selon les standards canadiens [...] de sorte que les Africaines et les Africains n'arrivent jamais à réaliser leur plein potentiel et ne peuvent, par conséquent, contribuer à l'économie canadienne à la mesure de leurs capacités » (CBC 2005). La communauté des Antilles et des Bermudes s'est dotée d'un organisme culturel axé sur la préservation des traditions culturelles et l'habilitation sociale. Consciente de la croissance rapide de la communauté chinoise et de la nécessité de lui offrir un lieu où les membres pourraient socialiser et apprendre à connaître leurs coutumes ainsi que l'anglais, la communauté a fondé l'Essex County Chinese Canadian Association (ECCCA) en 1976. C'est un exemple seulement des nombreuses associations chinoises de Windsor. Selon son profil, cet organisme est à l'affût des besoins des Chinoises et des Chinois qui habitent le comté de Windsor-Essex, en plus de promouvoir la culture chinoise auprès de ses membres et du grand public. L'organisme possède en outre un programme de services d'approche qui comprend notamment des cours de langue et de culture, ainsi que des ateliers de carrière. L'ECCCA est administrée par des bénévoles de la communauté dont les niveaux de scolarité et les allégeances professionnelles varient. Bien que la majorité des Sud-Asiatiques aient immigré au Canada de 1996 à 2001, leur communauté avait déjà mis en place des organismes ethniques avant cette période dans la région de Windsor. Ainsi, le South Asian Centre of Windsor et le South Asian Senior Citizen's Centre prodiguent information, soutien et références aux personnes immigrantes de ces régions. M. Mohsan Beg, un psychologue de la région, estime que beaucoup de personnes immigrantes qui résident au Canada vivent à cheval entre deux mondes, ce qui leur donne souvent l'impression de n'avoir leur place nulle part, de ne jamais être à la hauteur et d'avoir constamment à se battre pour s'intégrer (CBC 2005).

Même si son immigration est plus récente, le groupe immigrant de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient peut d'ores et déjà s'enorgueillir d'une assise économique stable, tissée à même un nombre appréciable de restaurants typiques qui peuplent divers îlots géographiques de Windsor. Là encore, des associations culturelles existaient avant l'arrivée de la plupart des personnes immigrantes de l'Asie de l'Ouest et du Moyen-Orient. La Windsor Islamic Association, fondée en 1964, a assuré la survie de la communauté musulmane de Windsor en lui offrant une mosquée et une école privée, An-Noor. Au fil du temps, la communauté a réussi à préserver sa culture et son patrimoine grâce à ses mosquées communautaires, de hauts lieux de rencontre pour la communauté en général.

5. RÉSULTATS DES ENTREVUES DESTINÉES À DRESSER LE PROFIL DES ORGANISMES

Le présent chapitre décrit le profil des organismes communautaires qui desservent les populations nouvellement arrivées dans la région de Windsor-Essex. Comme nous l'avons déjà exposé dans l'analyse documentaire, le capital social peut être envisagé à l'instar d'une ressource structurelle qui ne ressortit pas exclusivement au réseau d'une personne, mais également aux réseaux sociaux de la communauté. La partie qui suit s'avère particulièrement utile du fait de la relative pauvreté du corpus canadien sur le thème du capital social constitué par les organismes communautaires qui desservent les personnes nouvellement arrivées. Ng (1988) a produit une étude sur l'aspect politique des services communautaires à l'intention des immigrantes, mais elle s'y attarde surtout au contrôle exercé par l'État sur les immigrantes en versant des subventions aux organismes de services communautaires. Norquay (2004) a également posé un regard critique sur les organismes bénévoles ethniques qui veulent aider les Afghanes à préserver leur identité culturelle, mais qui par ailleurs consacrent des subventions publiques à des activités d'assimilation. Guo (2005) estime pour sa part que les organismes bénévoles ethniques jouent un rôle immense de soutien à l'établissement des personnes immigrantes, en comblant des lacunes dans les ressources qui sont le symptôme d'un échec de l'État et des organismes dominants de services sociaux. Sadiq (2004) a étudié la distribution spatiale des organismes d'aide à l'établissement des personnes immigrantes, arrivant à la conclusion que les services sont mal répartis entre les régions géographiques. Elle s'est toutefois concentrée sur Toronto et les environs, sans s'intéresser particulièrement au rôle de ces organismes dans la formation de réseaux. Bref, on ne trouve rien concernant le concept du réseau social et du capital social dans le corpus publié à ce jour sur les organismes communautaires desservant les populations immigrantes.

Les spécialistes qui s'intéressent à la revitalisation ou à la création des communautés prennent conscience peu à peu du fait que les organismes communautaires constituent une forme de capital social (Giddens, 1998; Putnam, 2000; Yan, 2004). Dans cette optique et pour mieux comprendre comment se matérialise le concept du capital social à Windsor, nous avons invité les directrices et directeurs ainsi que les présidentes et présidents de 22 organismes communautaires qui s'adressent particulièrement aux populations nouvellement arrivées ou au grand public, à répondre à un questionnaire et à une entrevue individuelle. La liste des organismes consultés figure à l'annexe A. Notre étude portait sur la structure globale et le portrait démographique de l'organisme, selon la perception de la répondante ou du répondant, ce qui englobe la pérennité du leadership, la capacité de l'organisme à composer avec les changements et les conflits, le degré de participation des groupes cibles, l'accessibilité et la fiabilité des services offerts aux divers groupes de prestataires, ainsi que la légitimité prêtée à l'organisme et son acceptation par les groupes de la communauté.

Les organismes dont nous avons dressé le profil s'adressent principalement aux personnes nouvellement arrivées, répondant aux besoins à la fois des personnes immigrantes et réfugiées. Selon les cas, les organismes desservent différents groupes culturels ou se limitent à un seul groupe ethnique, et d'autres encore s'adressent à toute la communauté : c'est le

cas notamment du Centre de ressources en emploi et du centre d'aide juridique de Windsor. La grande partie des organismes qui s'adressent aux personnes nouvellement arrivées leur offrent des cours de langue seconde, de perfectionnement professionnel pour trouver de bons emplois, des services d'aiguillage aux diverses ressources de santé, de logement, etc. De façon générale, les données d'enquête révèlent que ces organismes sont bien outillés pour travailler avec les personnes nouvellement arrivées.

Résultats de l'enquête

Dans 57 % des organismes, la direction principale semble relativement stable et les responsables de la régie ne changent pas constamment; les cadres restent en poste dans presque 85 % des cas, avec de fortes probabilités de reconduction. Il ne semble pas difficile de recruter des cadres efficaces puisque près de 70 % des candidates et des candidats dans ces organismes ont des capacités de leadership. Pour ce qui est de la composition de la direction dans les organismes visés, 15 % environ des membres proviennent de groupes de la communauté et quelque 52 % de groupes divers de la communauté. Aux questions visant à évaluer leur organisme, les répondantes et les répondants ont fortement tendance (90 % en moyenne) à donner une cote allant de bons à excellents pour ce qui est des antécédents scolaires et du degré de professionnalisme, ainsi que de l'honnêteté. Près de 60 % des répondantes et des répondants estiment que leur communauté est abondamment représentée au sein de l'organisme. Sur la question du lien entre le conseil d'administration et le personnel de gestion, les directrices et directeurs répondent que la communication est minimale entre les instances. Au contraire, s'il est question de la relation entre le directeur ou la directrice et le personnel, la grande majorité des répondantes et des répondants (près de 80 %) estiment entretenir une relation harmonieuse avec le personnel.

Des spécialistes sont d'avis que les organismes communautaires, à titre d'infrastructure sociale de la communauté, constituent une forme de capital social qui profite particulièrement aux communautés plus démunies (Fabricant et Fisher, 2002; Midgley et Livermore, 1998; Stewart-Weeks, 2000). Nous avons donc voulu en savoir plus sur la capacité des infrastructures des organismes, en demandant si la communauté en général et les communautés ethniques desservies les considèrent comme étant légitimes. Les répondantes et les répondants sont affirmatifs pour la grande majorité (90 %). De plus, le quart environ estiment que de 51 % à 75 % des membres de leur communauté estiment que leurs services leur sont destinés, et 32 % pensent que ce sont 75 % des membres de la communauté qui ont cette impression. Autrement dit, les répondantes et les répondants sont généralement convaincus que la communauté perçoit leur rôle comme faisant partie intégrante de l'infrastructure sociale.

Concernant le degré perçu de participation des femmes, des jeunes et des communautés isolées (sous-entendu les personnes immigrantes et réfugiées) aux organismes, 75 % des répondantes et des répondants estiment que la participation des femmes est assidue, 50 % jugent que la participation des jeunes va de modérée à assidue, mais 40 % seulement qualifient la participation des communautés isolées de modérée à assidue. Dans une proportion de 70 %, les répondantes et les répondants déclarent que les familles prospères participent assidûment à leur organisme. Pour la plupart, ces familles se montrent sympathiques à la cause ou versent de l'argent à l'organisme, selon les perceptions de 60 % des répondantes et des répondants. La

plupart des organismes ont des plans concernant leur évolution continue. Une vaste majorité des répondantes et des répondants estiment que la capacité de leur organisme à élaborer des plans d'avenir (70 %), à composer avec le changement (85 %), à apprendre du passé (80 %) et à résoudre difficultés et conflits internes (85 %) et externes (75 %) à l'organisme va de bonne à excellente. La plupart (70 %) précisent que l'organisme a établi des lignes directrices claires pour ce qui est de la gestion des problèmes de personnel, et 60 % sont d'avis que les membres connaissent en général les politiques et les méthodes de l'organisme.

Résultats des entrevues de fond

Pour mieux comprendre les organismes et leurs réponses à l'enquête, nous avons demandé à chaque répondante et répondant de répondre à une entrevue de fond. Les thèmes vont des origines à l'évolution de l'organisme, en passant par la qualité de l'effectif, la capacité institutionnelle et les réseaux institutionnels comme mesures du capital social structurel (Krishna et Shrader, 1999).

Les origines et les mandats

La quasi-totalité des organismes sont l'oeuvre de membres de la communauté qui, après avoir constaté des lacunes, ont voulu combler des besoins inassouvis dans leur communauté et bonifier l'offre de services. Très souvent, les organismes sont nés de réseaux non officiels et du désir des leaders de mobiliser les ressources pour mettre sur pied une infrastructure plus officielle, mieux outillée pour combler des besoins insatisfaits. Voici un commentaire sur ce point précis :

Des leaders communautaires agissant en solo ont fait appel aux membres des groupes culturels régionaux et communautaires. Dans les années 1950 et 1960, je crois qu'il existait un réseau non officiel de gens qui collaboraient déjà. Lorsque sont arrivées les personnes immigrantes dans la communauté, il n'y avait pas, de toute évidence, de ressources pour les aider. Ce sont les églises, les mosquées, les organismes religieux et quelques organismes ethniques qui s'occupaient alors des personnes nouvellement arrivées. Il était devenu pressant d'officialiser l'offre de services.

Or, les besoins d'une communauté peuvent changer, sous la pression des bouleversements démographiques, par exemple. Les organismes doivent acquérir des compétences pour parer à ces besoins changeants, qui peuvent dépasser ceux des groupes ciblés à l'origine. Voici un cas intéressant :

Notre mandat s'est beaucoup élargi depuis sous la pression des nouveaux modèles d'immigration. Il n'y a plus autant de familles [...] qui immigreront à Windsor. Nous nous concentrons moins sur ce type de rôles et de services, même si nous continuons à les offrir. Notre mandat est plus large, nous allons plus du côté de l'éducation, du social, des loisirs, de la culture. Nous sommes devenus une sorte de centre communautaire [...] mais, comme nous sommes affiliés à Centraide, nous visons plus la communauté en général, dans le quartier et la région avoisinante.

Certains organismes ont diversifié leur gamme de services. Un centre communautaire de ressources d'information est ainsi passé de cinq ou six programmes à :

toute une gamme de programmes, dans les domaines de l'alphabétisation, du maintien à domicile et de la jeunesse. Notre programmation s'est ramifiée au fil du temps.

Tous ces exemples corroborent les observations de Stewart-Weeks (2000) concernant la « proximité institutionnelle » des associations bénévoles communautaires, une qualité qui habilite l'organisme à satisfaire aux besoins collectifs de la communauté en raison de sa proximité avec les personnes desservies.

La plupart des organismes ayant vu le jour pour combler les besoins des personnes nouvellement arrivées, tous s'intéressent de près ou de loin à l'établissement et à l'intégration. Voici un exemple :

C'est encore vrai maintenant puisque la raison d'être de cet organisme est d'aider les personnes qui arrivent d'ailleurs à s'intégrer dans la communauté, de sensibiliser la population à la réalité des autres groupes culturels et de fournir le soutien à cet égard, et de mettre en valeur certaines des traditions de ces groupes culturels et la compréhension mutuelle.

Les mandats des organismes au service des personnes nouvellement arrivées appartiennent à deux grandes catégories :

- **Les services tangibles** : counselling d'emploi; aide à l'établissement (counselling, service d'orientation); éducation; formation linguistique; services de santé; lieux de rencontre et soutien mutuel.
- **Les services intangibles** : mise en valeur de la communication et de l'intégration interculturelle; défense de l'équité et de la préservation des cultures ethniques. Les services intangibles fournis par la plupart des organismes ethniques intègrent le plus souvent une mission de préservation de la culture.

Nous souscrivons à l'affirmation de George (2002), pour qui les besoins d'établissement des personnes nouvellement arrivées recourent de multiples facettes. Comme en témoignent les récits des répondantes et des répondants, la carte des services offerts par tous ces organismes à l'ensemble des personnes nouvellement arrivées dans la région de Windsor est très variée.

Structure institutionnelle et membres

L'enquête révèle que la majorité des répondantes et des répondants estiment leur organisme tout à fait apte à desservir la clientèle visée. Les entrevues de fond nous ont donné l'occasion d'examiner de plus près le fonctionnement de ces organismes. Les questions sur la structure institutionnelle et l'effectif, notamment, mettent en lumière les enjeux qui touchent l'organisation, la régie, le secteur bénévole ou les prestataires des services.

La structure organisationnelle

Comme on peut le constater à l'annexe A, la plupart des répondantes et des répondants estiment que leur organisme est bien établi, ce qui en d'autres mots signifie que la structure organisationnelle est perçue comme étant pleinement fonctionnelle. Les organismes reposent en règle générale sur une structure plutôt horizontale à trois niveaux : un conseil d'administration; une directrice générale ou un directeur général, et du personnel de première ligne.

Nous relevons d'un conseil d'administration bénévole. Vient ensuite l'échelon de l'administration, ce qui veut dire essentiellement moi et la personne qui administre le bureau, et puis l'échelon du personnel chargé de livrer le programme. Nous sommes en pleine croissance actuellement et, si tout va comme prévu, un autre échelon s'ajoutera, qui pourrait prendre la forme d'une sous-structure de gestion ou de supervision.

Dans la plupart des organismes, le noyau constitué par le conseil d'administration et la directrice générale ou le directeur général prend les décisions stratégiques et s'appuie sur des comités. Ces derniers occupent deux rôles principaux : aider le conseil d'administration à se concentrer sur des enjeux précis et constituer un bassin de leaders qui pourront prendre la relève au sein de l'organisme.

Au sein du conseil d'administration, nous avons des comités. Le comité du programme s'occupe des bourses, il alimente la banque de candidatures et il choisit la directrice générale ou le directeur général.

Bien que certains organismes fonctionnent d'une façon beaucoup plus officieuse (familiale même), la plupart conviennent de la nécessité d'établir des politiques et des méthodes claires. Ils s'assurent ainsi que les rôles sont bien compris et ils préviennent les conflits ou, le cas échéant, ils sont mieux outillés pour les régler.

Il est certain que nous avons des politiques qui régissent les relations, que ce soit les relations entre le personnel et les bénéficiaires, les conflits entre les bénéficiaires et les membres, entre les membres du personnel ou entre le personnel et le conseil d'administration. Nous avons effectivement des mécanismes en place et des méthodes de résolution. Toute une infrastructure a été établie, qui comprend un guide, des politiques et des méthodes à l'intention du personnel. Tous ces moyens contiennent énormément d'information sur la résolution des conflits. C'est certain que des politiques existent mais, à mon sens, elles ne font pas vraiment partie de notre culture organisationnelle puisque nous ne nous intéressons pas aux conflits, mais à la défense des intérêts.

La question de la disponibilité semble un enjeu pour la plupart des membres des conseils d'administration bénévoles.

Dans l'ensemble, c'est assez facile. Nous n'avons jamais eu de difficulté à obtenir la collaboration de nos conseils d'administration. La seule difficulté

vient de ce que nous demandons toujours plus à nos bénévoles ou aux membres du conseil d'administration. Or, dans la grande majorité des cas, ce sont les personnes les plus occupées qui s'engagent.

L'efficacité du conseil d'administration est garante de la qualité du leadership au sein d'un organisme. Pour la plupart, le leadership est assumé par les conseils d'administration, constitués en grande partie de bénévoles qui croient à la mission de l'organisme. En ce sens, beaucoup de répondantes et de répondants affirment que la stabilité et la continuité au sein du conseil d'administration sont des facteurs déterminants de la qualité du leadership.

Il est très stable. Depuis 50 ans qu'il existe, notre organisme peut se vanter d'une impressionnante stabilité. Nous avons beaucoup de chance parce que nous pouvons compter sur un leadership très solide. Je connais déjà les personnes qui assumeront la présidence pour quelques années à venir. Des gens attendent leur tour pour occuper ce poste de leadership. Cette stabilité du leadership rend l'organisme très solide, c'est certain. Des gens attendent pour devenir les leaders de notre association : c'est très réjouissant!

La composition du conseil d'administration

Les répondantes et les répondants soulignent souvent que chaque membre du conseil d'administration possède des compétences particulières qui profitent énormément à l'essor et au fonctionnement de leur organisme. Par exemple, les membres connaissent bien la communauté, peuvent avoir des compétences et des expériences professionnelles acquises par leur travail dans la communauté et auprès des personnes nouvellement arrivées. Comme le souligne une personne interrogée, le conseil d'administration devrait refléter la diversité de la clientèle visée :

Bien entendu, les membres du conseil d'administration sont des bénévoles qui, comme je l'ai déjà dit, représentent la diversité de notre clientèle. Nous faisons en sorte que chaque membre apporte quelque chose de différent à notre organisme. Notre trésorière, par exemple, est une comptable générale licenciée et nous aide beaucoup pour ce qui est de notre responsabilité comptable. Le conseil d'administration a aussi pour mission de formuler les objectifs qui guideront l'organisme à l'avenir.

Bien que les conseils d'administration présentent une belle diversité sur le plan du bagage professionnel, l'uniformité prime pour ce qui est de l'origine raciale ou ethnique. Le plus souvent, la composition des organismes est fortement représentative du groupe ethnique desservi. Selon notre enquête, les femmes semblent plus impliquées dans ces organismes, une constatation qui converge avec les réponses obtenues aux entrevues de fond. En fait, elles forment le pilier des conseils d'administration dans bien des cas. Et si les membres des conseils appartiennent à différents groupes d'âge, les jeunes sont en minorité.

L'un des principaux bénéfices reconnus aux membres des conseils d'administration est leur réseau social. Les répondantes et les répondants déclarent en grand nombre que les membres de leur conseil d'administration s'impliquent énormément dans la communauté

et, très souvent, qu'elles et ils font partie de plusieurs organismes. La plupart estiment d'ailleurs que l'adhésion à de multiples conseils d'administration comporte plus d'avantages que d'inconvénients; il suffit de penser aux liens ainsi tissés avec d'autres organismes de la communauté. Cette ubiquité comble ce que Burt (1992) a qualifié de trous ou de fossés structurels entre les réseaux; elle devient un véritable atout lorsque les organismes se donnent comme mission de créer des liens entre les ressources et d'aiguiller la clientèle. Voici un commentaire entendu à ce sujet :

Le réseautage est possible lorsque les membres du conseil d'administration connaissent bien les services offerts. Les personnes qui siègent à d'autres conseils servent de lien. Lors des discussions sur des sujets concernant la communauté ou lorsqu'il y a des projets d'étendre nos programmes à certains groupes de la communauté, ces personnes connaissent nos activités et peuvent établir les connexions : « Vous savez, je fais partie du conseil d'administration et l'organisme a tel programme. Vous devriez communiquer avec le DG. » Puis cette personne m'avise que je recevrai l'appel de tel autre organisme.

L'autre avantage du cumul des fonctions est ce que Stewart-Week (2000) appelle l'« efficacité représentationnelle ». Les membres des conseils d'administration qui entretiennent un bon réseau représentent des intérêts diversifiés et les points de vue de groupes plus larges de la population.

La participation bénévole

Les organismes doivent souvent vivre avec peu de moyens et tous, aux dires de la totalité des répondantes et des répondants, recourent abondamment au bénévolat. Il semble toutefois que le bénévolat prenne différentes modalités selon l'ethnie. Au sein des organismes qui s'adressent particulièrement à un groupe ethnique, le bassin des bénévoles est relativement homogène. Les autres attirent essentiellement des bénévoles d'origine caucasienne et des femmes. L'âge des bénévoles varie selon la nature des services. Les méthodes de recrutement sont essentiellement passives, les organismes privilégiant la participation fortuite et volontaire. On pense avant tout aux universités et aux écoles secondaires comme bassins privilégiés de bénévoles dans les communautés.

Selon les répondantes et les répondants, le recrutement de bénévoles est facile dans leur organisme. Les rôles varient, à l'évidence, mais on trouve les bénévoles à presque tous les échelons de fonctionnement :

Nous recourons aux bénévoles pour le conseil d'administration et à d'autres échelons, et nous préconisons leur participation. De toute évidence, des bénévoles nous aident pour les activités courantes, pas seulement au conseil d'administration. C'est un moyen d'acquérir de l'expérience et de combler les besoins au sein de l'organisme. Nous avons également fait appel à des bénévoles pour le programme de garde d'enfants et pour les services de counselling d'emploi, surtout pour fournir du soutien aux tâches que nous n'avons pas le temps de faire. Tout le monde y gagne : les bénévoles

acquièrent de l'expérience, et nous pouvons compter sur leur aide dans les secteurs où nous manquons de ressources.

Les bénévoles ne servent pas bêtement à satisfaire aux besoins organisationnels. Très souvent, on tient également compte de leur intérêt et de leurs besoins. La plupart des organismes, selon les répondantes et les répondants, font un pairage entre les services et les objectifs des bénévoles.

Absolument. Beaucoup des familles immigrantes et réfugiées doivent acquérir une expérience pertinente au Canada. Souvent, ces personnes veulent faire du bénévolat chez nous pour augmenter leur bagage d'expérience au Canada.

Ce commentaire illustre à quel point les personnes nouvellement arrivées profitent du bénévolat pour augmenter leur bagage « d'expériences pertinentes au Canada » et enrichir leur curriculum vitae en vue d'une éventuelle recherche d'emploi.

La clientèle visée et la promotion

La plupart des organismes desservent une clientèle fort diversifiée sur les plans du sexe et de l'âge. Cependant, parmi les organismes interrogés, aucun ne s'adresse exclusivement à des personnes réfugiées. Beaucoup d'organismes ethniques, sauf s'ils y sont tenus en raison des modalités de financement, se limitent à des membres de leur communauté ethnique, même si la plupart soulignent que toutes les personnes, sans égard à l'origine culturelle ou raciale, sont les bienvenues. Il reste que, de l'aveu de beaucoup, des personnes à qui leurs services pourraient profiter ignorent souvent leur existence. Il apparaît donc impératif de faire la promotion des services par divers moyens.

Les recommandations entre organismes

L'aiguillage suit des canaux réciproques. Les organismes accueillent des personnes qui leur ont été recommandées et recommandent leur propre clientèle à d'autres organismes, y compris des organismes gouvernementaux.

Nous comptons beaucoup sur les recommandations d'autres organismes communautaires; nous espérons qu'ils savent que nous offrons des services qui pourraient aider une partie de leur clientèle à atteindre ses objectifs d'emploi. Nous collaborons aussi avec d'autres partenaires de la communauté, dont le gouvernement municipal et les services provinciaux, dont la clientèle est toute désignée pour tirer profit de nos services; c'est le cas du programme Ontario au travail, notamment.

Le bouche à oreille

De tous les moyens déployés pour promouvoir les services et les organismes, le bouche à oreille semble de loin le plus efficace. La promotion est faite non seulement par les personnes qui ont déjà reçu les services, mais aussi par le personnel d'autres organismes.

L'extension des services

Les organismes fréquentent divers endroits et événements pour promouvoir leurs services.

Nous faisons toutes sortes de choses : nous avons un service de conférence qui nous permet de faire connaître l'organisme auprès d'autres organismes et groupes communautaires. Nous présentons énormément de communications dans les écoles.

Les médias de masse et le matériel imprimé

Les participantes et les participants affirment que les contraintes budgétaires les forcent souvent à tirer parti des espaces gratuits offerts par les médias locaux tels que le *Windsor Parent Magazine* et le *Pennysaver*. Ils peuvent aussi diffuser des dépliants dans les écoles.

La capacité institutionnelle

La capacité institutionnelle touche différents aspects, tels que la communication interne, la capacité de l'organisme à tisser des réseaux, les rapports entretenus avec les gouvernements et la capacité d'adaptation aux changements environnementaux.

Les communications internes

Sans doute à cause d'une structure relativement horizontale, selon la description qu'en font les répondantes et les répondants, les communications à l'intérieur des organismes sont en règle générale très ouvertes. Les résultats de l'enquête confirment entre autres que les directrices générales ou directeurs généraux entretiennent le plus souvent des communications efficaces avec leur personnel.

[Longue pause] Je crois que nous tous, parce que notre personnel est peu nombreux, avons toujours participé à la plupart des décisions concernant notre façon de travailler en équipe, en misant le plus possible sur la collaboration (avec le personnel de soutien et l'équipe du service social). Nous faisons presque tout en collaboration, si ce n'est les dossiers qui sont exclusivement d'ordre administratif ou financier, qui relèvent en conséquence du DG et du conseil d'administration.

Il est généralement admis que la communication ouverte favorise la participation et l'efficacité du personnel, à qui elle inspire un plus grand sentiment de sécurité. Cela étant dit, la qualité des communications internes est tributaire de l'efficacité de l'administration centrale. Or, la plupart des répondantes et des répondants déclarent que leur financement de base ne couvre pas les frais de l'administration centrale. Par conséquent, ils ne peuvent éviter les problèmes administratifs, même si la structure est horizontale. Qu'il soit petit ou non, tout organisme doit composer avec d'incontournables tracasseries administratives. Sans le financement de base nécessaire pour assurer l'efficacité d'une administration centrale, on prive le personnel de la possibilité de fournir des services à la hauteur des attentes.

La totalité de notre financement est déterminée en fonction de nos programmes et de nos projets, ce qui n'est pas l'idéal. Les gens pensent qu'on reçoit le financement de base nécessaire; il faudrait quelque chose comme 50 000 \$ pour le démarrage du bureau et l'embauche de quelqu'un à la réception, mais nous attendons toujours. Nous recevons de l'argent des différents ordres de gouvernement en fonction du programme et nous faisons

des collectes de fonds. Nous avons un DG et du personnel chargé de livrer le programme. Nous recevons de l'argent pour payer ce personnel, mais rien pour le fonctionnement général. La plupart du temps, nous recevons une maigre part, 15 % ou quelque chose comme ça, mais, la plupart du temps, nous ne recevons rien, zéro dollar, pour le loyer, le personnel, les fournitures, l'électricité et le téléphone, les ordinateurs et tout ce dont nous avons besoin.

Le réseautage dans la communauté

Fabricant et Fisher (2002) affirment que le premier jalon de la contribution des organismes à l'essor de leur communauté consiste à nouer des liens avec d'autres organismes communautaires. Aucun organisme ne peut pourvoir à tous les besoins des personnes nouvellement arrivées, d'autant plus qu'elles ont différentes origines ethno-raciales. Si la plupart des organismes ont une mission et une offre de service assez pointue, ils n'en reconnaissent pas moins les multiples facettes des besoins de leur clientèle et la nécessité d'établir des ponts avec d'autres organismes qui offrent des ressources différentes, susceptibles de rendre leur aide plus efficace. C'est le souci de combler les besoins de la clientèle qui pousse le plus souvent les organismes à maintenir des liens réciproques. Comme le suggère une répondante, la mise en commun des ressources et des compétences est très importante :

Les autres organismes ont tous quelque chose de différent à offrir. Leurs compétences, leurs expériences, leur expertise dans différents domaines sont complémentaires, tantôt parce qu'ils s'adressent à une autre population que celle que nous tentons d'aider, tantôt parce que leurs ressources pourraient nous être utiles. Il peut s'agir de personnel, d'élèves, d'argent, bref, de tout ce qui peut faire avancer un projet. C'est l'une des raisons qui nous incitent à unir nos efforts, à partager les ressources d'un projet pour nous attaquer ensemble à des enjeux communs. Nous mettons nos ressources en commun, qu'il s'agisse de ressources humaines ou de ressources physiques, pour faire débloquer les projets.

Il peut arriver que la collaboration s'articule autour d'un dossier précis :

Comme je l'ai dit précédemment, nous avons collaboré dernièrement avec nos amis et d'autres organismes de défense des femmes ainsi que des associations de femmes pour organiser une série de conférences de sensibilisation et de prévention de la violence familiale dans la région. À tout coup, ces expériences sont extraordinaires, positives et fort appréciées.

La connivence entre les organismes est perçue comme étant un partenariat mutuel :

Nous avons beaucoup de contacts avec d'autres organismes, qui tous sont extrêmement positifs. Nous entretenons également des liens réciproques avec la communauté. Nous croyons énormément à ces partenariats avec d'autres

organismes. C'est même l'un de nos grands principes. Tous ces contacts sont extrêmement positifs et productifs. Nous nous considérons comme un organisme de partenariat.

Pour optimiser les partenariats, les organismes ont tendance à collaborer avec des partenaires qui poursuivent des missions et des objectifs analogues. Cependant, les répondantes et les répondants sont nombreux à penser que l'inclusivité est essentielle pour mieux servir la communauté. Voici un commentaire à ce sujet :

Essentiellement, la collaboration avec d'autres optimise nos ressources, financières, humaines et techniques. En fait, nous élargissons notre cadre de fonctionnement, une très bonne raison de collaborer pour faire avancer nos projets et nos programmes.

Des répondantes et des répondants ont toutefois un sentiment d'exclusion, notamment ceux qui représentent de petits organismes beaucoup moins nantis en financement public. Même si beaucoup d'organismes semblent entretenir de bons rapports avec les autres, la concurrence qu'ils doivent se livrer dans la quête au financement peut nuire à une saine collaboration et, dans certains cas, elle peut même aboutir à l'exclusion :

Je m'en fous royalement. Nous avons été exclus. Nous adorons travailler avec d'autres organismes. Seulement, il y a une lutte pour le contrôle de l'argent et du financement entre les organismes sans but lucratif. Des groupes tentent de s'isoler pour garder le contrôle.

Pourquoi six organismes ne pourraient-ils pas s'unir et recevoir une subvention ensemble? Je ne sais pas si c'est à cause du manque d'argent, mais ce genre de proposition n'est jamais pris au sérieux. Je ne comprends pas. Le seul fait de nous asseoir ensemble, de nous parler et d'agir peut faire des miracles. C'est si simple pourtant. Mais dès qu'on mentionne la possibilité de partager les ressources, tout se complique.

Les organismes communautaires prennent toutes sortes de moyens pour construire des réseaux entre eux. Comme cela a déjà été mentionné, ils profitent des liens entretenus par les membres de leur conseil d'administration et leur personnel qui participent à d'autres comités d'organismes, ou par la voie des recommandations mutuelles de la clientèle. D'autres réseaux se créent lorsque les organismes se consultent entre eux :

À l'externe, nous faisons partie du South Essex Community Council, et notre équipe de gestion ainsi que notre personnel appartiennent à beaucoup d'autres organismes. En tout, nous siégeons à une vingtaine de comités et de conseils d'administration. Nous sommes donc très présents dans la communauté, tant du côté de la direction que de la gestion intermédiaire.

Les rapports avec les gouvernements

La plupart des répondantes et des répondants observent deux aspects importants dans les rapports entre leur organisme et les gouvernements. Premièrement, les gouvernements constituent leur principale source de financement. La plupart des organismes, hormis deux petits organismes ethniques, touchent des subventions de tous les ordres de gouvernement pour la mise en oeuvre de leurs programmes. Ces subventions publiques sont obtenues au prix d'un processus de demande complexe, d'autant plus depuis qu'elles sont essentiellement axées sur le programme. Voici les mots qui viennent à la bouche d'une répondante quand elle pense à ce processus :

[...] frustrant, un vrai casse-tête, de la paperasse, un cul-de-sac.

Il faut beaucoup de temps pour assurer le financement stable d'un ministère :

Il faut être à l'affût. Personne ne vient au-devant de nous, sauf si nous sommes affiliés à un ministère en particulier. Il peut arriver qu'on nous envoie de l'information sur les mécanismes existants, mais nous sommes responsables de faire des recherches proactives pour renouveler notre financement. Nos programmes sont assez bien établis maintenant et nous sommes en relation avec les mêmes ministères depuis quelques années. Nous sommes parvenus à un certain équilibre; nous sommes relativement à l'aise avec ce que nous avons.

Mais attention, le financement public n'est jamais garanti. Il n'est pas facile de trouver de l'information sur les mécanismes de subvention publics et les critères d'admissibilité. La plupart des répondantes et des répondants ne reçoivent pas de financement permanent des gouvernements et ne comprennent pas bien les critères de demande. Il faut très souvent demander une aide spécialisée pour la recherche proactive d'information. Cette difficulté témoigne de la complexité et de la lourdeur des différents programmes de financement des trois ordres de gouvernement.

Les sources de financement sont multiples et il faut demander à quelqu'un de faire la recherche dans la communauté, une personne spécialisée dans la collection de fonds par exemple. L'information est diffusée dans le Web. Si on ne reçoit pas l'information par courrier, il faut demander à quelqu'un de faire des recherches périodiques dans Internet. Quels sont les critères? Est-ce que nous les remplissons? Aurons-nous besoin de partenaires? C'est une entreprise de longue haleine, qui demande énormément d'énergie.

Le processus est laborieux et nombre de petits organismes n'ont ni les moyens ni l'énergie pour se préparer à l'avance. Trop souvent, il est souvent trop tard quand ils découvrent un canal de financement potentiel.

Nous ne sommes pas tellement au courant. Quand j'entends parler de quelque chose, j'appelle, et alors je peux obtenir de l'information. Nous recevons les formulaires de demande à la dernière minute, une semaine

avant l'échéance par exemple. C'est trop tard parce qu'il est extrêmement compliqué de remplir ces formulaires.

Les répondantes et les répondants ont l'impression que la recherche de financement public est une longue suite d'épreuves. Pour obtenir quoi? Des subventions qui ne couvrent pas les frais de l'administration centrale. Ils s'en remettent donc à divers moyens de collecte de fonds dans la communauté. Les bénévoles, les entreprises locales, les églises et les écoles sont les principales sources de ressources financières et tangibles pour les organismes.

Sur le plan financier, nous comptons sur nos membres et sur les dons. Nous avons mis sur pied une formule de dons par anticipation. Notre organisme peut compter sur de multiples sources de financement. Nous recevons des dons en espèces de la population, du temps de travail bénévole. Notre base de bénévoles est très active. Nous recevons énormément de soutien, sous toutes sortes de formes, de toutes sortes de gens.

Les organismes communautaires interagissent aussi avec les gouvernements quand ils sont appelés à participer à l'élaboration des politiques publiques. À cet égard, les répondantes et les répondants de Windsor estiment que leur propre contribution et celle de leur organisme sont plutôt passives, même si des ministères de différents paliers les consultent assez souvent. Leurs commentaires sont-ils pris en considération ou même au sérieux par les gouvernements? Rien n'est moins certain. En fait, les consultations ont rarement de suite :

Dernièrement, nous avons reçu une invitation à participer à une séance de consultation organisée par Ontario au travail. La consultation portait sur le modèle de prestation des services. Quelqu'un du Bureau du ministre provincial a appelé pour nous inviter à quelque chose comme un groupe de discussion sur les modifications proposées à l'organisme Ontario au travail. Après, plus rien, aucun suivi. Oui, il arrive qu'on nous demande notre avis.

Les changements environnementaux

Les répondantes et les répondants reconnaissent que leur organisme doit constamment s'adapter au contexte global dans lequel il s'inscrit.

Le contexte est très stable, relativement stable compte tenu des circonstances. Aujourd'hui, il est stable, mais que nous réserve l'avenir? Il y a énormément de fermetures. Nous survivons depuis 20 ans, ce qui est assez impressionnant.

L'histoire montre que chaque virage idéologique au sein du gouvernement s'accompagne de nouveaux programmes et, parallèlement, de nouvelles conditions de financement et de crises. Dans un tel contexte, les organismes peuvent difficilement prévoir et planifier leur avenir. Au cours des deux dernières décennies, chaque changement de gouvernement a provoqué un renouvellement des politiques de financement :

L'exemple le plus frappant couvre la décennie de 1987 à 1997. Nous recevions une très généreuse subvention du fédéral puis, en 1997, le mandat

a changé et notre subvention a littéralement été interrompue, tout comme celle d'autres organismes analogues ailleurs au pays. Nous avons dû attendre une nouvelle réorientation qui nous rendrait de nouveau admissible.

L'insistance nouvelle sur la reddition de comptes s'est traduite par un resserrement des contraintes de fonctionnement des organismes :

La prestation de nos programmes et l'atteinte des objectifs du programme [...] On surveille de près notre façon de livrer les programmes, d'établir des résultats et de nous y conformer, non seulement au chapitre de la prestation, mais également sur le plan financier. C'est parfois exténuant, pas tellement en ce qui concerne la prestation des programmes, mais surtout à cause des répercussions sur l'administration.

Résumé des entrevues destinées à dresser le profil des organismes

Les organismes communautaires représentent une forme d'infrastructure sociale à laquelle beaucoup de personnes nouvellement arrivées peuvent s'identifier et demander de l'aide. Ensemble, ces organismes créent un réseau efficace de soutien dans les communautés, qu'ils contribuent également à construire (Fabricant et Fisher, 2002; Midgley et Livermore, 1998). Ils jouent un rôle particulièrement important pour les femmes immigrantes, qui souvent ont vu leur réseau social se désagréger (Salaff et Greve, 2004). À l'issue de la recherche, nous pouvons affirmer que les organismes communautaires de Windsor sont sains. Malgré les compressions dans le financement, les répondantes et les répondants estiment que ces organismes réussissent à procurer un réseau de services aux personnes nouvellement arrivées. Il s'agit là d'une importante source potentielle de capital social pour les personnes immigrantes et réfugiées. Si on en juge par le dynamisme qu'insufflent les femmes à ces organismes, on peut en conclure que ce réseau de services constitue actuellement une source primordiale de capital social pour une multitude de femmes immigrantes.

Au fil du temps, les organismes communautaires ont redoublé d'efforts pour s'adapter aux besoins changeants des communautés immigrantes de Windsor. La plupart des répondantes et des répondants estiment que leur organisme est sain et qu'il s'est doté des moyens nécessaires pour desservir la communauté locale des personnes nouvellement arrivées. Plusieurs répondantes et répondants décrivent comment leur organisme a étendu, voire transformé sa gamme de services et de programmes pour accommoder les besoins réels des personnes immigrantes, défendre leur droit à l'égalité et faciliter leur intégration dans la région de Windsor. Les organismes communautaires de Windsor ont peu à peu tissé un réseau très étroit d'aiguillage réciproque qui s'avère un outil formidable de pairage entre les ressources et les bénéficiaires des services. Grâce à ces réseaux, les organismes communautaires peuvent fournir des services directs aux personnes nouvellement arrivées, dont beaucoup sont des femmes, et en retour les diriger vers d'autres ressources communautaires.

Par l'intermédiaire du bénévolat, les personnes nouvellement arrivées trouvent dans les organismes communautaires une plate-forme qui les met en contact avec leur nouvelle

communauté. La plupart des organismes ont un grand besoin de bénévoles, dont la plupart sont des femmes, pour composer leur conseil d'administration et assurer la marche courante des activités. Le dévouement des bénévoles témoigne d'une longue tradition d'altruisme au coeur des communautés immigrantes et ailleurs. Comme nous l'avons dit précédemment, à la valeur intrinsèque du bénévolat s'ajoute le fait qu'il peut servir de tremplin vers le monde du travail pour les femmes immigrantes. Certains organismes font toutefois une mise en garde contre le recours immodéré au bénévolat dans les organismes desservant les personnes immigrantes, qui risque de nuire à la qualité et au professionnalisme des services, au détriment de la clientèle.

Un autre défi pour les organismes de Windsor qui s'efforcent d'enrichir le capital social des personnes immigrantes a trait au manque de financement de base des programmes et des services d'aide à l'établissement. Ce manque à gagner se répercute sur leur fonctionnement au quotidien. Même les organismes communautaires qui obtiennent du financement pour leurs programmes et leurs services manquent d'argent pour le maintien de l'infrastructure, les subventions étant axées principalement sur les programmes ou les projets. L'argent reçu ne couvre pas les frais de l'administration centrale et, dans la plupart des organismes, le personnel d'administration subit une telle pression que l'épuisement le guette constamment. Qui plus est, les organismes sont incapables de répondre de façon proactive aux besoins de la population immigrante dans la communauté.

Les changements trop fréquents dans les règles des organismes de financement et le dédale vertigineux de l'accès à l'information sur les demandes de financement rendent aussi la vie difficile aux organismes. Les exigences de plus en plus lourdes en matière de reddition des comptes imposent des contraintes croissantes aux organismes communautaires subventionnés. La bureaucratie galopante devient l'adversaire quotidien de bien des administrations. À l'instar d'autres agglomérations de moyenne importance, Windsor subit les contrecoups des politiques centrées sur Toronto qui président aux décisions des organismes de financement provinciaux et fédéraux. Selon les organismes consultés, la faveur étant accordée aux grandes villes en matière de financement, les décideurs font peu de cas des besoins des régions. Des politiques aussi centrées sur Toronto pourraient difficilement convenir à la réalité d'une ville comme Windsor.

6. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE TRANSVERSALE

Dans le prochain chapitre, nous présentons les résultats de l'enquête transversale menée auprès de 300 immigrantes et immigrants représentant 4 communautés ethniques.

Portrait de l'échantillon

Les tableaux 6 et 7 donnent un portrait des participantes et des participants à l'enquête. L'échantillon compte une majorité de femmes (56,9 %), de personnes âgées de 26 à 35 ans (37 % d'hommes et 43,5 % de femmes), mariées ou vivant en union de fait (69 % des hommes et 70,5 % des femmes).

Tableau 6 : Portrait de l'échantillon de l'enquête

	Hommes %	Femmes %
Âge	(n = 127)	(n = 168)
de 17 à 25 ans	13,4	14,9
de 26 à 45 ans	71,6	71,5
45 et plus	14,9	13,7
Situation de famille	(n = 126)	(n = 166)
Mariées ou mariés; conjointes ou conjoints de fait	69,0	70,5
Veuves ou veufs; divorcées ou divorcés	2,4	13,3
Célibataires	28,6	16,3
Catégorie de l'immigration	(n = 124)	(n = 161)
Regroupement familial	12,1	41,0
Travailleuses ou travailleurs qualifiés; immigration économique	54,8	27,3
Personnes réfugiées	33,1	31,7
Scolarité	(n = 124)	(n = 166)
Diplôme d'études secondaires ou moins	27,4	29,6
Études universitaires ou diplôme d'études collégiales	11,3	18,6
Diplôme universitaire (premier cycle ou cycles supérieurs, professionnel)	61,3	51,8
Revenu	(n = 99)	(n = 101)
Aucun revenu	14,1	26,7
de 0 à 12 000 \$	38,4	53,5
de 12 001 à 20 000 \$	17,2	12,9
Plus de 20 000 \$	30,3	6,9
Importance de la religion	(n = 119)	(n = 155)
Aucune, pas très importante	16,0	7,7
Neutre	12,6	7,7
Importante, très importante	71,4	84,5

Tant les hommes que les femmes tendent à accorder de l'importance, voire beaucoup d'importance, à la religion (71,4 % et 84,5 % respectivement), et la majorité se réclame de l'islam (36,6 % et 36,1 % respectivement). Près de la moitié des femmes (41 %) ont immigré au Canada au titre de la catégorie du regroupement familial, alors qu'un peu plus de la moitié des hommes (54,8 %) sont venus ici dans la catégorie des travailleurs qualifiés

ou de l'immigration économique. Même si on constate un écart certain au chapitre de la scolarité, les répondantes et les répondants sont en règle générale assez scolarisés puisque la majorité est titulaire d'un diplôme universitaire. On remarque néanmoins une forte inégalité entre les sexes : les hommes sont plus nombreux à détenir un diplôme de cycle supérieur professionnel (34,7 %), tandis que les femmes ont surtout des diplômes de premier cycle (34,3 %). Fait non surprenant, l'écart est aussi net en ce qui concerne le revenu personnel total : près de la moitié des hommes se trouvent dans les quintiles supérieur et médian pour le revenu (29,7 %). La majorité des répondantes et des répondants sont nouvellement arrivés au Canada, l'échantillonnage ayant privilégié des personnes immigrées au Canada depuis moins de cinq ans. Malgré leur présence assez récente en sol canadien, les répondantes ont déclaré pour la plupart vouloir rester ici pour toujours (47 %), alors que la majorité des hommes étaient indécis sur ce point (53,5 %). Pourtant, tant les hommes (53,3 %) que les femmes (43,9 %) sont plutôt d'accord pour dire que le Canada est devenu leur pays. La plupart des répondants ont une excellente ou une très bonne connaissance de l'anglais (63,9 %), mais les femmes en possèdent en général (63,6 %) une connaissance allant de moyenne à faible. La plupart du temps, la répartition hommes-femmes est semblable dans les 4 principaux groupes ethniques; une proportion légèrement supérieure d'hommes (27,4 %) et de femmes (28,1 %) ont déclaré être d'origine arabe ou ouest-asiatique.

Tableau 7 : Autres caractéristiques de l'échantillon de l'enquête

	Hommes %	Femmes %
Origine raciale ou ethnique	(n = 124)	(n = 167)
Chinoise, philippine, sud-asiatique, est-asiatique	25,0	24,6
Noire, africaine, antillaise	21,8	19,2
Sud-asiatique	25,8	22,2
Arabe, ouest-asiatique	27,4	28,1
Autres	0,0	6,0
Depuis combien de temps vivez-vous au Canada?	(n = 126)	(n = 168)
Moins de 1 an	17,5	20,2
de 1 à 2 ans	25,4	29,2
de 3 à 4 ans	38,9	33,3
4 ans ou plus	18,3	17,3
Resterez-vous au Canada ou entendez-vous retourner dans votre pays d'origine?	(n = 127)	(n = 168)
Je suis ici pour rester	35,4	47,0
Je vais quitter le Canada pour retourner dans mon pays	9,4	9,5
Je suis indécise ou indécis	53,5	41,1
Autre	1,6	2,4
Vous sentez-vous chez vous au Canada?	(n = 122)	(n = 164)
Pas du tout	6,6	7,3
Un peu	9,0	12,8
Plutôt	53,3	43,9
Tout à fait	31,1	36,0
Compétence en anglais	(n = 122)	(n = 162)
Excellente; très bonne	63,9	36,4
Moyenne; faible	36,1	63,6

Caractéristiques du capital social

Les formes de capital social

Pour la plupart, les répondantes et les répondants (voir le tableau 8) appartiennent à un groupe associé au capital social de fusion (85 % des hommes et 89,3 % des femmes). De même, une proportion substantielle d'hommes (89,8 %) et de femmes (95,8 %) déclare appartenir à un groupe associé au capital social de rapprochement.

Tableau 8 : Formes de capital social

	Hommes %	Femmes %
Capital social de fusion	(n = 127)	(n = 168)
Aucun capital social de fusion	15,0	10,7
Présence de capital social de fusion	85,0	89,3
Capital social de rapprochement	(n = 127)	(n = 168)
Aucun capital social de rapprochement	10,2	4,2
Présence de capital social de rapprochement	89,8	95,8

Tableau 9 : Sources de capital social

	Hommes %	Femmes %
Groupe religieux (tous les groupes)	(n = 127)	(n = 168)
Non	46,5	37,5
Oui	53,5	62,5
Organisme communautaire (tous les groupes)	(n = 127)	(n = 168)
Non	63,8	61,3
Oui	36,2	38,7
Groupe culturel ou ethnique (tous les groupes)	(n = 127)	(n = 168)
Non	70,1	73,2
Oui	29,9	26,8

Les sources de capital social

La majorité des hommes (53,5 %) et des femmes (62,5 %) déclarent faire partie d'un groupe religieux (tableau 9), mais peu d'hommes (36,2 %) et de femmes (38,7 %) disent appartenir à un organisme communautaire. Les hommes (29,9 %) et les femmes (26,8 %) sont encore moins nombreux à faire partie d'un groupe culturel ou ethnique.

L'accès au capital social

Les répondantes et les répondants participent à leur principal organisme d'appartenance au moins 1 fois par semaine pour la plupart, soit 51,3 % des hommes et 67,7 % des femmes (tableau 10). De même, la majorité des hommes (68,7 %) et des femmes (57,1 %) ont fait du bénévolat dans leur principal organisme dans les 12 mois ayant précédé l'enquête.

Tableau 10 : Accès au capital social

	Hommes %	Femmes %
Fréquence de la participation	(n = 117)	(n = 161)
Jamais	4,3	1,2
Une ou deux fois par année	7,7	3,7
Au moins trois fois par année	10,3	13,0
Au moins une fois par mois	26,5	14,3
Au moins une fois par semaine	51,3	67,7
Bénévolat dans le groupe principal	(n = 115)	(n = 161)
Non	31,3	42,9
Oui	68,7	57,1

Tableau 11 : Liens bidimensionnels entre capital social de fusion et facteurs prédictifs

	Aucun capital social de fusion %	Présence de capital social de fusion %
Affiliation à un groupe religieux ^a		
Non (n = 124)	27,4****	72,6****
Oui (n = 175)	1,7****	98,3****
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^b		
Non (n = 215)	17,2****	82,8****
Oui (n = 84)	0****	100****
Compétence en anglais ^c		
Excellente ou très bonne (n = 137)	10,2*	89,8*
Moyenne ou faible (n = 151)	4,0*	96*
Sexe ^d		
Homme (n = 127)	10,2*	89,8*
Femme (n = 168)	4,2*	95,8*

Notes :

^a ($\chi^2=44,225$; fd=1)^b ($\chi^2=16,497$; fd=1)^c ($\chi^2=4,336$; fd=1)^d ($\chi^2=4,216$, fd=1)

****p≤0,001

***p≤0,005

**p≤0,01

*p≤0,05

Résultats de l'analyse bidimensionnelle

Les tableaux 12 et 13 illustrent les liens bidimensionnels entre les formes de capital social et chacun des facteurs prédictifs.

Les formes de capital social

La source constitue un important facteur prédictif de la forme de capital social appartenant aux répondantes et aux répondants. Les groupes religieux et culturels ou ethniques donnent

accès à du capital social de fusion dans une proportion beaucoup plus large que les autres types de groupe ($p \leq 0,001$). Dans le cas du capital social de rapprochement, il découle dans une proportion significativement plus élevée de groupes religieux, d'organismes communautaires et de groupes culturels ou ethniques ($p \leq 0,001$).

Le sexe apparaît comme un facteur prédictif déterminant à la fois du capital social de fusion et de rapprochement : les femmes sont beaucoup plus nombreuses à posséder du capital social de fusion et de rapprochement que les hommes ($p \leq 0,05$). La compétence en anglais figure aussi parmi les facteurs prédictifs déterminants du capital social de fusion et de rapprochement, mais dans une tangente contraire à ce qu'on aurait pu s'attendre : beaucoup plus de personnes ayant une compétence allant de moyenne à faible en anglais ont du capital social de fusion et de rapprochement que de personnes dont la compétence est soit excellente, soit très bonne ($p \leq 0,05$).

Tableau 12 : Liens bidimensionnels entre capital social de rapprochement et facteurs prédictifs

	Aucun capital social de fusion %	Présence de capital social de fusion %
Affiliation à un groupe religieux ^a		
Non (n = 124)	16,1****	83,9****
Oui (n = 175)	0,0****	100,0****
Affiliation à un organisme communautaire ^b		
Non (n = 187)	10,7****	89,9****
Oui (n = 112)	0,0****	100,0****
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^c		
Non (n = 215)	9,3***	90,7***
Oui (n = 84)	0,0***	100,0***
Compétence en anglais ^d		
Excellente ou très bonne (n = 137)	10,2*	89,8*
Moyenne ou faible (n = 151)	4,0***	96,0*
Sexe ^e		
Homme (n = 127)	10,2*	89,8*
Femme (n = 168)	4,2*	95,8*

Notes :

^a ($\chi^2=30,249$, fd=1)

^b ($\chi^2=12,837$, fd=1)

^c ($\chi^2=8,374$, fd=1)

^d ($\chi^2=4,336$, fd=1)

^e ($\chi^2=4,216$, fd=1)

**** $p \leq 0,001$

*** $p \leq 0,005$

** $p \leq 0,01$

* $p \leq 0,05$

L'analyse des modèles de régression multidimensionnels

Des modèles multidimensionnels ont été appliqués pour prédire les sources de capital social, ses bénéficiaires ainsi que ses résultats (voir les résultats des modèles aux tableaux 13 à 28).

Les résultats globaux sont commentés ci-dessous, et le sommaire des résultats pour chacune des questions de la recherche suit.

Sources de capital social – l’affiliation à un groupe religieux (tableaux 13 et 14)

Le sexe ne constitue pas un facteur prédictif déterminant de l’affiliation à un groupe religieux. Bien qu’égalé toutefois, l’affiliation à ces groupes dépend de facteurs différents pour les hommes et pour les femmes. Par exemple, pour les femmes, le fait de venir de l’Asie du Sud représente un facteur prédictif déterminant de l’affiliation à un groupe religieux, plus que pour les femmes originaires de Chine, des Philippines, de l’Asie du Sud-Est ou de l’Asie de l’Est. Cette variable est tout autant significative pour le capital humain et le capital culturel. Comme il fallait s’y attendre, l’importance accordée à la religion constitue un autre facteur prédictif déterminant de la probabilité que les femmes soient membres de groupes religieux dans les modèles 1 et 3 : plus la religion occupe une place prépondérante pour les femmes, plus elles sont susceptibles d’appartenir à un groupe religieux. L’importance de la religion cède toutefois du terrain lorsque le modèle fait intervenir les variables du capital humain, ce qui laisse supposer que c’est l’association entre l’importance accordée à la religion et le capital humain des femmes qui est génératrice de l’effet déterminant du premier terme dans les premier et troisième modèles.

Lorsque la dimension du capital humain est ajoutée (modèle 2) dans le modèle démographique de base, l’âge ($p \leq 0,001$), le fait d’être mariées ou conjointes de fait ($p \leq 0,05$) et d’être divorcées ou veuves ($p \leq 0,05$) deviennent des facteurs prédictifs déterminants de l’affiliation des femmes à un groupe religieux. Il faut en déduire la présence d’une variable suppressive des variables de l’âge et de la situation de famille des femmes avant l’introduction des facteurs prédictifs du capital humain dans le modèle. À mesure qu’elles avancent en âge, la probabilité d’affiliation des femmes à un groupe religieux diminue, les répondantes plus jeunes étant plus susceptibles de faire partie de ces groupes que leurs aînées. Tant les répondantes mariées ou conjointes de fait que celles qui sont veuves ou divorcées ont été plus nombreuses à déclarer appartenir à un groupe religieux que les célibataires. La scolarité fait aussi partie des facteurs prédictifs déterminants de l’affiliation des femmes à un groupe religieux ($p \leq 0,05$). À mesure qu’elles grimpent les échelons de la scolarisation, les répondantes ont 4,225 fois plus de chances par échelon de faire partie d’un groupe religieux.

L’ajout de variables du capital culturel aux variables démographiques dans le modèle 3 s’accompagne d’un effet supprimeur de l’indicateur autres religions orientales. Cet indicateur, négligeable dans le modèle 1, gagne en importance dans le modèle 3 ($p \leq 0,05$), ce qui indique la suppression de l’incidence de cette variable pour les femmes quand la dimension du capital culturel est absente du modèle. Les répondantes qui se réclament d’une religion orientale, ce qui englobe le bouddhisme, l’hindouisme et le sikhisme, sont moins susceptibles que celles qui sont agnostiques de faire partie d’une association religieuse. Au nombre des variables associées au capital culturel, seule l’intention de rester au Canada toute leur vie représente un facteur prédictif déterminant de la participation des femmes à un groupe religieux ($p \leq 0,05$). Il est intéressant de constater que les femmes qui envisagent de rester au Canada étaient légèrement moins susceptibles que celles qui avaient l’intention de retourner dans leur pays d’origine de faire partie d’un groupe religieux.

Les facteurs prédictifs de la participation à un groupe religieux sont complètement différents entre les hommes et les femmes. Dans le modèle faisant intervenir des variables démographiques de base, le catholicisme constitue un facteur prédictif déterminant de la participation des hommes à un groupe religieux ($p \leq 0,05$), les hommes catholiques étant plus susceptibles de faire partie d'un tel groupe que les hommes agnostiques. Ce facteur perd néanmoins du poids dès lors que les dimensions du capital humain ou du capital culturel sont introduites dans le modèle. Apparemment, la variation associée à cette religion quand le capital humain et le capital culturel sont pris en compte est antérieure à l'incidence significative du catholicisme dans le modèle 1. En revanche, nous avons trouvé un effet supprimeur lorsque le capital humain est associé au protestantisme. Ainsi, si le fait d'être protestants n'influe pas de façon significative sur l'affiliation des hommes à un groupe religieux dans le modèle de base, ce facteur gagne en pertinence avec l'introduction de variables du capital humain ($p \leq 0,05$). On peut en déduire que le protestantisme perd toute signification dans un modèle exempt de la dimension du capital humain. Les hommes protestants s'avèrent plus susceptibles que les agnostiques d'appartenir à un groupe religieux. Le fait d'être noir, d'origine africaine ou antillaise constitue un facteur prédictif déterminant de l'affiliation des hommes à des groupes culturels dans tous les modèles qui tiennent compte à la fois du capital humain et du capital culturel. Cependant, les hommes noirs, africains ou antillais étaient moins susceptibles que les Chinois, les Philippins, les Asiatiques du Sud-Est et de l'Est de faire partie de tels groupes.

Tableau 13 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de la participation des hommes à un groupe religieux

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,014	1,014	0,033	1,033	-0,070	0,933
Situation de famille ^a						
Mariés, conjoints de fait	-0,081	0,922	0,675	1,965	0,888	2,430
Veufs, divorcés	0,808	2,243	2,011	7,470	0,748	2,113
Religion ^b						
Catholicisme	3,731*	41,740	4,038	56,702	2,738	15,451
Protestantisme	2,610	13,605	4,429*	83,833	2,376	10,764
Islam	-0,326	0,722	0,122	1,130	-0,480	0,619
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,382	1,465	0,722	2,058	-0,230	0,794

Tableau 13 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Origine raciale ou ethnique ^c						
Noire, africaine, antillaise	-2,692*	0,068	-3,007*	0,049	-2,896*	0,055
Sud-asiatique	0,604	1,830	0,812	2,253	0,922	2,514
Arabe, ouest-asiatique	-0,308	0,735	-0,642	0,526	-0,917	0,400
Importance de la religion ^d	0,515	1,673	0,362	1,436	0,872*	2,392
Catégorie d'immigration ^e						
Regroupement familial			-1,449	0,235		
Travailleurs qualifiés			-0,169	0,844		
Scolarité ^f			-0,182	0,834		
Revenu personnel			-0,011	0,989		
Nombre d'années au Canada ^g					0,932**	2,539
Appartenance au Canada ^h					0,048	1,049
Intention de rester au Canada ⁱ						
Toute la vie					-0,413	0,661
Indécis					-0,380	0,684
Compétence en anglais ^j					-	0,293
					1,228**	
R ² de Nagelkerke	0,359		0,430		0,507	
-2 log rapport de vraisemblance	120,297		82,699		89,512	

Notes :

^a La catégorie de référence pour cette série de variables nominales est célibataire.^b La catégorie de référence pour cette série de variables nominales est agnostique.^c La catégorie de référence pour cette série de variables nominales est l'origine chinoise, philippine, sud-est-asiatique, est-asiatique.^d La catégorie de référence pour cette série de variables nominales est personne réfugiée.^e Les valeurs d'échelle vont de « aucune importance » à « très importante ».^f Les valeurs d'échelle vont de « moins que le diplôme d'études secondaires » à « diplôme de 2^e cycle et supérieur ».^g Les valeurs d'échelle vont de « moins de 1 an » à « 4 ans et plus ».^h Les valeurs d'échelle vont de « pas du tout » à « tout à fait ».ⁱ La catégorie de référence pour cette série de variables nominales est l'intention de quitter le Canada pour le pays d'origine.^j Les valeurs d'échelle vont de « faible » à « excellente ».^k 0 = non; 1 = oui.^l 0 = non; 1 = oui.^m 0 = non; 1 = oui.ⁿ Les valeurs d'échelle vont de « jamais » à « au moins 1 fois par semaine ».^o 0 = non; 1 = oui,

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 14 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de la participation des femmes à un groupe religieux

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	-0,060	0,942	-0,628**	0,534	-0,060	0,941
Situation de famille ^a						
Mariées, conjointes de fait	1,681	5,368	1,087*	2,965	0,166	1,181
Veuves, divorcées	0,750	2,116	1,173*	3,235	-0,191	0,826
Religion ^b						
Catholicisme	0,390	1,477	-2,626	0,072	-0,829	0,437
Protestantisme	0,418	1,519	-2,708	0,067	-0,369	0,691
Islam	-3,683	0,025	-11,540	0,000	-7,119*	0,001
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	-2,146	0,117	-1,229	0,293	-6,130*	0,002
Origine raciale ou ethnique ^c						
Noire, africaine, antillaise	0,316	1,372	0,616	1,852	1,177	3,244
Sud-asiatique	3,051*	21,144	1,287*	3,590	7,797**	2,432,291
Arabe, ouest-asiatique	0,437	1,548	-0,652	0,521	1,969	7,164
Importance de la religion ^d	1,855***	6,393	4,808	122,545	2,674***	14,494
Catégorie d'immigration ^e						
Regroupement familial			-1,345	0,261		
Travailleuses qualifiées			-4,760	0,009		
Scolarité ^f			1,441*	4,225		
Revenu personnel			-8,500	,000		
N ^{bre} d'années au Canada ^g					0,577	1,780
Appartenance au Canada ^h					-0,725	0,484
Intention de rester au Canada ⁱ						
Toute la vie					-3,339*	0,035
Indécises					1,105	3,018
Compétence en anglais ^j					-0,802	0,449
R ² de Nagelkerke	0,614		0,871		0,712	
-2 log rapport de vraisemblance	85,490		25,295		59,950	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Si aucun facteur prédictif associé au capital humain n'est déterminant de l'affiliation des hommes à un groupe religieux, nous avons trouvé deux facteurs prédictifs liés au capital culturel. La période écoulée depuis l'arrivée au Canada ($p \leq 0,01$) et la compétence en anglais ($p \leq 0,01$) ressortent en effet comme des facteurs prédictifs déterminants de l'affiliation des hommes à ces groupes. Plus un homme est au Canada depuis longtemps, plus il est susceptible d'être membre d'un groupe religieux : ceux qui résidaient au pays depuis plus longtemps étaient plus nombreux à appartenir à un groupe religieux que les nouveaux arrivés. Par contre, mieux ils connaissent l'anglais, moins ils sont susceptibles de faire partie de ces groupes. Les hommes qui parlent mieux l'anglais sont moins souvent membres de groupes religieux que ceux qui le parlent moins couramment.

Sources de capital social – l'affiliation à un organisme communautaire (tableaux 15 et 16)

Dans le modèle de base (modèle 1), aucune variable démographique n'apparaît prédictive de la participation des femmes à un organisme communautaire. Dans ce cas, c'est la situation de famille et le fait d'être d'origine arabe ou ouest-asiatique qui sont significatifs. Cependant, dans le modèle 2, l'incorporation de variables du capital humain laisse supposer que leur effet sur l'adhésion des femmes à un organisme communautaire est supprimé s'il est fait abstraction du capital humain. Les femmes mariées et conjointes de fait ($p \leq 0,05$) de même que les femmes veuves et divorcées ($p \leq 0,05$) sont moins susceptibles que les célibataires de faire partie d'un organisme communautaire. De même, les femmes arabes et ouest-asiatiques apparaissent moins susceptibles que les femmes chinoises et philippines, sud-asiatiques et est-asiatiques d'adhérer à de tels organismes ($p \leq 0,05$). Le fait d'être d'origine arabe et ouest-asiatique reste significatif lorsque des variables du capital culturel sont ajoutées au modèle ($p \leq 0,05$), laissant supposer un effet supprimeur analogue à celui qui ressortit au capital humain.

Parmi les facteurs liés au capital humain, la catégorie d'immigration du regroupement familial ($p \leq 0,05$) et la scolarité ($p \leq 0,05$) ressortent comme étant prédictifs de l'affiliation à un organisme communautaire chez les répondantes. Les femmes immigrées au Canada au titre de la catégorie du regroupement familial semblent un peu moins susceptibles d'adhérer à un organisme communautaire que les réfugiées. Parallèlement, plus elles sont scolarisées, moins il est probable qu'elles joignent un organisme communautaire; les femmes les plus scolarisées sont moins susceptibles que leurs consœurs moins scolarisées d'être membres de ces groupes.

Un seul indicateur du capital culturel ressort comme facteur prédictif déterminant de l'affiliation des femmes à des organismes communautaires : les femmes indécises quant à leur avenir au Canada étaient nettement moins susceptibles de se déclarer membres d'un organisme communautaire que celles qui avaient clairement l'intention de quitter le pays pour retourner chez elles ($p \leq 0,05$).

Tableau 15 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'affiliation des hommes à un organisme communautaire

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,030	1,030	0,014	1,014	0,075	1,078
Situation de famille ^a						
Mariés, conjoints de fait	-1,460	0,232	-2,385*	0,092	-1,832*	0,160
Veufs, divorcés	-1,761	0,172	-2,517	0,081	-2,473	0,084
Religion ^b						
Catholicisme	-0,724	0,485	-1,830	0,160	-0,729	0,482
Protestantisme	-0,265	0,767	-1,387	0,250	-0,860	0,423
Islam	-0,652	0,521	-1,433	0,239	-1,609	0,200
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,517	1,677	0,352	1,423	0,122	1,130
Origine raciale ou ethnique ^c						
Noire, africaine, antillaise	-0,755	0,470	-2,314	0,099	-0,741	0,477
Sud-asiatique	-3,029*	0,048	-2,706	0,067	-3,180*	0,042
Arabe, ouest-asiatique	-0,765	0,465	-3,405	0,033	-1,063	0,345
Importance de la religion ^d	-0,150	0,860	-0,083	0,920	0,029	1,029
Catégorie d'immigration ^e						
Regroupement familial			-3,211*	0,040		
Travailleurs qualifiés			-3,800*	0,022		
Scolarité ^f			0,189	1,208		
Revenu personnel			0,010	1,010		
Nombre d'années au Canada ^g					-0,481	0,618
Appartenance au Canada ^h					-0,302	0,740
Intention de rester au Canada ⁱ						
Toute la vie					-0,032	0,969
Indécis					-0,098	0,907
Compétence en anglais ^j					0,207	1,230
R ² de Nagelkerke	0,283		0,449		0,322	
-2 log rapport de vraisemblance	121,514		76,512		102,960	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 16 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'affiliation des femmes à un organisme communautaire

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,021	1,021	0,068	1,071	0,016	1,016
Situation de famille ^a						
Mariées, conjointes de fait	-1,088	0,337	-3,877*	0,021	-1,015	0,363
Veuves, divorcées	-0,591	0,554	-3,745*	0,024	-0,908	0,403
Religion ^b						
Catholicisme	0,169	1,184	1,038	2,823	-0,129	0,879
Protestantisme	0,208	1,231	2,184	8,881	-0,287	0,750
Islam	1,577	4,839	2,516	12,375	1,731	5,649
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	-1,013	0,363	-2,067	0,127	-1,471	0,230
Origine raciale ou ethnique ^c						
Noire, africaine, antillaise	-1,078	0,340	-2,380	0,093	-1,413	0,243
Sud-asiatique	-0,935	0,393	0,335	1,398	-1,475	0,229
Arabe, ouest-asiatique	-0,958	0,384	-3,616*	0,027	-2,091*	0,124
Importance de la religion ^d	-0,199	0,820	-0,705	0,494	-0,115	0,891
Catégorie d'immigration ^e						
Regroupement familial			-2,615*	0,073		
Travailleuses qualifiées			-1,991	0,137		
Scolarité ^f			-0,565*	0,568		
Revenu personnel			-0,018	0,982		
Nombre d'années au Canada ^g					0,030	1,031
Appartenance au Canada ^h					-0,155	0,857
Intention de rester au Canada ⁱ						
Toute la vie					0,482	1,620
Indécises					-1,170*	0,310
Compétence en anglais ^j					-0,259	0,771
R ² de Nagelkerke	0,198		0,499		0,237	
-2 log rapport de vraisemblance	148,320		72,447		129,797	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Chez les hommes, l'origine sud-asiatique représente un facteur prédictif déterminant de l'affiliation à un organisme communautaire dans les modèles 1 et 3 ($p \leq 0,05$). Les Sud-Asiatiques étaient beaucoup moins susceptibles que les Chinois, les Philippins, les Asiatiques du Sud-Est et les Est-Asiatiques de faire partie d'un organisme communautaire. L'origine raciale ou ethnique perd cependant son importance dès lors que les variables du capital humain interviennent dans un modèle. Il faut en déduire que la variation est tributaire des variables du capital humain antérieures à la signification de cette variable dans les modèles 1 et 3. Au contraire, nous avons remarqué un effet supprimeur pour les hommes mariés ou conjoints de fait lorsque des variables du capital humain s'ajoutent au modèle démographique de base. Le fait d'être mariés ou conjoints de fait agit peu sur l'affiliation des hommes à un organisme communautaire si les variables du capital humain ne sont pas considérées. À l'instar des femmes, les hommes mariés ou conjoints de fait apparaissent nettement moins enclins que les célibataires à faire partie d'organismes communautaires ($p \leq 0,05$). Le fait d'être mariés ou conjoints de fait reste significatif si la dimension du capital culturel est introduite dans le modèle, ce qui suppose le même effet supprimeur.

Parmi les variables du capital humain, seule l'immigration dans la catégorie du regroupement familial constitue un facteur prédictif déterminant de l'affiliation des hommes aux organismes communautaires ($p \leq 0,05$). Au même titre que les répondantes, les répondants arrivés au Canada dans cette catégorie d'immigration déclarent moins souvent appartenir à un organisme communautaire que les réfugiés.

Avantages du capital social – les services d'éducation et de formation (tableaux 17 et 18)

Les services d'éducation et de formation constituent le seul avantage du capital social auquel les hommes et les femmes n'ont pas également accès. Les femmes ont 0,386 fois moins de probabilités d'avoir accès à des services d'éducation et de formation par l'entremise d'un groupe que les hommes ($p \leq 0,05$). Les facteurs prédictifs de la probabilité que les hommes et les femmes aient accès à cet avantage varient énormément toutefois. Dans le cas des femmes, aucune variable démographique du premier modèle n'est significativement prédictive de l'accès à des services d'éducation ou de formation par l'entremise d'un groupe. Néanmoins, certaines variables démographiques ont un effet supprimeur une fois les dimensions du capital humain, culturel et social ajoutées aux modèles. Ainsi, la situation de famille a un effet supprimeur si des variables du capital humain, culturel et social sont incorporées aux modèles 2 à 4, c'est-à-dire que l'incidence de la situation de famille sur l'accès déclaré des femmes à des services d'éducation et de formation par l'entremise d'un groupe est supprimée si le modèle ne prend pas en compte ces variables. Les femmes mariées et conjoints de fait avaient beaucoup moins de probabilités de déclarer avoir accès à des services d'éducation et de formation du fait de leur affiliation à un groupe que les femmes célibataires quand des variables du capital humain et culturel interviennent dans le modèle ($p \leq 0,05$). Les veuves et les femmes divorcées étaient aussi nettement moins nombreuses à avoir eu accès à des services d'éducation et de formation grâce à leur groupe que les célibataires lorsque le capital humain et le capital social entrent en ligne de compte dans le modèle « $p \leq 0,05$). De plus, si le capital social est ajouté au modèle de base, le fait d'être protestantes ($p \leq 0,05$) ou de pratiquer une autre religion orientale ($p \leq 0,05$) constituait un facteur prédictif déterminant de l'accès à des services d'éducation ou de formation liés à l'affiliation à un groupe. Les femmes protestantes et celles pratiquant une

autre religion orientale étaient moins susceptibles d'avoir eu accès à des services d'éducation et de formation grâce à leur affiliation à un groupe que les agnostiques.

La compétence en anglais s'est avérée un facteur prédictif déterminant de l'accès à des services d'éducation ou de formation liés à l'affiliation à un groupe pour les femmes. Mieux elles connaissent la langue, moins il est probable qu'elles aient eu accès à de tels services grâce à leur affiliation à un groupe ($p \leq 0,05$). Les femmes les plus à l'aise en anglais étaient moins susceptibles de s'être prévaluées d'un tel avantage que celles qui ne parlent pas couramment la langue. Enfin, le bénévolat dans leur principal organisme d'appartenance constitue un autre facteur prédictif déterminant de l'accès à des services d'éducation ou de formation liés à l'affiliation à un groupe. Les femmes ayant fait du bénévolat dans leur principal organisme étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir tiré profit de cet avantage que leurs consœurs n'en ayant pas fait ($p \leq 0,05$).

Contrairement aux femmes, le fait d'être mariés ou conjoints de fait s'est révélé un facteur prédictif déterminant constant de l'accès à des services d'éducation ou de formation liés à l'affiliation au groupe chez les hommes, même si les dimensions du capital humain, culturel et social étaient prises en considération. Les hommes mariés et conjoints de fait étaient en effet beaucoup moins susceptibles de déclarer avoir eu accès à des services d'éducation ou de formation liés à leur groupe d'appartenance que les célibataires. En outre, ceux qui se réclament de l'islam étaient nettement moins enclins que les hommes agnostiques à avoir eu accès à des services d'éducation ou de formation liés à l'affiliation à un groupe, même si des variables du capital culturel et social étaient prises en compte. Cette incidence ne tient plus cependant si le capital humain intervient, ce qui laisse supposer que c'est l'association entre la variation découlant de l'islam et le capital humain qui est à l'origine de la forte incidence de la variable associée à ce groupe religieux dans les modèles. La même constatation s'impose pour les hommes pratiquant une autre religion orientale : bien qu'ils soient beaucoup moins susceptibles que ceux qui se disent agnostiques d'avoir eu accès à des services d'éducation ou de formation associés à l'affiliation à un groupe dans les modèles 1, 3 et 4, cet effet disparaît si le capital humain est pris en compte. Par conséquent, l'incidence des religions orientales est imputable aux variables du capital humain.

En revanche, si le fait d'être noir, d'origine africaine ou antillaise ne constitue pas un facteur prédictif déterminant dans le modèle de base, il devient significatif au contact des variables du capital humain, ce qui indique un effet supprimeur. De fait, le fait d'être noirs, d'origine africaine ou antillaise devient significatif seulement si le modèle mesure les variables du capital humain. Lorsque ces variables interviennent, les hommes noirs, d'origine africaine ou antillaise ont nettement moins de probabilité d'avoir eu accès à des services d'éducation ou de formation du fait de leur affiliation à un groupe que les hommes d'origine est-asiatique ($p \leq 0,05$). Donc, aucune variable du capital humain ou culturel n'est significativement prédictive de l'accès des hommes à de tels services attribuable à l'affiliation à un groupe, mais il existe cependant un facteur prédictif associé au capital social. Ainsi, la fréquence de la participation des hommes à des groupes est liée de façon marquée à l'accès ou non à des services d'éducation ou de formation grâce à cette affiliation. Comme on peut s'y attendre, plus la participation des hommes est fréquente, plus ils sont susceptibles de s'être prévalués de services d'éducation ou de formation ($p \leq 0,05$). Les hommes les plus assidus auprès de ces

groupes ont profité plus souvent de ces services grâce à leur affiliation que ceux dont la participation est moins régulière.

Avantages du capital social – l'accès à l'aide sociale (tableaux 19 et 20)

Chez les femmes, chaque indicateur lié à l'origine raciale ou ethnique constitue un facteur prédictif déterminant de l'accès à l'aide sociale attribuable à l'affiliation à un groupe. Celles qui se disent noires, d'origine africaine ou antillaise avaient nettement moins de probabilités que les femmes est-asiatiques de déclarer avoir eu accès à l'aide sociale en raison de leur affiliation à un groupe ($p \leq 0,05$). Cet indicateur demeure significatif dans les modèles qui mesurent le capital culturel et le capital social, mais pas si le capital humain entre en jeu. Par conséquent, l'effet significatif du fait d'être noires, d'origine africaine ou antillaise vient de l'association de sa variation et de variables du capital humain.

Les femmes d'origine sud-asiatique, arabe ou ouest-asiatique sont moins susceptibles que les femmes d'origine est-asiatique d'avoir eu accès à l'aide sociale par vertu de leur affiliation à un groupe. La signification de chacun de ces facteurs prédictifs se maintient dans tous les modèles qui font intervenir des variables du capital humain, culturel et social. Si le fait d'être mariées ou conjointes de fait n'est pas un facteur prédictif déterminant dans le modèle de base, cette caractéristique le devient si le capital humain est pris en compte. L'incidence sur les déclarations d'accès à l'aide sociale du fait de leur affiliation à un groupe est supprimée si le modèle ne prend pas en considération le capital humain. Ces femmes sont donc moins susceptibles que leurs congénères célibataires d'avoir eu accès à l'aide sociale du fait de l'affiliation à un groupe ($p \leq 0,05$).

Bien qu'il n'existe pas de facteurs prédictifs déterminants du capital humain ou culturel pour ce qui est de l'accès des femmes à l'aide sociale du fait de leur affiliation à un groupe, on a décelé un facteur prédictif déterminant associé au capital social. Effectivement, les membres d'un organisme communautaire avaient trois fois plus de chances de déclarer avoir eu accès à l'aide sociale du fait de leur affiliation à un groupe que les femmes ayant un autre profil ($p \leq 0,05$).

Dans le cas des hommes, seule l'importance accordée à la religion parmi les variables démographiques est déterminante dans tous les modèles. Plus la religion est importante, moins les répondants ont tendance à déclarer avoir eu accès à de l'aide sociale en raison de leur affiliation à ce groupe. Ceux pour qui la religion a le plus d'importance ont été moins enclins à avoir pu accéder à de l'aide sociale par suite de leur affiliation à ce groupe que les répondants ayant déclaré que la religion ne comptait pas du tout dans leur vie. Cet effet marqué demeure si l'analyse intègre les variables du capital humain, culturel et social.

Le protestantisme agit aussi comme facteur prédictif pour les hommes dans le modèle 1. Les hommes protestants ont beaucoup plus tendance que les agnostiques à déclarer avoir eu accès à l'aide sociale par le groupe auquel ils sont affiliés. Cependant, si ce facteur prédictif reste déterminant dans le modèle intégrant le capital culturel, ce n'est plus le cas quand le capital humain et le capital social sont ajoutés. Par conséquent, l'incidence significative du protestantisme sur l'accès à l'aide sociale par l'intermédiaire d'une affiliation à un groupe peut être attribuée à des variables du capital humain et social chez les hommes. De même

que pour les femmes, on ne trouve aucun facteur prédictif déterminant de l'accès à l'aide sociale dû à l'affiliation au groupe parmi les variables du capital humain pour les hommes; on en trouve seulement dans les indicateurs du capital culturel et social. Ainsi, le temps écoulé depuis l'arrivée au Canada s'avère significatif : plus ils vivent depuis longtemps au Canada, moins il est probable que les hommes aient eu accès à l'aide sociale du fait de leur affiliation à un groupe ($p \leq 0,001$).

Les hommes ayant vécu au Canada plus longtemps sont moins susceptibles d'avoir eu accès à cet avantage par suite de leur affiliation à un groupe. Qui plus est, ceux qui n'ont pas décidé s'ils resteraient au Canada ou s'ils retourneraient dans leur pays ont moins souvent déclaré avoir eu accès à l'aide sociale du fait de leur affiliation à un groupe que ceux qui ont la ferme intention de partir ($p \leq 0,01$). Les hommes membres de groupes culturels ou ethniques ($p \leq 0,05$) et d'un organisme communautaire ($p \leq 0,01$) ont respectivement sept et huit fois plus de chances d'avoir eu accès à l'aide sociale à cause de leur affiliation à un groupe que les membres d'autres types de groupe.

Avantages du capital social – le sentiment d'appartenance à la communauté (tableaux 21 et 22)

Pour isoler un facteur prédictif déterminant du sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à l'affiliation des femmes à un groupe, il faut attendre le quatrième et dernier modèle, lequel ajoute des mesures du capital social au modèle démographique de base. On dénote un effet supprimeur associé au catholicisme ou au protestantisme. Aucun facteur prédictif n'est déterminant dans les modèles qui ne mesurent pas le capital social, ce qui permet de supposer que l'effet significatif de ces facteurs prédictifs est supprimé.

Les femmes qui se déclarent catholiques ($p \leq 0,05$) ou protestantes ($p \leq 0,05$) ont moins souvent développé un sentiment d'appartenance à la communauté en étant membres d'un groupe que celles qui se disent agnostiques. La fréquence de la participation au groupe constitue le seul autre facteur prédictif déterminant du sentiment d'appartenance à la communauté du fait d'être membre d'un groupe.

Tableau 17 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à des services d'éducation ou de formation attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,054	1,055	0,051	1,053	0,074	1,076	0,037	1,038
Situation de famille ^a								
Mariés, conjoints de fait	-1,943**	0,143	-2,224*	0,108	-2,326**	0,098	-1,768*	0,171
Veufs, divorcés	-1,884	0,152	-1,491	0,225	-1,020	0,361	-2,537	0,079
Religion ^b								
Catholicisme	-2,385	0,092	-2,831	0,059	-3,489*	0,031	-3,478*	0,031
Protestantisme	-1,579	0,206	-1,550	0,212	-1,834	0,160	-2,866*	0,057
Islam	-2,635*	0,072	-2,105	0,122	-3,713*	0,024	-3,074*	0,046
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	-2,830*	0,059	-2,123	0,120	-4,068*	0,017	-3,985*	0,019
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	-1,063	0,345	-2,960*	0,052	-1,801	0,165	-0,601	0,548
Sud-asiatique	0,975	2,651	0,073	1,076	1,683	5,382	1,317	3,733
Arabe, ouest-asiatique	-0,933	0,393	-2,833	0,059	-0,890	0,411	-1,254	0,285
Importance de la religion ^d	0,305	1,357	0,207	1,229	0,529	1,697	0,452	1,571
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			0,336	1,399				
Travailleurs qualifiés			-0,325	0,723				
Scolarité ^f			-0,282	0,755				
Revenu personnel			0,003	1,003				
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-0,360	0,697		
Appartenance au Canada ^h					0,416	1,516		

Tableau 17 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					1,763	5,829		
Indécis					-0,537	0,585		
Compétence en anglais ^j					0,230	1,259		
Affiliation à un groupe religieux ^k							-0,041	0,960
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,312	1,367
Affiliation à un organisme communautaire ^m							0,520	1,682
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,519*	1,680
Bénévolat dans le groupe principal ^o							0,721	2,057
R ² de Nagelkerke	0,214		0,317		0,318		0,311	
-2 log rapport de vraisemblance	133,301		83,310		109,347		111,141	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 18 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à des services d'éducation ou de formation attribuable à l'affiliation à un groupe pour les femmes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,013	1,013	0,014	1,014	0,016	1,017	0,010	1,010
Situation de famille ^a								
Mariées, conjointes de fait	-1,103	0,332	-3,426*	0,033	-1,613*	0,199	-0,989	0,372
Veuves, divorcées	-1,360	0,257	-4,189*	0,015	-1,447	0,235	-1,762*	0,172
Religion ^b								
Catholicisme	-1,549	0,213	-0,948	0,387	-1,270	0,281	-2,766	0,063
Protestantisme	-2,083	0,125	-1,425	0,241	-2,012	0,134	-3,669*	0,026
Islam	-1,983	0,138	-0,964	0,381	-1,671	0,188	-2,838	0,059
Religions orientales (Bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	-2,630	0,072	-2,599	0,074	-2,965	0,052	-3,513*	0,030
Autres religions	-2,413	0,090	-2,793	0,061	-2,271	0,103	-3,119	0,044
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	-0,326	0,722	-1,121	0,326	-0,582	0,559	-0,227	0,797
Sud-asiatique	-0,128	0,880	0,196	1,217	0,377	1,458	-0,114	0,892
Arabe, ouest-asiatique	-0,736	0,479	-1,215	0,297	-1,084	0,338	-0,411	0,663
Importance de la religion ^d	0,428	1,534	0,089	1,093	0,419	1,521	0,348	1,416
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			1,776	5,909				
Travailleuses qualifiées			0,370	1,448				

Tableau 18 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Nombre d'années au Canada ^g					0,023	1,023		
Appartenance au Canada ^h					-0,394	0,674		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-0,199	0,820		
Indécises					-0,209	0,812		
Compétence en anglais ^j					-0,508*	0,602		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,476	1,610
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							-1,064	0,345
Affiliation à un organisme communautaire ^m							-0,173	0,841
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,459	1,582
Bénévolat dans le groupe principal ^o							0,923*	2,517
R ² de Nagelkerke	0,109		0,340		0,150		0,234	
-2 log rapport de vraisemblance	183,076		92,813		162,038		159,933	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 19 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à l'aide sociale attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,019	1,019	0,019	1,019	0,078	1,081	0,016	1,016
Situation de famille ^a								
Mariés, conjoints de fait	1,052	2,865	-0,012	0,988	0,403	1,497	1,842	6,308
Veufs, divorcés	2,276	9,742	2,178	8,833	2,520	12,434	2,389	10,899
Religion ^b								
Catholicisme	2,499	12,168	1,816	6,147	4,587*	98,241	2,928	18,681
Protestantisme	2,470*	11,828	0,888	2,429	5,182**	178,006	2,740	15,494
Islam	2,405	11,077	1,754	5,778	1,448	4,255	3,384	29,498
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	2,459	11,690	2,138	8,485	4,765*	117,297	3,854	47,183
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	0,404	1,497	1,040	2,830	-0,244	0,783	2,332	10,302
Sud-asiatique	-1,204	0,300	-1,481	0,227	-1,911	0,148	-1,439	0,237
Arabe, ouest-asiatique	-0,138	0,871	0,371	1,450	2,370	10,696	0,998	2,714
Importance de la religion ^d	-0,938***	0,391	-0,768*	0,464	-1,549**	0,212	-1,294**	0,274
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			-0,201	0,818				
Travailleurs qualifiés			0,495	1,640				
Scolarité ^f			0,150	1,161				
Revenu personnel			0,009	1,010				
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-1,321***	0,267		

Tableau 19 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Appartenance au Canada ^h					0,736	2,088		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-0,010	0,990		
Indécis					-2,145**	0,117		
Compétence en anglais ^j					0,892	2,440		
Affiliation à un groupe religieux ^k							-0,247	0,781
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							2,019*	7,530
Affiliation à un organisme communautaire ^m							2,160**	8,671
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,525	1,690
Bénévolat dans le groupe principal ^o							-0,508	0,602
R ² de Nagelkerke	0,331		0,319		0,553		0,606	
-2 log rapport de vraisemblance	115,265		89,200		79,014		73,906	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 20 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs de l'accès à l'aide sociale attribuable à l'affiliation à un groupe pour les femmes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	-0,007	0,993	0,021	1,022	-0,003	0,997	-0,010	0,990
Situation de famille ^a								
Mariées, conjointes de fait	-0,908	0,403	-3,009*	0,049	-0,671	0,511	-0,757	0,469
Veuves, divorcées	-0,446	0,640	-2,001	0,135	-0,361	0,697	-0,534	0,587
Religion ^b								
Catholicisme	2,647	14,109	2,890	17,994	3,108	22,385	2,110	8,520
Protestantisme	0,551	1,734	0,947	2,579	0,515	1,673	-0,501	0,606
Islam	2,635	13,942	2,906	18,289	2,626	13,814	2,261	9,590
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,951	2,588	0,866	2,378	1,025	2,786	0,807	2,241
Autres religions	1,760	5,813	-18,270	,000	2,367	10,665	1,268	3,553
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	-1,861*	0,156	-2,112	0,121	-2,232*	0,107	-1,873*	0,154
Sud-asiatique	-3,041**	0,048	-2,918*	0,054	-3,055**	0,047	-3,451**	0,032
Arabe, ouest-asiatique	-3,509***	0,030	-3,720*	0,024	3,821***	0,022	-3,588***	0,028
Importance de la religion ^d	-0,050	0,951	-0,149	0,862	-0,117	0,890	-0,163	0,849
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			2,052	7,786				
Travailleuses qualifiées			1,170	3,222				
Scolarité ^f			-0,206	0,814				
Revenu personnel			0,012	1,012				
N ^{bre} d'années au Canada ^g					0,361	1,434		
Appartenance au Canada ^h					0,016	1,016		

Tableau 20 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-0,021	0,980		
Indécises					-0,232	0,793		
Compétence en anglais ^j					0,064	1,066		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,605	1,831
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,220	1,246
Affiliation à un organisme communautaire ^m							1,294*	3,648
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,518	1,679
Bénévolat dans le groupe principal ^o							0,695	2,004
R ² de Nagelkerke	0,283		0,491		0,321		0,382	
-2 log rapport de vraisemblance	157,831		78,317		138,114		137,874	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 21 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs du sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à l'affiliation à un groupe pour les hommes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	0,026	1,026	-0,009	0,991	0,031	1,031	0,026	1,026
Situation de famille ^a								
Mariés, conjoints de fait	0,190	1,209	0,638	1,893	0,663	1,940	0,407	1,502
Veufs, divorcés	0,456	1,578	0,343	1,409	0,583	1,792	0,177	1,194
Religion ^b								
Catholicisme	1,271	3,565	-0,264	0,768	1,480	4,394	0,627	1,873
Protestantisme	-0,960	0,383	-1,807	0,164	-1,028	0,358	-2,575	0,076
Islam	-0,624	0,536	-2,497	0,082	-1,234	0,291	0,034	1,035
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	-1,581	0,206	-4,001	0,018	-2,116	0,121	-1,675	0,187
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	0,310	1,363	0,833	2,301	0,433	1,541	2,210	9,119
Sud-asiatique	2,298*	9,955	4,401**	81,558	2,531*	12,564	2,616*	13,681
Arabe, ouest-asiatique	1,524	4,593	2,101	8,178	1,896	6,657	1,530	4,617
Importance de la religion ^d			-0,115	0,892	0,047	1,048	-0,174	0,841
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			-1,396	0,247				
Travailleurs qualifiés			-1,688	0,185				
Scolarité ^f			-0,150	0,861				
Revenu personnel			0,023	1,024				

Tableau 21 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Nombre d'années au Canada ^g					0,450	1,568		
Appartenance au Canada ^h					0,087	1,091		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-1,091	0,336		
Indécis					-0,688	0,503		
Compétence en anglais ^j					-0,077	0,926		
Affiliation à un groupe religieux ^k							2,008**	7,446
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,089	1,093
Affiliation à un organisme communautaire ^m							1,789*	5,984
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							-0,151	0,860
Bénévolat dans le groupe principal ^o							-0,177	0,838
R ² de Nagelkerke	0,191		0,285		0,298		0,379	
-2 log rapport de vraisemblance	140,381		94,602		115,583		103,981	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 22 : Synthèse de l'analyse de régression logistique des facteurs prédictifs du sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à l'affiliation à un groupe pour les femmes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Âge	-0,011	0,989	0,038	1,038	-0,025	0,975	-0,017	0,983
Situation de famille ^a								
Mariées, conjointes de fait	0,027	1,028	0,128	1,137	0,043	1,043	0,319	1,376
Veuves, divorcées	-0,354	0,702	-0,072	0,931	-0,392	0,676	-0,772	0,462
Religion ^b								
Catholicisme	-1,492	0,225	0,140	1,150	-1,335	0,263	-3,616*	0,027
Protestantisme	-1,845	0,158	-1,307	0,271	-1,501	0,223	-4,032*	0,018
Islam	-0,368	0,692	0,538	1,713	-0,709	0,492	-1,948	0,143
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,465	1,592	1,246	3,475	0,373	1,452	-0,885	0,413
Autres religions	-0,660	0,517	0,221	1,247	-1,010	0,364	-2,426	0,088
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	0,094	1,098	0,614	1,847	0,450	1,568	0,248	1,281
Sud-asiatique	-1,444	0,236	-1,184	0,306	-0,779	0,459	-1,822	0,162
Arabe, ouest-asiatique	-0,114	0,892	-0,596	0,551	0,450	1,568	0,187	1,206
Importance de la religion ^d	0,392	1,480	-0,011	0,989	0,324	1,383	0,600	1,821
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			-0,094	0,910				
Travailleuses qualifiées			-0,210	0,811				
Scolarité ^f			-0,054	0,948				
Revenu personnel			0,002	1,002				

Tableau 22 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)	B	Ratio d'incidence approché Exp(B)
Nombre d'années au Canada ^g					0,170	1,185		
Appartenance au Canada ^h					0,288	1,334		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-1,298	0,273		
Indécises					,000	1,000		
Compétence en anglais ^j					-0,036	0,964		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,119	1,126
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,233	1,262
Affiliation à un organisme communautaire ^m							0,222	1,248
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,867**	2,379
Bénévolat dans le groupe principal ^o							0,282	1,326
R ² de Nagelkerke	0,130		0,155		0,180		0,277	
-2 log rapport de vraisemblance	180,428		106,772		158,585		153,594	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

On constate sans surprise que plus les femmes sont assidues dans un groupe, plus elles reconnaissent avoir développé un sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à leur affiliation ($p \leq 0,01$). Les femmes qui participent aux activités du groupe au moins une fois la semaine sont plus susceptibles de déclarer avoir acquis un sentiment d'appartenance à la communauté par l'intermédiaire de ce groupe. Chez les hommes, l'origine sud-asiatique représente un facteur prédictif constant du sentiment d'appartenance à la communauté issu de l'affiliation à un groupe, même si des variables du capital humain, culturel ou social sont mesurées. Les hommes de l'Asie du Sud sont nettement plus susceptibles de déclarer avoir acquis ce sentiment d'appartenance que ceux de l'Asie de l'Est. Par surcroît, les hommes associés à un groupe religieux ($p \leq 0,01$) ou à un organisme communautaire ($p \leq 0,05$) sont plus susceptibles, de façon marquée, que ceux qui sont membres d'autres types de groupes d'avoir acquis un sentiment d'appartenance à la communauté attribuable à leur affiliation.

Résultats du capital social – le stress (tableaux 23 et 24)

Chez les femmes, deux facteurs déterminants permettent de prédire une réponse positive à l'énoncé concernant la relation entre l'affiliation à un groupe et la diminution du stress. Premièrement, plus leur sentiment d'appartenance au Canada est fort, plus elles conviennent que l'affiliation à un groupe diminue le stress ($p \leq 0,05$). Les femmes qui déclarent se sentir tout à fait chez elles au Canada croient aussi plus généralement que leur affiliation à un groupe diminue le stress que celles dont le sentiment d'appartenance est moins net.

Deuxièmement, nous avons isolé un lien positif entre l'assiduité aux activités d'un groupe et la reconnaissance de l'effet atténuateur de cette affiliation sur le stress. Ainsi, plus les femmes sont assidues au sein d'un groupe, plus elles ont tendance à déclarer que leur affiliation diminue leur stress ($p \leq 0,05$). La fréquence de la participation à un groupe est le plus significatif des deux facteurs prédictifs déterminants ($\beta = 0,250$). Par ailleurs, le seul facteur prédictif déterminant de l'effet d'atténuation du stress attribué à l'affiliation à un groupe pour les hommes est l'adhésion à un organisme communautaire. Ainsi, les hommes qui font partie d'un organisme communautaire ont plus tendance à croire que cette affiliation contribue à diminuer le stress que ceux qui sont membres d'autres types de groupes ($b = 0,436, p \leq 0,05$).

Tableau 23 : Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du stress chez les hommes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Âge	0,014	0,177	0,006	0,077	0,004	0,054	0,011	0,155
Situation de famille ^a								
Mariés, conjoints de fait	-0,138	-0,079	0,085	0,049	-0,050	-0,028	-0,323	-0,193
Veufs, divorcés	0,114	0,023	0,528	0,106	0,431	0,093	-0,129	-0,029
Religion ^b								
Catholicisme	-0,100	-0,041	-0,135	-0,055	0,190	0,078	-0,291	-0,122
Protestantisme	-0,001	,000	0,047	0,022	0,173	0,084	-0,245	-0,119
Islam	0,529	0,317	0,448	0,288	0,593	0,363	0,187	0,114
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,462	0,231	0,473	0,257	0,613	0,327	0,138	0,074
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	-0,232	-0,119	0,187	0,092	-0,206	-0,110	-0,155	-0,077
Sud-asiatique	-0,194	-0,109	-0,107	-0,064	-0,149	-0,087	0,047	0,028
Arabe, ouest-asiatique	-0,008	-0,005	0,009	0,005	-0,113	-0,061	0,187	0,108
Importance de la religion ^d	-0,001	-0,002	-0,010	-0,021	-0,011	-0,020	0,026	0,049
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			-0,371	-0,144				
Travailleurs qualifiés			-0,070	-0,046				
Scolarité ^f			-0,012	-0,028				
Revenu personnel			0,003	0,109				

Tableau 23 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-0,079	-0,103		
Appartenance au Canada ^h					0,157	0,172		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					0,292	0,180		
Indécis					-0,092	-0,059		
Compétence en anglais ^j					-0,071	-0,086		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,331	0,207
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,359	0,220
Affiliation à un organisme communautaire ^m							0,436*	0,276
Fréquence de la participation au groupe							0,137	0,189
Bénévolat dans le groupe principal ^o							-0,116	-0,067
R ²	0,167		0,119		0,277		0,258	
R ² raj.	0,077		0,072		0,144		0,115	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 24 : Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du stress chez les femmes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Âge	0,013	0,164	0,003	0,038	0,005	0,060	0,010	0,123
Situation de famille ^a								
Mariées, conjointes de fait	-0,125	-0,070	-0,054	-0,031	-0,160	-0,089	-0,102	-0,057
Veuves, divorcées	-0,072	-0,030	0,188	0,081	0,147	0,060	-0,120	-0,050
Religion ^b								
Catholicisme	0,464	0,167	-0,001	-0,001	0,584	0,216	-0,023	-0,008
Protestantisme	0,250	0,123	-0,005	-0,003	0,414	0,206	-0,251	-0,122
Islam	0,441	0,250	0,206	0,128	0,617	0,343	0,070	0,040
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,134	0,059	0,346	0,159	0,127	0,055	-0,190	-0,085
Autres religions	0,532	0,208	0,241	0,092	0,541	0,217	0,055	0,021
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	-0,122	-0,059	0,046	0,020	-0,220	-0,107	-0,115	-0,056
Sud-asiatique	-0,026	-0,014	-0,216	-0,118	0,115	0,058	-0,106	-0,055
Arabe, ouest-asiatique	-0,101	-0,056	0,230	0,138	-0,175	-0,095	-0,156	-0,085
Importance de la religion ^d	0,137	0,174	0,201	0,314	0,038	0,050	0,154	0,193
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			0,064	0,039				
Travailleuses qualifiées			0,080	0,045				
Scolarité ^f			0,061	0,149				
Revenu personnel			-0,009	-0,181				
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-0,029	-0,038		
Appartenance au Canada ^h					0,204*	0,221		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					0,297	0,179		
Indécises					0,160	0,094		
Compétence en anglais ^j					-0,108	-0,124		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,096	0,053

Tableau 24 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,092	0,050
Affiliation à un organisme communautaire ^m							0,010	0,006
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,241*	0,250
Bénévolat dans le groupe principal ^o							-0,031	-0,018
R ²	0,130		0,212		0,262		0,164	
R ² raj.	0,054		0,049		0,161		0,052	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Résultats du capital social – le sentiment de bonheur en général (tableaux 25 et 26)

Dans le modèle de base appliqué aux femmes, l'âge ressort comme un facteur prédictif déterminant du sentiment de bonheur dans la vie en général. Plus elles sont âgées, plus les femmes estiment mener une vie heureuse en général ($p \leq 0,05$). Si cet effet positif demeure dans le modèle qui mesure le capital social, il disparaît des modèles de mesure du capital humain et du capital culturel. Par conséquent, l'importance de l'âge sur le sentiment de bonheur général peut être imputable aux variables du capital humain et du capital culturel. Comme on pouvait s'y attendre, les femmes veuves ou divorcées se disent moins heureuses en général que les célibataires dans le modèle de base ($p \leq 0,01$). Cet effet déterminant est présent tant dans les modèles intégrant le capital culturel et social, mais il disparaît lorsque des variables du capital humain sont prises en compte. Par conséquent, l'effet significatif du fait d'être veuves ou divorcées sur le sentiment de bonheur en général peut être attribué à des variables du capital humain. La force du sentiment d'appartenance au Canada joue beaucoup sur le bonheur général ressenti par les femmes. Plus elles voient le Canada comme leur pays, plus elles se disent heureuses dans la vie en général. Les femmes qui déclarent se sentir tout à fait chez elles au Canada s'estiment plus heureuses en général que celles qui n'éprouvent aucun sentiment d'appartenance à ce pays ($p \leq 0,001$). Enfin, celles qui ne savent pas si elles resteront ici ou si elles repartiront chez elles se déclarent nettement moins heureuses que celles qui ont l'intention de retourner dans leur pays ($p \leq 0,05$).

Tout comme c'est le cas pour les femmes, le fait d'être veufs ou divorcés semble influencer sur le sentiment de bonheur général des hommes dans le modèle de base. Ainsi, les hommes veufs ou divorcés se disent moins heureux en général que les célibataires ($p \leq 0,05$). Cet effet déterminant perdure lorsque l'analyse intègre des variables du capital social, mais il disparaît toutefois si les variables du capital humain et culturel sont mesurées. Bref, l'effet

significatif associé au fait d'être veufs ou divorcés sur le bonheur général des hommes peut être attribué à des variables du capital humain et culturel. En revanche, nous avons constaté un effet supprimeur associé au catholicisme, aux religions orientales et à l'importance accordée à la religion lorsque le modèle prend en compte des variables du capital culturel. Ainsi, l'effet de ces variables est supprimé si le modèle fait abstraction des variables du capital culturel. Les hommes qui se disent catholiques ($p \leq 0,05$) ou d'une religion orientale comme le bouddhisme, l'hindouisme ou le sikhisme ($p \leq 0,01$) se déclarent plus heureux en général que ceux qui se disent agnostiques. Plus les hommes accordent de l'importance à la religion, moins ils se disent heureux dans la vie en général ($p \leq 0,05$). Les hommes pour qui la religion est très importante ressentent leur vie générale comme moins heureuse que ceux qui ne donnent aucune importance à la religion.

L'immigration au Canada dans la catégorie du regroupement familial se présente également comme un facteur prédictif déterminant du sentiment de bonheur dans la vie en général pour les hommes. De fait, ceux qui sont venus ici au titre de cette catégorie d'immigration s'estiment plus heureux que les réfugiés ($p \leq 0,05$). Enfin, plus les hommes considèrent le Canada comme leur pays, plus ils sont heureux dans la vie. Ceux qui ont un fort sentiment d'appartenance au Canada s'estiment plus heureux en général que les hommes qui ne considèrent pas du tout le Canada comme leur pays ($p \leq 0,01$). Cette constatation converge avec les résultats obtenus pour les femmes.

Tableau 25 : Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du bonheur général subjectif chez les hommes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Âge	0,007	0,081	-0,009	-0,098	-0,002	-0,028	0,009	0,103
Situation de famille ^a								
Mariés, conjoints de fait	-0,233	-0,125	-0,211	-0,106	-0,189	-0,097	-0,444	-0,235
Veufs, divorcés	-1,134*	-0,208	-1,353	-0,231	-0,673	-0,129	-1,332*	-0,254
Religion ^b								
Catholicisme	0,436	0,164	0,325	0,113	1,066*	0,390	0,377	0,137
Protestantisme	0,314	0,132	0,388	0,147	0,779	0,330	0,365	0,154
Islam	0,376	0,212	0,379	0,212	0,806	0,448	0,165	0,090
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,766	0,353	0,950	0,439	1,408**	0,669	0,612	0,285
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	0,088	0,041	0,255	0,104	0,143	0,067	-0,027	-0,012
Sud-asiatique	-0,169	-0,087	-0,294	-0,150	-0,206	-0,108	-0,135	-0,069
Arabe, ouest-asiatique	0,039	0,020	-0,032	-0,016	0,132	0,066	0,050	0,026
Importance de la religion ^d			-0,105	-0,176	-0,238*	-0,383	-0,082	-0,134
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			0,824*	0,272				
Travailleurs qualifiés			0,403	0,228				

Tableau 25 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-0,060	-0,071		
Appartenance au Canada ^h					0,348**	0,340		
Intention de rester au Canada ⁱ Ici pour rester					0,513	0,282		
Indécis					0,423	0,243		
Compétence en anglais ^j					0,054	0,057		
Affiliation à un groupe religieux ^k							-0,121	-0,067
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,126	0,067
Affiliation à un organisme communautaire ^m							-0,324	-0,178
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,079	0,100
Bénévolat dans le groupe principal ^o							-0,085	-0,043
R ²	0,078		0,249		0,269		0,130	
R ² raj.	0,020		0,091		0,138		0,032	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

^o 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 26 : Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs du bonheur général subjectif chez les femmes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	B
Âge	0,018*	0,207	0,007	0,078	0,013	0,143	0,019*	0,213
Situation de famille ^a Mariées, conjointes de fait	-0,329	-0,171	-0,176	-0,104	-0,146	-0,075	-0,409	-0,214
Veuves, divorcées	-0,705**	-0,275	-0,600	-0,260	-0,685**	-0,264	-0,791**	-0,309
Religion ^b Catholicisme	0,801	0,265	0,767	0,293	0,840	0,285	0,607	0,205
Protestantisme	0,621	0,282	0,608	0,304	0,622	0,284	0,355	0,159
Islam	0,585	0,206	0,545	0,347	0,797	0,414	0,519	0,272
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,519	0,206	0,783	0,362	0,878	0,344	0,261	0,106
Autres religions	0,709	0,254	0,562	0,215	0,773	0,284	0,651	0,233

Tableau 26 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	B
Sud-asiatique	0,353	0,167	0,280	0,155	-0,046	-0,021	0,357	0,172
Arabe, ouest-asiatique	-0,140	-0,072	-0,309	-0,191	-0,211	-0,107	-0,129	-0,065
Importance de la religion ^d	-0,140	-0,175	-0,081	-0,133	-0,194	-0,246	-0,098	-0,121
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			0,063	0,038				
Travailleuses qualifiées			-0,160	-0,093				
Scolarité ^f			-0,009	-0,023				
Revenu personnel			0,001	0,019				
N ^{brc} d'années au Canada ^g					-0,006	-0,007		
Appartenance au Canada ^h					0,413***	0,420		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-0,361	-0,201		
Indécises					-0,589*	-0,321		
Compétence en anglais ^j					0,140	0,150		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,005	0,003
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,198	0,098
Affiliation à un organisme communautaire ^m							-0,247	-0,134
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,054	0,053
Bénévolat dans le groupe principal ^o							0,302	0,167
R ²	0,140		0,205		0,297		0,220	
R ² raj.	,067		0,046		0,203		0,116	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

° 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Résultats du capital social – l'évaluation subjective de la santé (tableaux 27 et 28)

Les femmes sud-asiatiques se déclarent constamment en meilleure santé que les femmes d'origine chinoise, philippine, sud-est-asiatique ou est-asiatique dans tous les modèles, même ceux qui mesurent le capital humain, culturel ou social. Si, dans le modèle de base, les femmes noires et d'origine africaine ou antillaise s'estiment beaucoup plus facilement en bonne santé que les Chinoises, les Philippines, les Sud-Est-Asiatiques ou les Est-Asiatiques ($p \leq 0,05$), l'effet significatif disparaît lorsque des variables du capital humain, culturel ou social sont évaluées. En conséquence, l'effet significatif du fait d'être noires, d'origine africaine ou antillaise sur l'état de santé subjectif général peut être lié à des variables du capital humain, culturel et social. Toutefois, un effet supprimeur découle de l'identification

à une religion orientale lorsque des variables du capital social interviennent dans le modèle démographique de base. Si ce facteur prédictif ne semble pas déterminant dans le modèle 1, il le devient dès lors que l'on mesure des variables du capital social. Les femmes s'identifiant à une religion orientale comme le bouddhisme, l'hindouisme ou le sikhisme jugent leur état de santé moins bon en général que les femmes agnostiques ($p \leq 0,05$). En outre, plus elles considèrent le Canada comme étant leur pays, plus elles s'estiment en bonne santé en général ($p \leq 0,001$). Les femmes qui se déclarent tout à fait chez elles au Canada jugent leur état de santé meilleur en général que celles qui s'y sentent tout à fait étrangères.

Fait non surprenant, l'âge constitue un facteur prédictif déterminant de l'évaluation subjective de la santé chez les hommes. Plus ils vieillissent, moins ils s'estiment en bonne santé. Cependant, ce lien cesse d'être déterminant si le modèle est enrichi de variables du capital social, ce qui permet de supposer un lien de cause à effet imputable à ces variables. Ainsi, le bénévolat dans le groupe principal constitue un facteur prédictif déterminant de l'état de santé subjectif chez les hommes, qui va toutefois à l'encontre des attentes. En effet, les hommes qui font du bénévolat dans leur organisme principal se déclarent en moins bonne santé que ceux qui n'en font pas ($p < 0,05$).

Tableau 27 : Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs de l'état de santé subjectif chez les hommes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Âge	-0,023**	-0,365	-0,029**	-0,436	-0,024*	-0,370	-0,018	-0,283
Situation de famille ^a								
Mariés, conjoints de fait	0,332	0,230	0,287	0,197	0,375	0,253	0,190	0,132
Veufs, divorcés	-0,146	-0,035	-0,463	-0,108	0,048	0,012	-0,196	-0,049
Religion ^b								
Catholicisme	-0,384	-0,187	-0,556	-0,264	-0,210	-0,101	-0,240	-0,115
Protestantisme	-0,220	-0,122	-0,534	-0,287	-0,100	-0,057	0,036	0,020
Islam	-0,242	-0,177	-0,284	-0,218	-0,241	-0,176	-0,308	-0,221
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	0,038	0,023	-0,199	-0,126	0,125	0,078	0,008	0,005
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	-0,123	-0,076	-0,475	-0,272	-0,151	-0,094	-0,325	-0,184
Sud-asiatique	-0,009	-0,006	0,105	0,073	-0,015	-0,010	0,099	0,066
Arabe, ouest-asiatique	-0,017	-0,011	-0,556	-0,394	-0,044	-0,029	-0,056	-0,038
Importance de la religion ^d	0,076	0,162	0,082	0,189	0,083	0,175	0,138	0,298
Catégorie d'immigration ^e								
Regroupement familial			0,438	0,208				
Travailleurs qualifiés			-0,241	-0,188				
Scolarité ^f			-0,076	-0,209				

Tableau 27 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Revenu personnel			0,005	0,209				
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-0,062	-0,098		
Appartenance au Canada ^h					0,060	0,077		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					0,173	0,125		
Indécis					-0,091	-0,069		
Compétence en anglais ^j					0,032	0,044		
Affiliation à un groupe religieux ^k							-0,278	-0,203
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							0,091	0,064
Affiliation à un organisme communautaire ^m							0,108	0,078
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							0,046	0,077
Bénévolat dans le groupe principal ^o							-0,344*	-0,231
R ²	0,117		0,256		0,168		0,215	
R ² raj.	0,024		0,101		0,021		0,069	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

° 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

Tableau 28 : Synthèse de l'analyse régressive par les MCO des facteurs prédictifs de l'état de santé subjectif chez les femmes

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : Capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Âge	-0,002	-0,030	-0,014	-0,177	-0,005	-0,075	-0,003	-0,049
Situation de famille ^a								
Mariées, conjointes de fait	-0,129	-0,084	-0,206	-0,136	0,037	0,025	-0,189	-0,123
Veuves, divorcées	-0,184	-0,090	-0,403	-0,195	-0,004	-0,002	-0,244	-0,118

Tableau 28 (suite)

Variable	Modèle 1 : Variables démographiques		Modèle 2 : Capital humain		Modèle 3 : Capital culturel		Modèle 4 : capital social	
	B	β	B	β	B	β	B	β
Religion ^b								
Catholicisme	-0,355	-0,147	-0,604	-0,258	-0,241	-0,106	-0,494	-0,207
Protestantisme	-0,245	-0,139	-0,462	-0,259	-0,087	-0,052	-0,474	-0,264
Islam	-0,559	-0,368	-0,920*	-0,655	-0,280	-0,189	-0,722	-0,468
Religions orientales (bouddhisme, hindouisme, sikhisme)	-0,701	-0,354	-0,789	-0,409	-0,320	-0,166	-0,887*	-0,454
Autres religions	-0,046	-0,020	-0,601	-0,257	0,172	0,082	-0,091	-0,040
Origine raciale ou ethnique ^c								
Noire, africaine, antillaise	0,411*	0,230	0,558	0,271	0,241	0,139	0,317	0,174
Sud-asiatique	0,741**	0,436	0,812**	0,501	0,508*	0,308	0,730**	0,435
Arabe, ouest-asiatique	0,229	0,147	0,363	0,251	0,195	0,129	0,199	0,124
Importance de la religion ^d	-0,033	-0,052	0,071	0,131	-0,111	-0,184	,000	,000
Catégorie d'immigration ^c								
Regroupement familial			-0,202	-0,139				
Travailleuses qualifiées			-0,268	-0,175				
Scolarité ^f			0,091	0,253				
Revenu personnel			0,002	0,042				
N ^{bre} d'années au Canada ^g					-0,097	-0,153		
Appartenance au Canada ^h					0,361** *	0,477		
Intention de rester au Canada ⁱ								
Ici pour rester					-0,394	-0,286		
Indécises					-0,203	-0,144		
Compétence en anglais ^j					0,075	0,103		
Affiliation à un groupe religieux ^k							0,119	0,076
Affiliation à un groupe culturel ou ethnique ^l							-0,227	-0,140
Affiliation à un organisme communautaire ^m							-0,183	-0,123
Fréquence de la participation au groupe principal ⁿ							-0,065	-0,082
Bénévolat dans le groupe principal ^o							0,091	0,063
R ²	0,121		0,229		0,246		0,174	
R ² raj.	0,047		0,075		0,146		0,065	

Notes :

Pour la description des catégories de variables, se reporter au tableau 13.

° 0 = non; 1 = oui.

*p < 0,05.

**p < 0,01.

***p < 0,001.

7. RÉSULTATS DES ENTREVUES DE FOND

Dans le chapitre qui suit, nous présentons les résultats des 20 entrevues de fond réalisées auprès d'immigrantes qui avaient auparavant répondu à l'enquête transversale menée auprès de 300 immigrantes et immigrants. Les résultats des entrevues de fond nous ont permis de nuancer notre compréhension de l'expérience des femmes pour ce qui est de l'accès au capital social et de son utilisation, ainsi que la façon dont agit le capital social sur leur bien-être social et économique. Le tableau 29 dresse le profil sociodémographique des répondantes.

Tableau 29 : Portrait des répondantes aux entrevues de fond

Caractéristique	Total (n = 20 femmes)
Âge	
De 23 à 36 ans	11
De 37 à 50 ans	9
Origine ethnique	
Ouest-asiatique et moyen-orientale	5
Est-asiatique	6
Sud-asiatique	5
Africaine, antillaise	4
Situation de famille	
Célibataires, divorcées, séparées	3
Mariées	17
Nombre de personnes dans le ménage	
De 2 à 3	9
De 4 à 5	8
De 6 à 7	3
Nombre d'années au Canada	
De 1 à 2	9
De 3 à 5	11
Scolarité	
Diplôme d'études secondaires ou moins	2
Études postsecondaires	14
Études de deuxième et troisième cycles	4
Antécédents de travail	
Profession (médecine, droit, etc.)	13
Métier qualifié (technique, couture)	3
Emploi de bureau	2
Travail au foyer	2
Situation de travail courante	
Profession (enseignement, etc.)	4
Métier non qualifié	6
Chômage	10

Les participantes représentaient les quatre communautés ethniques de Windsor visées par l'étude : six d'entre elles étaient d'origine est-asiatique, cinq étaient d'origine sud-asiatique, cinq autres étaient d'origine arabe ou moyen-orientale, et quatre étaient d'origine africaine ou antillaise. Les 20 avaient immigré au Canada dans les 5 années précédentes. Avant leur immigration, 18 femmes étaient actives dans le marché du travail de leur pays d'origine, dont 13 dans des emplois professionnels, médecins, enseignantes ou avocates, et 3 dans des emplois techniques tels que la couture ou la technique médicale. Les deux autres restaient au foyer. Elles avaient entre 23 et 50 ans, ce que l'on considère en général comme la force de l'âge pour ce qui est de l'emploi et du perfectionnement des études.

Pour la plupart, les répondantes étaient insérées dans une cellule familiale dite traditionnelle, comprenant la mère, le père et les enfants. Parmi elles, 17 étaient mariées et les 3 autres étaient divorcées ou ne s'étaient jamais mariées. C'était donc dans l'ordre des choses qu'elles aient presque toutes au moins 3 enfants de moins de 18 ans; et que 3 en aient de 4 à 6. Toutes avaient un solide bagage scolaire : 14 avaient suivi des études postsecondaires menant au diplôme universitaire ou collégial, 4 avaient fait des études de deuxième ou troisième cycles, 1 seule s'était arrêtée au diplôme d'études secondaires et la dernière n'avait pas terminé le secondaire.

Malgré leur bagage scolaire enviable, la majorité ont subi un « déplacement professionnel » à leur arrivée au Canada, c'est-à-dire qu'elles ont été forcées d'occuper des emplois sans lien avec leur domaine d'études et leurs antécédents professionnels. Avant leur immigration, la plupart occupaient une profession libérale, dont la médecine, le droit, la dentisterie, les technologies de l'information et l'enseignement. Sur les 20 femmes, 2 seulement ont déclaré occuper un emploi dans leur domaine depuis leur immigration, dont l'enseignement, alors que 10 n'avaient pas d'emploi rémunéré au moment de l'étude. Celles qui travaillaient à l'extérieur du foyer devaient se contenter d'emplois inférieurs à leurs compétences, comme vendeuses ou comme ouvrières en usine, notamment. Au moment de l'entrevue, les 20 femmes avaient la qualité d'immigrantes ayant reçu leur droit d'établissement.

Les résultats des entrevues de fond sont regroupés dans le présent rapport selon les thèmes abordés avec les femmes :

Situation professionnelle et sociale

- Pouvez-vous décrire en détail comment vous avez trouvé votre emploi actuel?
- Avez-vous déjà été obligée d'emprunter de l'argent pour nourrir votre famille ou vous êtes-vous déjà trouvée dans une situation financière difficile qui vous a obligée à demander une aide extérieure?

Race et culture

- Selon vous, comment votre culture est-elle perçue par la société canadienne?
- Pouvez-vous expliquer en détail comment certains éléments de votre culture vous ont aidée à faire votre place au Canada?

État de santé

- Comment évaluez-vous votre état de santé depuis votre arrivée au Canada?
- Comment avez-vous trouvé votre médecin de famille?

Premiers contacts et processus d'établissement

- Pouvez-vous me parler des personnes qui vous ont le plus aidée à vous installer à Windsor?
- Pouvez-vous expliquer en détail comment vous avez appris à vous débrouiller dans votre nouvelle communauté, pour inscrire les enfants à l'école, prendre l'autobus ou faire vos courses, par exemple?

Situation professionnelle et sociale – l'épopée de l'établissement professionnel

Si notre recherche visait essentiellement à mieux comprendre comment les personnes nouvellement immigrées au Canada bâtissent leurs réseaux dans leur nouvelle communauté, nous avons très rapidement constaté, au tout début de la collecte de données, le rôle charnière de la situation professionnelle dans maints domaines de leur vie. Au fil des entrevues, nous avons constaté que ces personnes arrivent ici avec l'espoir de trouver un emploi stable, pour être en mesure justement de s'établir comme des parties prenantes de leur communauté. Or, apparemment, il est très difficile pour les personnes immigrantes de trouver un emploi dans un domaine professionnel ou ouvrier malgré leurs titres de compétence et l'expérience acquise dans leur pays d'origine. Trop souvent, celles et ceux qui postulent un emploi se font répondre que leurs compétences sont trop élevées ou que le poste exige une expérience pertinente au Canada. Voici un extrait d'entrevue éloquent :

La plus grande difficulté a été de trouver un emploi pour moi et mon mari. Nous avons tous les deux fait des recherches et, comme vous pouvez le constater, nous ne sommes plus très jeunes. Apparemment, nous sommes trop qualifiés. Partout, dès qu'on apprend que vous avez un doctorat, les portes se ferment. Mon mari avait aussi beaucoup d'expérience. Son CV est extraordinaire et il a postulé un emploi à l'école de ma fille [...] J'ai tenté ma chance pour des postes de technicienne en pharmacie et de secrétaire médicale, mais je n'avais pas l'expérience requise. Je pourrais à la rigueur travailler dans une pharmacie, mais pas comme secrétaire médicale. J'ai pensé aux usines, mais je n'ai pas d'expérience non plus.

Les discussions autour des difficultés associées à la recherche d'emploi ont parfois ouvert sur les démarches entreprises par les immigrantes pour étoffer leur curriculum vitae et, ce faisant, leurs chances de décrocher un emploi. L'initiative la plus fréquemment mentionnée est le retour à l'école, pour lequel il faut emprunter de l'argent, que les nouvelles immigrantes ne peuvent absolument pas rembourser. Malgré tous leurs efforts, la recherche d'emploi reste jonchée de problèmes. L'obtention d'un emploi dans son domaine de compétence est inouïe, mais fort appréciée. Les quelques heureuses élues se trouvent « chanceuses » par rapport à leur entourage, dont peu de membres ont eu cette fortune. Une femme raconte comment, sur le conseil d'une amie, elle est retournée aux études, ce qui lui a permis d'obtenir un diplôme commercial et, avec l'aide d'un professeur, de trouver un emploi stable dans son domaine de

formation. Malgré tout, elle a décroché un poste de premier échelon, ce qui en soi est un privilège et une expérience positive.

Mon amie m'a conseillé de retourner au collège, dans un programme d'administration internationale de deux ans. Cependant, je ne pouvais pas m'offrir plus qu'une année. J'ai demandé à rencontrer un professeur et il m'a suggéré de chercher du travail. Il m'a donné une liste de courtiers en commerce international, à qui j'ai simplement présenté mon CV. J'ai eu la chance d'obtenir un emploi. C'est un poste de premier échelon, mais c'est dans mon domaine.

L'autre difficulté liée à la recherche d'emploi vient de l'aura négative qui entoure les personnes immigrantes, une réputation qui provoque bien des remous et qui remet en question la décision d'émigrer au Canada. Les résultats des entrevues révèlent en outre que beaucoup d'immigrantes avaient une situation financière enviable dans leur pays et que la déchéance vers une classe économique inférieure affectait leur bien-être général. Interrogées au sujet des réseaux sociaux mis à contribution pour trouver un emploi, les femmes citent surtout leur cercle d'amies et d'amis dans la communauté, ainsi que les organismes offrant des services d'aide à l'établissement comme leurs principales sources d'information sur les offres d'emplois. Une fois engagées, les femmes comptent sur le milieu de travail pour créer de nouveaux contacts et élargir leur cercle d'amitié.

Emploi et discrimination

Parmi les immigrantes interrogées, certaines ont réussi à trouver un emploi dès leur établissement dans leur nouvelle communauté. Toutefois, ces « chanceuses » se sont rabattues sur des emplois physiquement très exigeants, qui les obligent à faire de longues journées de travail dans un environnement éprouvant. Elles travaillent en usine, dans la restauration rapide ou des lave-autos. L'adversité des conditions a souvent forcé ces femmes à quitter un travail, pour des raisons de santé et parce qu'il n'assurait pas leur subsistance. Qui plus est, les menaces permanentes de congédiement pendent telle une épée de Damoclès au-dessus de leur tête, un autre facteur de stress.

Dans l'usine de plastique où je travaillais, j'ai dû demander au superviseur de me transférer dans une autre unité parce que c'était vraiment trop difficile pour moi. Je connais bien mes limites et, dans cette usine, j'avais peur de faire une crise cardiaque tellement le travail était difficile. Je me demande comment font les gens... Je ne trouve pas les mots pour vous décrire la situation... Tous les matins, quand j'allais chercher mon emploi du temps, je savais que j'allais avoir un choc, une surprise, une mauvaise surprise. Quand j'ai senti que j'allais avoir une crise cardiaque, j'ai voulu partir, leur demander de me transférer dans une autre unité. C'était au-dessus de mes forces, honnêtement. Franchement, je suis là pour travailler, pas pour... Vous savez, si je gagne de l'argent mais que je meurs, à quoi bon? C'est pourquoi je leur ai demandé de me transférer, mais des personnes ont été congédiées

durant la semaine, sept par quart. En tout, ils ont mis 21 personnes à la porte.

Les questions sur la recherche d'emploi ont souvent entraîné les participantes sur le terrain de la comparaison entre leur situation et leur expérience à celles de la population canadienne blanche. Il ressort très clairement des entrevues que les mauvaises expériences à cet égard amènent souvent les nouvelles venues à croire qu'elles ne sont pas suffisamment Canadiennes et que la population native a plus de chances de trouver un emploi stable, peu importe leur compétence.

*L'emploi... c'est un domaine qui est très frustrant. Un de mes amis a d'excellentes références, de bons résultats scolaires, un baccalauréat, de bonnes références professionnelles mais, selon lui, je ne sais pas si c'est vrai ou non, trois autres Canadiens qui ont étudié avec lui ont trouvé un emploi. Personne d'autre n'a trouvé d'emploi. C'est typique : l'emploi est plus facile pour les Canadiens que pour nous. L'emploi est un besoin familial, si vous voyez ce que je veux dire. C'est ce qui est le plus difficile, le plus frustrant. Sinon, je l'accepte. Il y a moi et il y a toutes les autres personnes, toutes différentes. Je ne me plains pas, mais c'est difficile sur le plan professionnel. Le programme Ontario au travail... nous n'aimons pas Ontario au travail. Je vais y aller si je n'ai vraiment pas le choix. Je ne veux rien savoir... **Les Canadiens ont plus de chances... Si vous êtes blanc, vous pouvez trouver un bon travail. Même sans formation, ils obtiennent de l'avancement plus rapidement.** [C'est nous qui soulignons.]*

Emploi et condition féminine

Les immigrantes ont parlé de leur rôle de mère de famille et de l'incidence de cette situation sur leur recherche d'emploi. Les points de vue sont partagés pour ce qui est de leurs rôles hors du foyer et dans le marché du travail. D'une part, certaines estiment que l'autonomie financière que leur procure la sécurité d'emploi est cruciale dans leur mode de vie. C'est ce qui leur donne une bonne estime d'elles-mêmes, leur permet de bien s'occuper de leur famille et d'entretenir de bonnes relations avec elle. Ces femmes trouvent qu'il est à la fois ennuyant et difficile de rester à la maison toute la journée pour s'occuper des enfants. La possibilité de travailler leur sourit parce qu'elles améliorent ainsi la situation financière de leur famille, qu'elles peuvent étendre leurs réseaux d'amitié et apprendre à connaître le système canadien. Le travail procure un sentiment de bien-être et, de plus, si leur mari perd son emploi (ce qui semble arriver assez souvent), elles prennent le relais pour subvenir aux besoins de leur famille. D'ailleurs, ces femmes travaillaient déjà à l'extérieur du foyer dans leur pays, de sorte qu'elles perpétuent un mode de vie ici.

Je travaillais en Chine. En restant à la maison, comment dire [...] Même si le travail ménager est satisfaisant, le fait de prendre soin du mari et des enfants est satisfaisant, je ne le fais pas juste pour moi. Les femmes ont des habiletés et le fait de les exercer donne confiance. J'aime ce sentiment de confiance. Je

n'aimerais pas que mon mari ne puisse me faire vivre, mais j'ai besoin d'avoir une carrière, mon propre travail.

D'autres femmes, en revanche, donnent la priorité à leur rôle de mère et considèrent qu'il est important de travailler à l'extérieur seulement si le mari n'a pas de travail et ne peut faire vivre la famille. À leurs yeux, il faut penser avant tout à la situation financière de la famille (les frais de garderie élevés sont perçus comme une dépense inutile) et au bien-être des enfants. À cet égard, les femmes estiment que les soins prodigués par une mère sont meilleurs et plus bénéfiques pour les enfants que ceux qui sont donnés en milieu de garde.

Pas toujours. Si une femme a de très jeunes enfants, je pense qu'il n'est pas très bien pour elle de travailler à l'extérieur. Tout dépend de son mari. S'il ne gagne pas assez pour faire vivre la maisonnée, elle devrait travailler pour l'aider. Si le mari n'arrive pas à gagner assez pour faire vivre la maisonnée et assurer leur subsistance en général, la femme devrait l'aider. Mais s'il gagne un bon salaire, elle a le choix. Les enfants ont besoin d'elle, ils ont plus besoin d'une mère que d'argent. Il faut aider les enfants. C'est mieux et c'est plus important d'être à la maison avec les enfants, pour sortir avec eux.

Une femme souligne que le contexte détermine s'il faut travailler à l'extérieur ou non :

Tout dépend. Cela dépend de la situation, de chaque famille, de sa situation économique particulière. Le couple peut travailler, et dans certains cas, une seule personne peut travailler et c'est très bien. Il y a énormément de facteurs qui entrent en ligne de compte pour les familles qui ont des enfants. Il faut faire des calculs. Parfois, on paie plus en frais de garderie que le salaire gagné. Il faut réfléchir, calculer et déterminer s'il est justifié de travailler à l'extérieur, de trimer dur pour finir par emprunter quand même pour payer les factures (petit rire). Vous savez, les frais de garderie à payer n'aident pas beaucoup la vie de famille. Tout dépend de la famille et de ce qui compte pour elle.

À la question de savoir si certains types d'emplois sont plus appropriés pour les hommes que pour les femmes, les répondantes sont unanimes : c'est oui. Les participantes estiment que les femmes ne devraient pas exercer un travail « dur », qui exige « plus d'aptitudes physiques et de force ». Des domaines comme l'enseignement ou le travail social conviennent bien aux femmes, selon les répondantes. Bien qu'elles fassent des distinctions entre les emplois féminins et masculins, elles n'en pensent pas moins que les femmes devraient être libres d'occuper des emplois difficiles si elles s'en estiment capables. Une femme va plus loin en citant le cas d'amies qui ont été obligées d'exercer ce type d'emploi pour des raisons financières.

Une répondante souligne à quel point il est primordial que des femmes travaillent comme médecins pour combler les besoins féminins à cet égard. Les entrevues révèlent

que certaines femmes ne peuvent occuper certains emplois à cause de leur religion. Notamment, une musulmane pratiquante qui avait été médecin dans son pays a trouvé un emploi de préposée des services de soutien à la personne, mais elle a dû quitter ce travail :

Je ne pouvais pas faire ce travail parce qu'une partie de la clientèle était constituée d'hommes. Je devais me rendre à domicile pour les laver, les nourrir. J'ai quitté l'emploi parce que c'était impossible pour moi.

Race et culture – la continuité culturelle

Les entrevues ont mis en lumière le fort attachement des immigrantes à la culture de leur pays d'origine. À leurs yeux, la culture se reflète dans la langue, la nourriture, l'habillement, la religion, la participation aux activités culturelles, des règles « tacites » sur la façon de faire les choses. À leur arrivée au Canada, elles ont cherché et établi des liens avec les personnes qui, selon elles, appartenaient aux mêmes groupes culturels et raciaux. Elles insistent sur l'importance d'avoir des amies et des amis de leur culture, qui peuvent comprendre ce qu'elles vivent et qui ont parfois vécu les mêmes choses. En outre, ces personnes leur donnent du soutien dans les moments difficiles et peuvent les conseiller dans des domaines comme l'éducation des enfants.

Je me couvre l'été, l'hiver est froid et je parle arabe. J'aime parler ma langue. Dans mon pays, j'allais prier à la mosquée tous les vendredis. Ici, je vais à la mosquée, je vois mes amis et, ensemble, nous gardons nos coutumes vivantes. Toutes les deux semaines, tous les dix jours s'il le faut, je vais voir une amie ou elle me rend visite. Nous partageons tout. Si j'ai des problèmes avec mes enfants, je peux [lui] en parler. Je lui dis si j'ai des problèmes, et elle peut parler à mes enfants. Quand on a des problèmes avec les enfants plus âgés, ou si on a des problèmes avec un frère ou une soeur, il est bon de pouvoir en parler avec des amis.

S'il appert que les immigrantes s'établissent à l'intérieur de communautés où leur culture est déjà vivante, certaines ont expliqué avoir pris l'initiative d'instaurer elles-mêmes des activités culturelles. Le fait d'initier de telles activités et d'y participer revêt un sens particulier pour ces femmes, qui y trouvent un refuge qui leur donne la force de composer avec les aléas de l'immigration et de l'établissement. C'est aussi pour elles un terrain fertile pour partager de l'information et tisser des liens avec des personnes dont l'histoire ressemble à la leur. Une femme raconte son arrivée au Canada et comment elle a découvert qu'il n'existait rien pour célébrer l'Eid-al-Fitr, un temps fort de la religion musulmane :

Même s'il y a peu de gens pour célébrer l'Eid, ça ne fait rien. Une fois, mon mari devait partir et ne pouvait célébrer. Mais cette fête est trop importante pour que je la manque. Je lui ai dit : « Va suivre ton cours à l'université et je vais cuisiner. » J'ai dit à mon mari d'emmener tous ses amis. Nous avons partagé la nourriture, nous avons chanté et parlé. C'était un petit coup de pouce pour nous tous. Cette idée a fait du chemin maintenant, tellement qu'il faut louer des salles.

Lorsqu'elles discutent de leur participation à des activités de nature culturelle, les immigrantes soulignent le fossé creusé dans la culture canadienne. Une femme remarque que, malgré son apparente acceptation du multiculturalisme, la population canadienne est absente des lieux de célébration des cultures différentes. Cette indifférence de la société d'accueil à l'égard de leur culture n'empêche quand même pas les communautés immigrantes de continuer à la célébrer.

Race et culture – la vision et l'attitude désobligeantes à l'égard des autres cultures

Des femmes en ont assez de se faire regarder de haut par les Canadiennes et les Canadiens, qui entretiennent une image négative de leurs cultures. Elles racontent que, à cause de leur apparence physique (le port du voile, notamment) et de leur langue, elles ont essuyé des injures et des propos désobligeants de la part de personnes étrangères dans des lieux publics. Certaines croient que de tels propos injurieux et ces attitudes discriminatoires traduisent souvent une ignorance à l'égard de la culture des populations immigrantes; d'autres pensent plutôt que le coupable serait le climat politique entretenu contre certains groupes, et particulièrement la population musulmane. Une femme raconte les injures qu'elle a subies à cause de sa religion, et comment on l'a invectivée sous prétexte qu'elle n'avait rien à faire au Canada.

Retourne chez toi et conduis un chameau, espèce de chienne [et autres insultes de ce genre]. Je ne savais pas quoi dire. Je restais là à la regarder, en état de choc. Je n'avais rien à répondre. Je ne sais pas. Ces événements ne sont pas rares. Par exemple, si nous allons dans un bureau, celle ou celui qui travaille à la réception ne prononce pas tout haut ce genre d'insultes, de toute évidence, mais l'attitude, le ton ne mentent pas. On ne peut rien faire parce que la personne n'a pas utilisé de propos précis dont on pourrait se plaindre. C'est une attitude. Ensuite, il m'arrive de penser que des gens sont d'une extrême gentillesse parce qu'ils n'ont pas l'air de m'en vouloir, parce que je suis couverte, parce que je porte un voile. Chaque fois que quelqu'un me voit, il sait tout de suite que je suis musulmane, à cause du voile. Bien entendu, avant, jamais personne ne nous parlait comme ça. Les gens pouvaient être mesquins, mais je ne m'en rendais pas compte. En fait, je n'étais pas couverte. Je ne portais pas le voile. Je ne faisais donc pas de lien avec ma religion. Toutefois, après le 11 septembre, beaucoup de personnes m'ont demandé si j'étais aveugle, stupide, m'ont traitée de sale chienne. C'est arrivé. C'est ce que vivent tous mes amis aussi.

Les entrevues mettent en évidence les contradictions auxquelles font face les immigrantes relativement à la façon dont se manifeste et s'articule le multiculturalisme dans la plupart des sphères de leur vie ici. D'un côté, le gouvernement valorise la diversité culturelle et linguistique mais, de l'autre côté, en faisant de l'anglais et du français les deux seules langues officielles, le gouvernement prône indirectement la dévalorisation et l'interprétation négative de l'utilisation d'autres langues. C'est une contradiction de notre société que plusieurs femmes nous ont fait remarquer, elles qui doivent endurer les commentaires

injurieux de la part de Canadiennes ou de Canadiens anglophones quand elles s'expriment dans leur langue dans des endroits publics.

Concernant les expériences négatives vécues, les femmes invoquent souvent leurs propres valeurs culturelles pour expliquer tout ce qu'elles ont de déshumanisantes et de néfastes pour elles. Les femmes pointent les aspects bénéfiques de leurs cultures qui doivent être préservés, malgré les bouleversements inévitables qui accompagnent l'immigration et la rencontre de personnes différentes, qui font les choses différemment. Les modèles canadiens des relations intergénérationnelles sont perçus comme étant irrespectueux, totalement étrangers à ce que les participantes ont connu dans leur pays. Les réponses font abondamment mention de la culture du respect à l'égard des personnes plus âgées que soi. À maintes reprises, les participantes ont remis en question la façon dont les adolescentes et les adolescents s'adressent aux personnes âgées et à leurs enseignantes et enseignants. Le fait d'élever la voix contre une personne plus vieille constitue une autre forme d'arrogance, même si cette dernière a tort.

Je peux vous donner un exemple. Une personne âgée est une personne âgée, et on n'élève pas le ton contre elle, un point c'est tout. Je donne cet exemple parce que j'ai remarqué que c'est différent ici. Ce n'est pas que nous soyons toujours d'accord. On peut parler de liberté d'expression, ou je ne sais quoi. Je persiste à penser qu'une personne plus âgée, peu importe qu'on ait ou non la liberté de parole, doit être traitée avec respect. Il faut également pouvoir s'exprimer librement, mais il faut apprendre à dire les choses correctement.

Aspects positifs de la culture canadienne

Quand on leur a demandé quels enseignements elles avaient tirés de la culture canadienne depuis leur arrivée, les femmes ont cité certains aspects positifs qu'elles apprécient. Parfois, elles faisaient des comparaisons avec les coutumes de leur propre culture. Ainsi, la notion de liberté ressort constamment comme étant enviable, même si beaucoup trouvent que la liberté peut coûter cher. Certaines vont même jusqu'à parler d'une « trop grande liberté ». D'autres enfin s'inquiètent de la mauvaise influence de la culture canadienne.

Les femmes ont entre autres mentionné l'organisation « parfaite » des choses. Certaines comparent les structures administratives canadiennes à celles de leur pays d'origine :

Si je compare avec mon pays, c'est mieux organisé ici. Tout fonctionne bien. Jusqu'ici, je n'ai pas à me plaindre. C'est bien ainsi.

L'autre aspect souligné concerne la richesse de la culture canadienne et l'atout que constitue le creuset des cultures. Les femmes aiment la possibilité d'agir sans « que personne les embête ». Voici ce que raconte une femme à ce sujet :

C'est si diversifié, si riche. Très riche. Le mélange de pays, de cultures... C'est une magnifique tapisserie de toutes les cultures.

Les femmes s'inquiètent par ailleurs des rencontres trop précoces entre les deux sexes qui, selon elles, influencent négativement leurs enfants. Certaines sont plus inquiètes des répercussions de cette culture sur leurs filles, en raison des croyances culturelles de leur pays, où les femmes peuvent avoir des relations uniquement avec leur mari.

La culture canadienne est différente. Elles ont des relations avec leur copain. Nous n'avions même pas de petit ami. C'était interdit. Seulement avec le mari. Si on avait un copain, il fallait l'épouser. Ici, elles changent tout le temps, il y a en un nouveau tous les jours. Tout le monde dit que la culture est différente ici. Les relations sont un problème, le nombre de relations. Si une femme a des relations avec des hommes, c'est mal vu parce que, dans notre pays, nous avons des relations avec un seul homme. Si deux... les jeunes changent souvent de garçon, mais pas dans notre culture.

État de santé subjectif, santé et perspectives d'emploi

Dans leurs réponses aux questions sur leur état de santé physique et mental depuis leur arrivée au Canada, beaucoup de participantes ont fait des liens avec leur situation professionnelle. Les femmes n'ayant pas réussi à trouver d'emploi se déclarent en moins bonne santé, en résultat du stress inhérent aux difficultés financières. L'état de santé laisse également à désirer chez celles qui occupent un emploi manuel qui exige de rester debout pendant de très longues périodes. D'autres se disent stressées à cause des changements occasionnés par un passage du monde du travail dans leur pays au chômage au Canada. Selon les données, le fait d'occuper ou non un emploi apparaît souvent comme primordial dans la façon dont les femmes se définissent elles-mêmes. Même chez celles qui accordent beaucoup d'importance au soin de la famille, le chômage crée un vide, une impression d'« oisiveté », et il diminue les possibilités de contribuer à la communauté. Insomnie, céphalées récurrentes, douleurs physiques sont autant de symptômes du stress. Certaines femmes disent qu'elles n'ont pas une bonne image d'elles-mêmes, qu'elles ont l'impression de « n'être rien » :

Les deux ou trois premiers mois, je n'allais pas bien. Le changement est très difficile. J'étais si occupée dans mon pays, où je travaillais. Ici, je ne suis rien, j'ai l'impression d'être un gros zéro... Je reste à la maison, je fais le ménage, je cuisine et je m'occupe de ma famille. Je suis contente de m'occuper de ma famille. Mais le changement est énorme. Dans mon pays, je travaillais dans une clinique. Je suis très à l'aise avec les gens. Je donnais de l'information sur la santé, j'étais très active dans mon travail. Je veux travailler et après m'occuper de la maison, cuisiner, faire le ménage, continuer de prendre soin de ma famille.

Découverte du système de santé

Interrogées sur leurs premiers contacts avec le système de santé, beaucoup de participantes décrivent leurs difficultés à trouver un médecin de famille et à obtenir un premier traitement

parce qu'elles n'étaient pas complètement établies. Durant cette période, elles ne pouvaient produire les documents d'identification exigés pour l'accès aux établissements de santé. Un exemple révélateur, même s'il n'est pas monnaie courante, est rapporté par une femme enceinte à son arrivée à Windsor qui n'a pu trouver de médecin de famille. Elle a été renvoyée par l'hôpital parce qu'elle n'avait pas été recommandée et qu'elle n'avait pas de réservation pour accoucher à l'hôpital. Sept jours plus tard, elle a fait une fausse-couche.

Les entrevues ont aussi mis au jour la difficulté des femmes à comprendre les dédales du régime et le fonctionnement de la structure. Ainsi, après avoir trouvé un médecin de famille, une femme est tombée malade et a téléphoné à son bureau pour prendre rendez-vous. Elle a obtenu un rendez-vous deux semaines plus tard. Au lieu de se rendre dans une clinique sans rendez-vous comme l'aurait fait toute personne informée vivant au Canada, elle est restée chez elle, s'absentant du travail et avalant des analgésiques jusqu'à son rétablissement. Certaines de celles qui avaient réussi à trouver un médecin de famille et qui comprenaient les méandres du système affichaient une certaine ambivalence à l'égard des services reçus. Voici ce qu'une répondante en dit :

Il faut prendre ce qu'on reçoit. C'est parfois très bien, ce pourrait être mieux la plupart du temps, mais que peut-on y faire?

D'autres participantes signalent le traitement injuste de la part de docteurs qui, selon elles, ont fait moins pour elles que pour d'autres personnes natives du Canada. Elles sont d'autant moins satisfaites que des médecins apparemment ne prennent pas au sérieux leur propre connaissance de leur corps et de ce qui leur arrive. Aux dires de ces participantes, quand les choses tournent mal, les médecins ne prennent pas la peine de leur expliquer ce qui s'est passé, ce qu'il faut faire, ni même l'évolution générale de leur maladie. À cet égard, un autre cas est éloquent, soit celui d'une femme dont la grossesse a duré plus longtemps que les 40 semaines normales. Les médecins n'ont ni déclenché les contractions ni vérifié si la mère et le fœtus se portaient bien. Elle a subi une césarienne, sans qu'on prenne la peine d'expliquer aux parents le déroulement de l'intervention et le handicap de l'enfant révélé à sa naissance.

Selon elle, l'enfant se portait bien avant. Il est né en retard, le 1^{er} avril [propos incohérents]. Le cordon ombilical l'étouffait et c'est ce qui est arrivé. La femme avait des contractions et, quand elle est arrivée à l'hôpital, on lui a fait une césarienne.

Q. : Qu'est-ce qu'on lui a fait à l'hôpital, que lui a-t-on dit, qu'est-il arrivé après?

(Interprète) On ne nous a rien dit. On nous a dit que le cordon était enroulé autour du cou. On a tiré sur la tête, c'est tout.

Les femmes satisfaites des ressources en santé parlent de l'aide précieuse qu'elles ont reçue de leurs amies et amis pour apprendre à connaître le système. Par surcroît, les femmes ayant

réussi à trouver un médecin de famille de leur propre groupe ethnique jugent les soins reçus suffisants. Selon elles, le médecin les comprend mieux, « ils savent des choses sur nous ».

Religion, spiritualité et bien-être

La spiritualité occupe une place de choix dans la vie des femmes. Chrétiennes et musulmanes parlent d'un même souffle du rôle prépondérant qu'a joué l'église ou la mosquée dans leur établissement et la résolution des difficultés inhérentes à cette période. Beaucoup rapportent que les rencontres faites dans ces lieux les ont aidées à trouver un logement, un travail, des amitiés, à apprendre l'anglais. Elles avaient déjà des contacts avec des membres de leur groupe ethnique, et l'église les a mises en lien avec des Canadiennes et des Canadiens de souche ainsi que des personnes immigrantes d'autres origines, un plus à leurs yeux.

Le prêtre m'aide si j'en ai besoin [...] Quand je cherchais une maison, il m'appelait pour me dire qu'une maison était libre, parce qu'il savait que nous en avions besoin. Il m'appelait et me disait telle maison est libre, allez voir. Nous avons beaucoup d'enfants, six. C'est mieux pour tout le monde que nous ayons plus de place [...] C'est bien pour obtenir de l'aide. On y trouve de nombreuses personnes prêtes à nous aider pour la nourriture, l'argent, la santé, l'école pour les enfants.

Les musulmanes qui ont répondu à l'entrevue font allusion aux difficultés que leur a causées leur religion après le 11 septembre. Elles sont plus surveillées, elles sont l'objet de commentaires désobligeants en public à cause de leur religion. Il leur arrive souvent d'avoir à défendre leur religion, en rappelant que c'est une religion de paix.

Le 11 septembre nous a stigmatisés, tous. C'est le monde entier qui a changé. Je suis d'accord quand on dit que le monde avant le 11 septembre était différent. Avant, je ne me préoccupais pas de certaines choses. Après une année, une année et demie, nous avons pris conscience de ces choses. La religion est primordiale pour nous et nous pensons que nous avons la responsabilité de la garder en sûreté. Avant le 11 septembre, jamais il ne nous serait venu à l'idée que notre religion puisse être en danger, que nous devions la sauver pour la transmettre à nos enfants, à la génération qui suit, en bon état. Elle existe et elle est en sûreté, mais tout le monde doit y mettre du sien pour la protéger afin que nous puissions la transmettre à nos enfants. Depuis le 11 septembre, nous avons l'impression que la planète entière s'en prend à notre religion et que c'est à nous de prendre nos responsabilités. Pour moi, c'est devenu évident, mais ce n'est peut-être pas le cas pour tous. Nous devons faire quelque chose.

Premiers contacts et établissement

Lorsqu'on leur demandait qui les a le plus aidées à s'établir à Windsor, la discussion glissait sur les raisons de leur venue au Canada et sur l'information qu'elles avaient eue avant de

partir. Certaines femmes ont choisi Windsor parce qu'elles y avaient des amies et des amis ou pour rejoindre des membres de leur famille déjà dans la région. Ces répondantes ont obtenu de l'aide de ces amies ou amis et membres de leur famille pour trouver l'information sur les ressources et la vie en général dans la région. Il leur a été relativement facile de comprendre le fonctionnement des infrastructures comme le transport en commun, les magasins, l'école pour les enfants, parce qu'elles recevaient le soutien de leurs connaissances. Malgré tout, même ces répondantes ont éprouvé des difficultés à trouver un travail.

D'autres femmes ont choisi de s'installer à Windsor en raison de la proximité avec la frontière américaine, une caractéristique jugée primordiale parce qu'elle ouvre la possibilité d'aller aux États-Unis pour trouver un emploi. Cette réponse confirme que les personnes immigrantes connaissent les difficultés associées à la recherche d'emploi dans la région de Windsor et que, à terme, leur objectif est de déménager aux États-Unis. Forcément, ces plans d'avenir influenceront sur le désir de ces personnes de tisser des réseaux sociaux.

Un autre groupe déclare avoir choisi Windsor parce que c'est une agglomération plus petite, ce qui présente divers atouts. Il est cependant un peu ironique de constater que l'un des avantages a trait à la sécurité d'emploi. Effectivement, quelques participantes ont pu trouver un emploi à Windsor après avoir déménagé d'une grande ville comme Toronto.

La poursuite d'études postsecondaires a été un autre critère de choix dans les cas où la femme ou le mari avait été accepté à l'Université de Windsor. Les femmes qui se sont établies à Windsor pour suivre leur mari se plaignent d'ailleurs de s'ennuyer, elles se sentent frustrées ou même en colère parce qu'elles se trouvent incapables de forger des réseaux aussi étendus que ceux de leur mari, qui entretiennent des contacts avec la population étudiante ou le corps professoral à l'université. Les femmes qui se sont installées à Windsor sans y avoir déjà un réseau social racontent comment il a été difficile et frustrant pour elles d'arriver à comprendre leur nouvel environnement. Certaines ont dû se rabattre sur des personnes étrangères dans la rue pour les informer au sujet des écoles, d'autres ont obtenu des renseignements contradictoires de diverses sources, sans parler de l'exercice périlleux qui consiste à apprendre à utiliser un annuaire téléphonique auquel elles étaient constamment renvoyées.

Organismes communautaires et processus d'établissement

Les femmes sont nombreuses à s'être adressées à des organismes communautaires pour obtenir du soutien dans leurs démarches d'établissement à Windsor. Quand on leur demandait les noms des organismes communautaires auxquels elles avaient fait appel, les femmes structuraient souvent leurs réponses selon que l'organisme en question avait obtenu du succès ou non. Certaines femmes ont fréquenté des organismes communautaires pour parfaire leur compétence en anglais et pour obtenir de l'aide dans leur recherche d'emploi. Dans certains cas, elles y ont acquis des compétences jugées essentielles et sont très reconnaissantes du soutien obtenu pour apprendre les rouages du système, notamment pour leur recherche d'emploi.

Je les ai rencontrées dans l'organisme Windsor Women Working with Immigrant Women, où j'ai étudié pendant quelque temps. J'ai reçu des cours de base en informatique. C'est là que j'ai rencontré une conseillère en placement qui m'a appris à rédiger mon CV et qui m'a indiqué à quels organismes me rendre. Elle m'a donné une liste. J'y ai appris comment faire des demandes, chercher à l'ordinateur dans les banques d'emplois. C'est difficile lorsqu'on ne connaît personne [...] Leur aide a été très précieuse. Sans ces gens, je n'aurais pas su par où commencer. Si je m'étais fiée seulement à ma famille... Tout le monde a ses propres occupations, sa vie.

D'autres femmes, moins satisfaites, croient que ces organismes pourraient faire plus, surtout en ce qui concerne la recherche d'emplois. Une répondante a participé à trois ateliers qu'elle a qualifiés d'« inutiles », qui ne s'attaquaient pas au « vrai problème », c'est-à-dire le chômage. Une autre s'exprime ainsi :

Selon l'expérience que j'en ai, tout ce que font les programmes d'aide aux personnes nouvellement arrivées, c'est de nous apprendre à rédiger un CV. Ils devraient nous mettre en contact avec les employeurs.

Certaines femmes ont été encouragées à faire du bénévolat pour enrichir leur expérience canadienne, ce qui, selon elles, est tout à fait futile et ne sert qu'à créer « un bassin de main-d'oeuvre gratuite ».

Même si les femmes s'adressent à des organismes communautaires principalement pour obtenir du soutien dans leur recherche d'emploi, elles y rencontrent des membres de leur groupe ethnique qui souvent vivent les mêmes épreuves pendant la période d'établissement. Les organismes communautaires deviennent un lieu d'échange. Il est intéressant de constater que les femmes venues à Windsor pour poursuivre des études n'ont pas consulté d'organismes communautaires. Beaucoup ont eu accès à des ressources semblables à celles offertes par les organismes communautaires dans leur établissement scolaire.

Résumé des entrevues de fond

Les entrevues de fond ont enrichi de façon unique notre compréhension de la situation complexe des immigrantes. Les réponses nous éclairent sur les processus touffus de la constitution, de la répartition et de l'utilisation du capital social, de même que sur la façon dont ces processus agissent dans la vie des immigrantes. Voici un sommaire des réponses et des liens qui ont été faits avec les processus du capital social tels qu'ils se manifestent dans la vie des femmes.

1. Les entrevues de fond mettent en évidence l'importance de l'attachement au monde du travail pour la réussite de l'établissement. Pour les immigrantes, le travail rémunéré représente l'élément central qui règle toutes les autres sphères de leur vie, y compris l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes, leur capacité de gérer leur foyer et les finances, leur situation sociale et l'évaluation qu'elles font de leur santé. Pour trouver un emploi, nombre de femmes ont profité de renseignements transmis par des connaissances ou des

organismes d'aide à l'établissement. Cette révélation corrobore les écrits selon lesquels la valeur du capital social tient à la capacité de l'utiliser ou de le convertir pour en tirer d'autres formes de capital, de nature économique principalement (Bourdieu 1986). À preuve, les femmes visitent des organismes d'aide à l'établissement non pas pour leur mission intrinsèque, mais plutôt pour les possibilités qu'elles y trouvent d'atteindre d'autres objectifs. Cette utilisation du capital social rejoint tout à fait la définition qu'en donne Portes (1998, p. b), qui y associe la « *[traduction]* capacité des acteurs d'en tirer profit par leur adhésion à des réseaux sociaux ou à toute autre structure sociale ».

2. Les entrevues de fond illustrent le potentiel du capital social à la fois comme ressource et comme actif que la communauté peut mettre à profit pour résoudre des problèmes collectifs, comme le décrit Putman (1995; 2000). Les femmes ont souvent dit à quel point leur adhésion et leur sentiment d'appartenance à des réseaux religieux avaient été précieuses pour résoudre des difficultés courantes liées à l'établissement et à l'emploi, et notamment si des dimensions spirituelles ou affectives étaient en cause.
3. La dynamique de l'expérience culturelle telle que nous la présentent les femmes dans les entrevues de fond est très révélatrice de la complexité à laquelle se heurte toute immigrante qui continue de valoriser la culture de son pays et qui déterminera éventuellement si cette culture, envisagée comme une forme de capital, facilitera ou, au contraire, entravera l'entrée dans le marché du travail. Dans certains cas, le choc est inévitable entre les coutumes traditionnelles et les exigences fondamentales du monde du travail, l'exemple le plus frappant étant celui d'une femme qui a été forcée de quitter son emploi parce que, à titre d'auxiliaire en soins de santé, elle devait donner le bain et divers soins à domicile à une clientèle comprenant des hommes. C'était très difficile pour cette femme imprégnée de croyances culturelles qui dressent un mur entre les sexes. Cette constatation converge avec celles de recherches récentes qui s'intéressent à la difficile conciliation entre les croyances traditionnelles et culturelles de certains groupes minoritaires et les droits fondamentaux des femmes.
4. On trouve toutes sortes de théories sur les lieux propices à la constitution du capital social. Aux fins de la présente recherche, les principaux lieux qui nous intéressent sont les organismes d'aide à l'établissement et les lieux spirituels ou religieux tels que les églises et les mosquées. Cependant, tout n'a pas été dit et il nous est apparu clairement, à la fin de nos travaux, qu'il fallait continuer de scruter les conséquences croisées du sexe, des cultures ethniques minoritaires et des interactions sociales. Par exemple, notre recherche ne nous permet pas encore de saisir comment des immigrantes qui choisissent de rester à la maison en arrivent à constituer un réseau d'interactions sociales qui leur permet de fonder un foyer sain et de mener une vie saine en général dans un contexte canadien où le travail rémunéré est considéré comme la norme.

8. SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET RÉPERCUSSIONS SUR LES POLITIQUES

Menée selon une démarche axée sur le dialogue communautaire intégrant des méthodes multiples, la recherche portait sur la constitution de réseaux associatifs et la participation à de tels réseaux par des immigrantes de quatre communautés ethniques de Windsor. Aux fins de la recherche, nous avons tenu pour acquis que les réseaux organisationnels et associatifs qui se créent au sein des communautés immigrantes représentent la source principale du capital social. Les bienfaits que tirent les femmes de l'accès à ces réseaux et des liens réciproques qu'elles y entretiennent sont considérés comme des résultats ou des bénéfices. Plus précisément, notre travail de recherche visait trois objectifs connexes :

- Étudier la *structure* (le type, l'étendue ou la capacité, dans leur dimension spatiale, structurelle et relationnelle) et les *formes* du capital social (de fusion, de rapprochement, de liaison) à l'intérieur de communautés immigrantes de Windsor, en Ontario.
- Étudier l'incidence du *sexe* et d'autres variables telles que l'*origine raciale et ethnique*, l'*âge* et la *situation socioéconomique* sur l'accès au capital social.
- Étudier les *résultats ou les bénéfices* pour les femmes d'accéder au capital social et de le mobiliser.

Ces 20 dernières années, on a multiplié les projets de recherche appliquée destinés à étayer et à orienter l'élaboration des politiques publiques en Amérique du Nord et au Royaume-Uni. Tous ces travaux nous ont permis de mieux saisir comment sont perçues et comprises les politiques existantes, en nous laissant le choix quant aux orientations stratégiques qui devront guider les prochaines politiques, les obstacles qui empêchent une mise en oeuvre efficace et les conditions du succès (Gray, 1997). L'intégrité scientifique est de rigueur dans tout projet de recherche appliquée qui vise à orienter et à étayer les politiques publiques. Lohr (2004, p. 12) rappelle à juste titre que « [traduction] la confiance accordée aux constats dépend de la rigueur de la recherche et de l'analyse qui a été réalisée pour en faire la synthèse ». Comme en témoigne la description détaillée de la méthode et des résultats, nous avons mené notre recherche et notre analyse dans cet esprit de rigueur, de manière à en extraire des recommandations stratégiques les plus crédibles possible.

Synthèse des résultats des divers volets de la recherche pertinents en vue de l'élaboration des politiques

Nous avons regroupé sous quatre thèmes les résultats pertinents en vue de l'élaboration de politiques, qu'ils émanent des entrevues auprès des organismes, des entrevues transversales ou des entrevues de fond :

- le rôle des organismes communautaires dans la constitution du capital social des immigrantes et des réfugiées;
- l'importance accordée à l'emploi par les immigrantes et les réfugiées, tant au chapitre du *processus* que des *résultats* du capital social;

- la religion et la spiritualité, *sources et manifestations* du capital social pour les immigrantes et les réfugiées;
- le capital social, la santé et le bien-être des immigrantes et des réfugiées.

Pour chaque thème, nous avons suggéré des éléments dont le gouvernement pourrait tirer parti pour intégrer la dimension du capital social dans ses politiques et ses programmes, nous servant de ces points d'appui pour élaborer les recommandations stratégiques inspirées de la recherche.

Rôle des organismes communautaires dans la constitution du capital social des personnes nouvellement immigrées

Les organismes communautaires nourrissent et construisent le capital social des femmes, qu'il s'agisse de capital social de fusion ou de capital social de rapprochement. Au sein des organismes communautaires, les femmes suivent des cours d'anglais, participent aux programmes de recherche d'emploi ou font du bénévolat. Toutes ces activités favorisent les rencontres entre des femmes qui partagent une expérience commune. Les femmes affiliées à ces organismes en tirent des avantages inconnus de celles qui ne les fréquentent pas. Toutefois, si on en croit les entrevues de fond, il n'est pas toujours si facile pour les femmes de s'associer à des organismes communautaires. Notamment, rien ne leur garantit qu'elles obtiendront un emploi; il n'est pas assuré non plus que leur bénévolat sera reconnu comme étant pertinent s'il n'est pas lié à leurs compétences ou à leur expérience professionnelles. Par ailleurs, leurs responsabilités à l'égard de leurs enfants et les difficultés de transport nuisent à leur engagement assidu dans la communauté. Selon l'enquête transversale, les femmes qui parlent l'anglais à leur arrivée au Canada entretiennent moins de liens avec ces organismes, vraisemblablement parce qu'elles n'ont pas besoin des cours d'anglais qui y sont offerts. Elles sont, par conséquent, coupées d'une source fondamentale de capital social et des avantages que leurs consoeurs en tirent. Les entrevues auprès des organismes communautaires font état d'un combat constant pour leur survie dans un contexte où ils sont privés de financement de base, de leurs difficultés à comprendre les critères de financement en perpétuel changement et du manque d'argent pour couvrir leurs frais d'exploitation et pour maintenir une infrastructure de soutien digne de ce nom.

Le gouvernement pourrait intégrer la dimension du capital social dans ses politiques et ses programmes en soutenant et en finançant les organismes d'aide à l'établissement qui nourrissent les réseaux des immigrantes et des réfugiées. Voici des avenues à explorer :

- Revoir la structure de financement des organismes d'aide à l'établissement afin de leur procurer le financement de base essentiel à leur stabilité financière.
- Encourager les immigrantes et les réfugiées à faire du bénévolat en s'attaquant aux obstacles qui les en empêchent, liés notamment à la garde des enfants et au transport.
- Financer les organismes d'aide à l'établissement afin qu'ils offrent des programmes destinés aux immigrantes et aux réfugiées qui parlent l'anglais, mais qui pourraient néanmoins tirer profit du capital social dérivé de ces organismes.

Emploi – le processus et les résultats du capital social pour les immigrantes et les réfugiées

Selon les résultats de la recherche, si les différentes formes de capital social peuvent procurer des débouchés d'emploi aux immigrantes et aux réfugiées, le lien de cause à effet n'est pas unidirectionnel. Effectivement, l'emploi apparaît comme une résultante du capital social, mais il agit aussi comme processus de génération et d'accès pour les immigrantes. Les entrevues le montrent sans équivoque : pour beaucoup de répondantes, le travail a été générateur de capital social puisqu'il les a mises en contact avec des personnes qu'elles n'auraient pas fréquentées normalement. En conséquence, si le capital social donne accès à l'emploi, l'emploi procure par ricochet des occasions de nouer des amitiés et de bâtir des réseaux. Les femmes qui ne travaillent pas sont plus isolées, alors que celles qui occupent un emploi y trouvent l'occasion de tisser des amitiés avec différents types de personnes. Les chômeuses constatent que leur situation nuit à leur santé, à cause, par exemple, des états dépressifs et du stress accru qui en sont les corollaires. Les répondantes aux entrevues de fond étant pour la plupart sans emploi, leurs revenus sont très faibles. Elles attribuent leur situation à la non-reconnaissance et à une sous-utilisation de leurs compétences et expériences acquises à l'étranger. Bref, la situation vis-à-vis de l'emploi a des répercussions sur toutes les sphères de la vie des femmes.

Le gouvernement pourrait intégrer la dimension du capital social dans ses politiques et ses programmes en intégrant divers modèles d'aide à l'emploi qui seraient une extension du travail des organismes d'aide à l'établissement auprès des immigrantes. Il pourrait notamment verser des subventions aux organismes communautaires pour qu'ils offrent des services de garde d'enfants et de transport aux immigrantes et aux réfugiées en recherche active d'emploi; revoir les critères de financement qui limitent l'admissibilité des immigrantes et des réfugiées aux divers programmes de formation. Ainsi, la formation en informatique est offerte principalement aux immigrantes et aux réfugiées qui suivent des cours d'anglais, mais celles qui parlent l'anglais devraient aussi y avoir accès. Les offres d'emploi et les services de placement des grands organismes devraient être rendus plus accessibles à la clientèle immigrante, par la voie, entre autres, de mécanismes d'information et de promotion dynamiques à l'intention des groupes ethniques de la communauté. Les organismes d'aide à l'établissement qui n'ont pas de service d'emploi devraient envisager d'en créer un étant donné l'importance de ce domaine pour les immigrantes et les réfugiées. Les politiques devraient prévoir des instruments de financement axés sur la mise à niveau des compétences des immigrantes et des réfugiées afin de leur permettre de reconstruire leur capital humain. Tous les ordres de gouvernement doivent appuyer activement les mesures mises en place pour abolir les obstacles à la réintégration de la main-d'oeuvre professionnelle formée à l'étranger dans le marché du travail. Les politiques doivent soutenir les programmes de sensibilisation et d'éducation du grand public qui mettent en valeur la qualité des professionnelles et des professionnels formés à l'étranger et leur apport immense dans tous les domaines de l'économie canadienne.

Religion et spiritualité, à la fois sources et formes de capital social pour les immigrantes et les réfugiées

L'enquête transversale et les entrevues de fond confirment l'influence de la religion dans la formation des réseaux sociaux des femmes. Leur affiliation à divers organismes religieux leur a été salubre pour affronter la multitude de défis qui sont le lot quotidien des femmes immigrantes et réfugiées radicalisées au Canada. La religion et la spiritualité constituent des sources de capital social tellement déterminantes pour les femmes qu'il serait tentant d'instituer le *capital religieux* comme catégorie à part entière. La religion et la spiritualité sont associées à des résultats positifs, dans les domaines de la santé et du bien-être notamment. Il ressort des entrevues de fond que la religion et la spiritualité sont perçues comme des inhibiteurs du stress parce qu'elles enseignent des vertus telles que la patience, la persévérance, etc. Elles procurent aussi aux femmes des avantages concrets, pour trouver un logement, par exemple. En dépit de ces bienfaits, l'enquête transversale a révélé que des immigrantes et des réfugiées associées à des organismes religieux et spirituels pouvaient être défavorisées lorsqu'elles veulent obtenir des services de santé ou un emploi. On ne se trompe sans doute pas en soupçonnant que l'absence de liens entre certains organismes religieux et les autres organismes communautaires frustre les femmes de « capital social de rapprochement » qui pourrait les mettre en contact avec des ressources propres à faciliter leur accès aux soins de santé et à l'emploi. Par nature, les organismes religieux sont sources de « capital social de fusion », qui incite un repli des membres vers leurs cercles d'amitié et les autres membres. Le gouvernement pourrait intégrer la dimension du capital social dans ses politiques et ses programmes en adoptant des mesures novatrices de soutien à la collaboration entre les organismes religieux et ceux du secteur sans but lucratif. Par exemple, il faudrait concevoir et soutenir des programmes conjoints d'aide à l'établissement auxquels collaboreraient des organismes communautaires et des organismes religieux.

Capital social, santé et bien-être des immigrantes et des réfugiées

L'incidence du capital social sur la santé et le bien-être des immigrantes et des réfugiées revêt de multiples dimensions, la santé et le bien-être étant inextricablement subordonnés à leurs conditions de vie en général. Ainsi, leur état de santé et leur bien-être dépendent de leur situation professionnelle qui, elle, est fonction de leur capacité à tisser des liens et des réseaux. Les entrevues auprès des organismes ont montré que les organismes communautaires savent pourquoi il est si difficile pour les immigrantes et les réfugiées radicalisées d'avoir accès aux services de santé dans le comté de Windsor-Essex, l'un de ces obstacles étant qu'il s'agit d'une région sanitaire insuffisamment desservie selon la classification du gouvernement. Par conséquent, des organismes d'aide à l'établissement ont mis sur pied des services de dépistage en matière de santé à l'intention des nouvelles arrivées (par exemple, examen clinique des seins, frottis vaginaux, etc.). Pour mieux structurer leur combat contre certains obstacles auxquels se heurtent les nouvelles arrivées dans le régime de santé, des organismes communautaires du comté de Windsor-Essex ont formé une coalition en 2002, la Community Partners for Multicultural Health. Les efforts déployés par les organismes communautaires pour leur faciliter la vie expliquent sans doute pourquoi les femmes qui y font appel ont plus facilement accès aux services de santé que les femmes affiliées à d'autres groupes. Les entrevues de fond révèlent que la connaissance qu'ont les femmes de leur propre

corps est souvent discréditée. On constate un lien réciproque entre la situation vis-à-vis de l'immigration, le sexe et le bien-être psychologique des femmes.

Le gouvernement pourrait intégrer la dimension du capital social dans ses politiques et ses programmes en habilitant les organismes communautaires à jouer un rôle actif de médiateurs entre les femmes et le régime de santé. À cette fin, il faudrait examiner la possibilité d'instaurer un centre ou un programme communautaire de santé qui s'adressera expressément à une clientèle de femmes immigrantes dans le comté de Windsor-Essex, à l'image de ceux qui existent déjà dans certaines agglomérations urbaines à forte densité de populations immigrantes, dont les centres torontois Immigrant Women's Health Centre, Women's Health in Women's Hands, Access Alliance Multicultural Health Centre.

Recommandations stratégiques

La recherche stratégique sur la répartition du capital social dans un contexte d'inégalités, attribuables notamment à la race, au statut de personne immigrante et au sexe, doit englober les macropolitiques sociales et économiques dont l'absence ou la présence joue énormément sur la formation du capital social d'une communauté. C'est le cas notamment des politiques d'accès des immigrantes professionnelles au monde du travail. Le refus de voir cette réalité en face et l'habitude qui a été prise de demander aux communautés marginalisées de se prendre en main risquent d'épuiser leurs ressources, de nourrir les rancunes et d'enlever toute efficacité aux politiques liées au capital social. Lynch *et al.* (2000, p. 201) ont bien montré les limites des recherches sur les politiques en matière de capital social qui font abstraction des inégalités sociales : « [traduction] Qui a pris la peine de se demander si le parti pris actuel d'autonomisation de communautés par ailleurs privées de droits matériels et politiques ne procède pas en fait d'une condamnation des victimes à l'échelle communautaire? »

Parce que le capital social fait partie intégrante de la société civile, la recherche stratégique en matière de capital social doit prévoir les tensions et les négociations qui sont le corollaire inévitable de toute recommandation stratégique qui vise l'action gouvernementale. La *manière* dont cette action sera articulée revêt tout autant d'importance que la *nature* des interventions recommandées. Dans cette optique, les recommandations stratégiques formulées à partir de la synthèse des résultats de notre recherche répondent aux grandes questions suivantes :

- Comment une politique peut-elle encourager les manifestations du capital social bénéfiques pour le bien-être des femmes en général et des immigrantes en particulier, en tenant compte de l'effet conjugué de facteurs d'oppression comme la race, l'âge et la classe sociale?
- Comment une politique peut-elle s'attaquer aux causes déterminantes des inégalités dont sont victimes les femmes immigrantes et réfugiées, qui peuvent avoir un lien étroit avec le capital social?

- Comment une politique peut-elle stimuler la constitution des diverses formes de capital social (de fusion, de rapprochement et de liaison) par les femmes?
- Comment une politique peut-elle mettre en valeur l'apport « réel » des immigrantes et des réfugiées à l'économie, par leur travail non rémunéré et leurs activités de soin, en diminuant les obstacles qui privent ces femmes de la possibilité de créer certains types de capital social et d'y avoir accès?

Le rôle des organismes communautaires dans la constitution du capital social

Les politiques doivent viser les objectifs suivants :

1. Renflouer le financement de base des organismes d'aide à l'établissement pour leur redonner la capacité d'offrir des programmes de qualité qui favorisent la constitution de capital social pour les immigrantes et les réfugiées.
2. Encourager et soutenir les activités bénévoles des immigrantes et des réfugiées, ainsi que leur participation à des activités sociales et collectives, qui toutes enrichissent leurs réseaux et leur confiance sociale. Abolir les obstacles à cette participation en leur accordant un montant pour payer les frais de garde d'enfants et le transport.
3. Habilitier les organismes d'aide à l'établissement à concevoir et à offrir des programmes semblables aux cours d'anglais CLIC (programme gratuit, avec remboursement des frais de garde et de transport) à l'intention des femmes immigrantes et réfugiées qui parlent anglais, mais qui tireraient avantage du capital social issu de ces organismes.

L'interdépendance entre l'emploi et le capital social

Les politiques doivent viser les objectifs suivants :

4. Financer les initiatives de mise à niveau des compétences et de reconstruction du capital humain des immigrantes et des réfugiées. Tous les ordres de gouvernement devraient appuyer activement les mesures actuelles visant à faciliter la réintégration des professionnelles et des professionnels formés à l'étranger dans le marché du travail.
5. Soutenir les programmes de sensibilisation et d'éducation du public qui mettent en valeur la qualité des professionnelles et des professionnels formés à l'étranger, de même que leur apport inestimable à tous les secteurs de l'économie canadienne.
6. Verser des subventions aux organismes communautaires afin qu'ils soutiennent les immigrantes et les réfugiées en recherche d'emploi en leur accordant un montant pour payer les frais de garde et de transport, par exemple.
7. Demander que les services de placement en emploi des grands organismes soient rendus accessibles à la clientèle des personnes immigrantes et réfugiées, en faisant une promotion dynamique auprès des groupes ethniques de la communauté.

8. Inciter fortement les organismes d'aide à l'établissement à intégrer dans leur programme une composante d'aide à l'emploi, si elle n'existe pas déjà, étant donné l'importance du travail dans la vie des femmes immigrantes et réfugiées.

La religion, la spiritualité et le capital social

Les politiques doivent viser les objectifs suivants :

9. Susciter la collaboration entre le secteur sans but lucratif et les organismes religieux par l'octroi de subventions à des programmes conjoints d'aide à l'établissement auxquels participeraient des organismes communautaires et religieux.

La santé, le bien-être et le capital social

Les politiques doivent viser les objectifs suivants :

10. Renforcer la capacité des organismes communautaires à jouer les médiateurs entre le régime de santé et les immigrantes ainsi que les réfugiées.
11. Créer un programme de santé communautaire axé sur les femmes immigrantes et réfugiées du comté de Windsor-Essex, inspiré de modèles éprouvés dans d'autres agglomérations urbaines.

Limites de la recherche

Nous avons opté pour une démarche axée sur le dialogue communautaire, laquelle préconise la diversification des moyens et la participation dynamique de la communauté. Cette méthode semblait la plus à propos pour saisir l'incidence du capital social sur le bien-être des immigrantes représentant diverses communautés ethnoculturelles, ce qui n'empêche pas qu'elle présente certaines limites d'ordre méthodologique. Lather (1996; cité dans Denzin et Lincoln 2000 : 415), se faisant le défenseur de l'autocritique en matière de recherche, souligne que « *[traduction]* la perspective est inversée, le texte étant considéré de manière à remettre en doute la véracité de ce qu'il affirme ». C'est avec ce souci de vérité que nous devons jeter un regard critique sur la DADC et sur l'ensemble du processus de recherche, à la recherche des failles possibles. L'une des premières lacunes manifestes a trait au regroupement de communautés immigrantes hétérogènes en quatre grands groupes, pour les besoins de l'analyse. Ainsi, la région formée par l'Asie de l'Ouest et le Moyen-Orient englobe en fait 17 pays de cultures et de langues différentes. Malgré ces disparités, on retrouve quand même dans ces quatre grandes communautés d'importantes similarités à l'origine de liens solides entre elles. Les communautés ainsi regroupées partagent des expériences marquantes liées au statut qui est le leur en sol nord-américain, une caractérisation raciale qui influe sur l'établissement, les interactions et les liens entretenus avec la terre d'adoption. Cette conception quelque peu nuancée du sentiment identitaire partagé a prévalu sur les critères géographiques dans le regroupement des différentes communautés.

Pour ce qui est de l'enquête transversale, la principale limite relève du caractère non aléatoire de l'échantillonnage. La stratégie d'échantillonnage selon les personnes

interrogées, que nous avons adaptée, peut avoir causé certaines distorsions liées au recrutement et à l'autosélection. Cette lacune méthodologique rend notre échantillon non statistiquement représentatif, ce qui nous empêche d'étendre nos conclusions à d'autres populations similaires. Les entrevues de fond, menées selon la technique de l'entrevue longue (McCracken, 1988), nous renseignent sur la façon dont les immigrantes tissent des réseaux et des liens qui cimentent leurs racines dans leur nouveau pays. Des services d'interprète ont été requis pour 4 des 20 entrevues; ces services ont été rémunérés dans 2 cas mais, dans les 2 autres, les sujets ont demandé qu'ils soient confiés à des membres de leur famille. Il serait justifié de mettre en doute la précision des traductions des entrevues confiées à des membres de la famille. Cependant, puisque les enquêtes qualitatives font appel à l'interprétation, on peut considérer que la confiance et la connaissance mutuelles entre les sujets et leur interprète renforcent la probabilité que la traduction ait profité de la connaissance intime de la vie des sujets.

Pistes de recherche à explorer

La présente recherche portait sur les modes de formation du capital social (dans sa dimension hétéroarchique, c'est-à-dire sur les plans communautaire, organisationnel et individuel) et sur la façon dont y accèdent des femmes immigrantes du comté de Windsor-Essex. L'autre volet embrassait les bénéficiaires et les résultats de l'utilisation de ce capital social. Malgré leur caractère ambitieux, nous considérons avoir largement atteint les objectifs fixés. Nous comprenons mieux comment s'articule le concept du capital social dans la vie de femmes immigrantes appartenant à des communautés marquées par leurs caractéristiques raciales. Néanmoins, il reste plusieurs zones d'ombre à explorer. Premièrement, notre recherche s'étant confinée à des immigrantes membres de minorités visibles réparties dans quatre grands groupes hétérogènes, il serait intéressant d'étudier l'expérience des femmes d'une communauté homogène. Deuxièmement, nous avons fait une analyse exhaustive de divers organismes communautaires, s'adressant dans de nombreux cas exclusivement aux personnes immigrantes. Pour mieux comprendre comment le sexe peut être déterminant du capital social dans le cas des immigrantes, il serait bon de poursuivre la recherche sur l'incidence du sexe sur la structure, la régie et le fonctionnement des organismes. Troisièmement, nos travaux ont montré que les femmes qui parlent mieux l'anglais n'accumulent pas autant de capital social que celles qui le parlent moins bien parce que ces dernières tissent des liens au sein des organismes communautaires où elles suivent des cours d'anglais langue seconde. Il serait intéressant de savoir si la même conclusion vaut pour d'autres communautés en Ontario ou ailleurs au Canada. Nous avons constaté par ailleurs que les organismes religieux enrichissent le capital social de fusion des immigrantes. Existe-t-il des différences à ce chapitre entre les immigrantes qui sont exclusivement affiliées à des organismes religieux et celles qui font partie à la fois d'organismes religieux et d'organismes sources de capital social de rapprochement? Le dernier champ de réflexion proposé porte sur les écarts pouvant découler des valeurs des femmes, de leur famille et de leurs organismes religieux.

Conclusion

Nous comprenons mieux comment les dimensions du capital social qui sont liées au sexe s'articulent en fonction de l'immigration, de la race et de la culture. Nous retenons de nos travaux que le capital social a effectivement une incidence sur le bien-être des femmes immigrantes et réfugiées. Les liens entretenus avec leurs amies et amis, leur famille, des organismes religieux et des organismes communautaires, que l'on associe tantôt à du capital social de fusion, de rapprochement ou de liaison, leur procurent de multiples bienfaits tangibles et intangibles. Si le capital social de fusion que génèrent les liens créés avec les cercles amicaux et familiaux est essentiel durant la période d'installation suivant immédiatement l'arrivée au Canada (une période de recherche intense d'un toit, d'un travail temporaire, etc.), c'est leur adhésion à des organismes communautaires, où elles suivent le plus souvent des cours d'anglais, qui leur ouvre la porte des services de santé, du bénévolat et de l'emploi. Plus les femmes entretiennent des liens fructueux avec des organismes communautaires, plus elles en tirent des bénéfices. Nous avons examiné comment ces constatations pouvaient éclairer les politiques gouvernementales et énoncé les principaux éléments à « exploiter » en ce sens. Le rapport propose plusieurs façons d'intégrer la dimension du capital social dans les politiques et les programmes afin de stimuler l'enrichissement du capital social des femmes immigrantes et réfugiées. Des recommandations stratégiques sont formulées pour chacun de ces domaines.

ANNEXE A : ORGANISMES DONT LE PROFIL A ÉTÉ DRESSÉ

Organisme	Nom de la répondante ou du répondant	Titre ou poste de la répondante ou du répondant	Classification
Multicultural Council of Windsor/Essex County	Kathleen Thomas	Directrice	Bien établi
Sandwich Community Health Centre	Dominic Boyd; Danah Beaulieu	Travailleur social; coordonnatrice de programme	Bien établi
South Asian Senior Citizen's Centre	Pilal Manku et Davendra Gupta	Fondateur, président et secrétaire	Nouveau
South Essex Community Council	Linda Rutgers	Directrice adjointe	Bien établi
Legal Assistance of Windsor	Shelley Gilbert	Travailleuse sociale	Bien établi
Women's Enterprise Skills Training	Rose A. Hurst	Directrice	Bien établi
South Asian Centre	Veena Varma	Directrice	Établi
Filipino Community Centre	Ana	Conseil d'administration – Secrétaire	Nouvellement établi
New Canadians Centre of Excellence	Reza Shahbazi	Directrice	Bien établi
Windsor Jewish Federation et Community Centre	Harvey Kessler	Directeur	Bien établi
Youth Connections	Kenny Gbadebo	Directeur	Bien établi
Colombian Association of Windsor and Essex County	Adelina Bechard	Présidente	Nouvellement établi
Well-Come Centre for Human Potential	Pat Taman	Directeur	Bien établi
Windsor Women's Incentive Centre	Kelly Schwab	Directrice adjointe	Bien établi
African Canadian Community Centre	Nancy Allen	Directrice de programme	Nouveau
Unemployed Help Centre	Pamela Pons	Directrice	Bien établi
Windsor/Essex Family YMCA (New Canadians Program)	Zeljka Bogunovic	Coordonnatrice de programme	Bien établi
Essex County Chinese Canadian Association	Stephen Tsui	Président	Nouvellement établi
Windsor District Black Coalition	Andrea Moore	Présidente	Bien établi
Windsor Women Working with Immigrant Women	Padmini Raju	Directrice	Bien établi
Centre de ressources en emploi – Ontario au travail	Sue Ellis	Directrice	Bien établi
African Community Organization of Windsor	John Lyanga	Président	Nouveau

ANNEXE B : GUIDE D'ENTREVUE AUPRÈS DES ORGANISMES

A. Caractéristiques de l'organisme

1. Nom de l'organisme
2. Type d'organisme (services communautaires, culturels, religieux)
3. Ville
4. Membres (groupes ethniques; femmes; personnes âgées; jeunes)
5. Nombre d'employées ou d'employés

B. Origines et évolution

1. Comment votre organisme a-t-il vu le jour? Quels ont été les facteurs précurseurs de sa création (mandat gouvernemental; décision de la communauté; proposition d'un ONG [organisme non gouvernemental] externe)?
2. À quels types d'activités a-t-il participé?
3. Dans quelle mesure sa structure et son objet ont-ils évolué? Quel est le principal mandat de votre organisme actuellement?
4. Au fil de son évolution, quel type de soutien l'organisme a-t-il reçu de l'extérieur? A-t-il bénéficié de conseils ou de financement, ou d'une autre forme d'appui du gouvernement? En a-t-il reçu de la part de sources autres que le gouvernement? Comment a-t-il obtenu ce soutien? Qui en est l'instigateur? Comment ce soutien a-t-il été prodigué? Quels avantages et quelles contraintes pour l'organisme ont découlé de ce soutien?

C. Utilisatrices et utilisateurs des services (la clientèle)

1. Pouvez-vous décrire les membres de votre organisme? Quelles raisons les incitent à s'engager? S'agit-il de toutes les personnes de la communauté? Dans le cas contraire, pourquoi ne rejoint-il pas toute la communauté?
2. Pourquoi des personnes adhèrent-elles à l'organisme ou veulent-elles y contribuer (à titre de membres du personnel, de leaders ou de membres du conseil d'administration)? Est-il difficile de les motiver à poursuivre leurs activités au sein de l'organisme? Quels types de demandes ou d'exigences ces personnes imposent-elles à la direction et à l'organisme?
3. Les membres les plus dynamiques de l'organisme font-elles ou font-ils partie d'autres organismes de la communauté ou de la région? Est-ce que ces membres ont tendance à adhérer à un seul organisme ou à plusieurs en même temps? Pouvez-vous expliquer pourquoi?

D. Compétence organisationnelle

- 1, Comment qualifieriez-vous la capacité de *leadership* de l'organisme, sur le plan...
 - de la stabilité?
 - du nombre de membres au conseil d'administration et dans la direction, ainsi que de leur disponibilité?
 - de la diversité et de l'hétérogénéité du leadership?
 - des aptitudes et des compétences des leaders?
 - du lien entretenu par les leaders avec le personnel et la communauté?

- 2, Comment qualifieriez-vous la qualité de la *participation* de l'organisme, sur le plan...
 - de l'assiduité aux réunions internes et à l'externe, dans d'autres organismes?
 - de la contribution au processus décisionnel de l'organisme?
 - de la circulation de l'information nécessaire à la prise de décision?
 - des possibilités spontanées de discuter des décisions?
 - des processus de consultation des organismes de la base ou de la communauté?
 - de l'ouverture, y compris la prise en compte des avis contraires et l'intégrité des discussions?
 - de l'information au sujet des décisions prises?
 - de l'accueil des groupes de la communauté qui se sentent exclus de l'organisme? De quels groupes s'agit-il?
 - de la participation de membres de familles mieux nanties (de l'élite) dans l'organisme?

E. Liens interorganismes

1. Comment qualifiez-vous les liens entretenus par votre organisme avec d'autres organismes communautaires? Quand ressentez-vous le besoin de collaborer ou d'établir des liens avec eux?
2. Entretenez-vous des liens avec des organismes extérieurs à votre communauté? Si oui, avec lesquels? Quelle est la nature de ces liens?
3. Pensez-vous être suffisamment au courant des programmes et des activités qu'offrent les autres organismes? Quelles sont vos sources d'information?
4. Avez-vous déjà essayé de faire du jumelage ou de collaborer avec d'autres organismes pour atteindre un objectif bénéfique pour les deux? Les organismes de la communauté fonctionnent-ils souvent ainsi?

F. Liens avec le gouvernement

1. Pouvez-vous décrire votre relation avec le gouvernement? Avez-vous déjà sollicité l'aide du gouvernement? Dans l'affirmative, comment les choses se sont-elles déroulées? Quel palier de gouvernement trouvez-vous le plus coopératif (municipal, provincial, fédéral)? Votre organisme a-t-il déjà reçu des demandes particulières de la part du gouvernement?
2. Votre organisme est-il affilié à un programme gouvernemental? À quels programmes gouvernementaux votre organisme participe-t-il? Pourquoi ces

programmes en particulier? Quel est le rôle de votre organisme dans ces programmes? Ce programme a-t-il des caractéristiques qui favorisent la collaboration de votre organisme?

3. Recevez-vous suffisamment d'information concernant les programmes et les activités du gouvernement? Quelles sont vos sources d'information?
4. Avez-vous essayé de transmettre vos commentaires au gouvernement? Si oui, dans quelles situations? Quels ont été les résultats? Avez-vous éprouvé des difficultés et, si oui, lesquelles?
5. Votre organisme a-t-il été invité à participer à l'un des nombreux processus de planification du gouvernement? Quelles sont vos impressions concernant ces mécanismes de planification?

ANNEXE C : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE TRANSVERSALE

Questionnaire sur le capital social et le bien-être des immigrantes

RÉSEAUX SOCIAUX

1. Depuis combien de temps vivez-vous au Canada?

- Moins d'un an 1 à 2 ans 2 à 3 ans 3 à 4 ans 4 à 5 ans 5 ans et plus
 Autre. Précisez : _____

2. Dans quelle catégorie avez-vous fait votre demande d'immigration? (Cochez une seule réponse.)

- Regroupement familial (Vous étiez parrainé ou parrainée par une personne de la famille immédiate.)
 Travailleuse qualifiée ou travailleur qualifié (Votre admissibilité à l'immigration est liée à vos compétences : scolarité, langues parlées et expérience professionnelle.)
 Immigration économique
 Personne réfugiée
 Autre. Précisez : _____

3. À votre avis, dans quelle mesure votre volonté a-t-elle été prise en compte dans la décision de venir au Canada?

- Pas du tout
 Un peu
 Beaucoup
 Entièrement
 Total refus

4. En règle générale, comment qualifieriez-vous votre connaissance du Canada avant votre venue?

- Nulle
 Maigre
 Moyenne
 Assez bonne

5. Quelle a été votre principale source d'information sur le Canada avant votre immigration? (Cochez une seule réponse.)

- | | | |
|---|---|---|
| <input type="radio"/> Membres de la famille | <input type="radio"/> Internet | <input type="radio"/> Autre. Précisez : _____ |
| <input type="radio"/> Amies et amis | <input type="radio"/> Bureau de l'immigration | |
| <input type="radio"/> Livres et magazines | <input type="radio"/> Télévision | |

6. Où avez-vous obtenu de l'aide pour vos préparatifs essentiels (logement, emploi) avant de partir? (Cochez une seule réponse.)

- | | |
|--|---|
| <input type="radio"/> Aucuns préparatifs | <input type="radio"/> Groupe/organisme ethnique |
| <input type="radio"/> Tout fait moi-même | <input type="radio"/> Groupe/organisme religieux |
| <input type="radio"/> Aide de la famille | <input type="radio"/> Groupe/organisme grand public |
| <input type="radio"/> Aide d'amies et d'amis | <input type="radio"/> Autre. Précisez : _____ |

7. Combien d'amies ou d'amis aviez-vous à votre arrivée au Canada?

Nombre d'amies ou d'amis

--	--

8. Quels avantages avez-vous tirés de ce réseau social au moment de votre arrivée? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Orientation et information au sujet du nouveau pays | <input type="checkbox"/> Aide pour soumettre diverses demandes (RASO, NAS, permis de conduire) |
| <input type="checkbox"/> Aide financière | <input type="checkbox"/> Aide pour trouver un logement |
| <input type="checkbox"/> Soutien affectif | <input type="checkbox"/> Autre. Précisez : _____ |
| <input type="checkbox"/> Liens vers d'autres personnes | <input type="checkbox"/> Sans objet |
| <input type="checkbox"/> Visites amicales et socialisation | |

9. Dans les douze premiers mois suivant votre arrivée, où avez-vous trouvé des amies et amis et des connaissances? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

- Dans des groupes et des organismes culturels de ma communauté ethnique
- Dans des groupes et des organismes grand public (groupes et organismes anglophones)
- Dans des groupes et des organismes religieux de ma communauté ethnique
- Dans le voisinage
- Aux cours d'anglais et dans d'autres programmes communautaires
- Autre. Précisez : _____
- Sans objet

10. Si vous aviez besoin tout de suite d'une petite somme d'argent (équivalent d'une semaine de salaire), combien de personnes à l'extérieur de votre foyer seraient prêtes à vous passer cet argent sur-le-champ?

- Personne
- Une ou deux personnes
- Trois ou quatre personnes
- Cinq personnes ou plus

11. Si vous deviez partir soudainement pour une journée ou deux, pourriez-vous compter sur des personnes de votre voisinage pour garder les enfants?

- Tout à fait
- Probablement
- Probablement pas
- Certainement pas
- Sans objet

12. Dans les douze derniers mois, combien de personnes ayant un problème personnel vous ont demandé de l'aide?

Nombre de personnes

--	--

13. La population canadienne compte des membres de toutes races et de toutes cultures. Il se peut que vous fassiez partie de plus d'un groupe dans la liste suivante. Êtes-vous...

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : Lisez tous les choix de réponse.] (Cochez six réponses au maximum.)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> De race blanche? | <input type="checkbox"/> Latino-Américaine ou Latino-Américain? |
| <input type="checkbox"/> Italienne ou Italien? | <input type="checkbox"/> Sud-Est-Asiatique? (Vietnamienne ou Vietnamien, Combodgienne ou Combodgien, etc.) |
| <input type="checkbox"/> Portugaise ou Portugais? | <input type="checkbox"/> Arabe? |
| <input type="checkbox"/> Chinoise ou Chinois? | <input type="checkbox"/> Ouest-Asiatique? (Iranienne ou Iranien, Afghane ou Afghan, etc.) |
| <input type="checkbox"/> De race noire? | <input type="checkbox"/> Japonaise ou Japonais? |
| <input type="checkbox"/> Est-Asiatique? | <input type="checkbox"/> Coréenne ou Coréen? |
| <input type="checkbox"/> Sud-Asiatique? (Indienne ou Indien, Sri-Lankaise ou Sri-Lankais, etc.) | <input type="checkbox"/> Autochtone (Indienne ou Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Métisse, Inuite ou Inuit) |
| <input type="checkbox"/> Africaine ou Africain? | <input type="checkbox"/> Autre? Précisez : _____ |
| <input type="checkbox"/> Antillaise ou Antillais? | <input type="checkbox"/> Refuse de répondre |
| <input type="checkbox"/> Philippine ou Philippin? | <input type="checkbox"/> Ne sait pas |

14. J'aimerais maintenant savoir de quelles façons votre origine raciale ou ethnique ou votre culture influencent votre vie sociale. À votre connaissance, combien de vos amies et amis ont la même ascendance ethnique que vous?

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Toutes et tous | <input type="checkbox"/> Je n'ai pas d'amis au Canada (pas du tout) |
| <input type="checkbox"/> La plupart | <input type="checkbox"/> Refuse de répondre |
| <input type="checkbox"/> La moitié environ | <input type="checkbox"/> Ne sait pas |
| <input type="checkbox"/> Beaucoup | |

15. Sur une échelle de 1 à 5, 1 équivalant à Aucune importance et 5 à Grande importance, quelle importance accordez-vous au maintien des coutumes et des traditions de votre groupe ethnique telles que les congés, les fêtes, l'alimentation, les vêtements ou l'art?

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : La répondante ou le répondant peut estimer que c'est important même en ne les respectant pas pour l'instant.]

- | | | | | |
|--|--------------------------------------|----------------------------|----------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> 1 – Aucune importance | <input type="checkbox"/> 2 | <input type="checkbox"/> 3 | <input type="checkbox"/> 4 | <input type="checkbox"/> 5 – Grande importance |
| <input type="checkbox"/> Refuse de répondre | <input type="checkbox"/> Ne sait pas | | | |

16. Dans quelle mesure les médias ethniques (journaux, radio, télévision, magazines, sites Web) vous ont-ils été utiles lors de votre établissement pour vos besoins comme le logement, l'emploi, l'apprentissage de l'anglais, l'information et l'orientation?

- | | | | |
|--------------------------------------|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Très utiles | <input type="checkbox"/> Utiles parfois | <input type="checkbox"/> Un peu utiles | <input type="checkbox"/> Aucunement utiles |
|--------------------------------------|---|--|--|

17. Comparativement aux médias ethniques, dans quelle mesure les médias grand public vous ont-ils été utiles lors de votre établissement pour vos besoins comme le logement, l'emploi, l'apprentissage de l'anglais, l'information et l'orientation?

- | | | | |
|--------------------------------------|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Très utiles | <input type="checkbox"/> Utiles parfois | <input type="checkbox"/> Un peu utiles | <input type="checkbox"/> Aucunement utiles |
|--------------------------------------|---|--|--|

ENGAGEMENT CIVIQUE

18. De tous les groupes dont vous faites partie, vous ou les membres de votre ménage, lesquels revêtent le plus d'importance pour tout le monde? [INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : notez les noms des groupes.]

GROUPE 1 _____

GROUPE 2 _____

Aucune affiliation à un groupe

- 19. De quel type de groupe ou d'organisme s'agit-il?** [INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : Si la réponse pouvait être placée dans plus d'une catégorie, choisissez celle qui décrit le mieux le type d'activité.] (Cochez une seule réponse par groupe.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
Club ou équipe de sport	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Groupe religieux (église, temple, synagogue, mosquée, études religieuses, chorale d'église)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Organisme communautaire (YMCA/YWCA, centre communautaire)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Société philanthropique (Kiwans, Rotary, auxiliaires bénévoles à l'hôpital)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Organisme caritatif (Société du cancer)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Groupe culturel (troupe de danse, chorale, troupe de théâtre, peinture)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Club de loisirs (club de jardinage, du livre)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Société historique ou patrimoniale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Groupe politique ou civique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Organisme de jeunes (scouts, guides, club garçons et filles)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Groupe associé à l'école (conseils d'établissement, bénévolat à l'école)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Association professionnelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Association ethnique et de personnes immigrantes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre. Précisez : _____	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Refuse de répondre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ne sait pas	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

- 20. Au cours des douze derniers mois, combien de fois avez-vous participé aux activités du principal organisme dont vous faites partie?**

Au moins une fois par semaine Refuse de répondre
 Au moins une fois par mois Ne sait pas
 Au moins trois fois durant l'année
 Une ou deux fois durant l'année
 Jamais

- 21. Vous est-il arrivé, au cours des douze derniers mois, d'aider bénévolement votre organisme principal pour la tenue d'une activité?**

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : Notez chaque activité non rémunérée faite au nom ou au sein de cet organisme : collecte de fonds; campagne de promotion; travail au sein du conseil d'administration, d'un comité ou administratif; encadrement ou formation; prestation de soins, d'aide ou de soutien; transport ou livraison; construction ou rénovations, etc. Excluez le soutien financier.]

Non Oui Refuse de répondre Ne sait pas

- 22. Combien de fois au cours des douze derniers mois une personne de votre ménage a-t-elle participé aux activités de ce groupe, en assistant à des réunions ou en collaborant à des tâches collectives, par exemple?**

GROUPE 1

--	--

GROUPE
2

--	--

Nombre de fois

23. Comment devient-on membre de ce groupe? (Cochez une seule réponse par groupe.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
Par la naissance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
En y adhérant	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sur invitation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Volontairement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre. Précisez : _____	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

24. Les membres de ce groupe sont-elles ou sont-ils, pour la plupart, (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
a. du même quartier?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. de la même famille ou parenté?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. de même religion?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. de même sexe?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. du même âge?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. du même groupe ethnique ou linguistique, de la même race, caste ou tribu?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
g. du même métier?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
h. de métiers différents?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
i. du même domaine d'études ou niveau de scolarité?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
j. de domaines d'études ou de niveaux de scolarité différents?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
k. de la même classe de revenu?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L. de classes différentes de revenu (riches ou pauvres)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

25. Quel est le principal avantage de ce groupe? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
a. Revenu ou accès aux services amélioré pour mon ménage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. Sécurité en cas d'urgence	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. Avantage pour la communauté	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. Plaisir, loisirs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. Statut social; estime de soi	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. Autre. Précisez : _____	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

26. Depuis votre arrivée au Canada, votre participation à ces groupes ou organismes a-t-elle changé? (Cochez une seule réponse par groupe.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
Aucunement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Elle a diminué	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Elle a augmenté	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Elle a varié	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sans objet	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

27. Ce groupe a-t-il aidé votre ménage à accéder à l'un des domaines de services ci-dessous?

(Cochez tous les réponses qui s'appliquent.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
a. Éducation et formation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
b. Services de santé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
c. Aide sociale et services communautaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
d. Activités culturelles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
e. Emploi	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
f. Connaissance juridique et droits de la personne	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
g. Autre. Précisez : _____	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

28. Ce groupe travaille-t-il ou a-t-il des interactions avec d'autres groupes qui partagent les mêmes objectifs à l'extérieur de la ville ou du quartier? (Cochez une seule réponse par groupe.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
Non	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Oui, à l'occasion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Oui, souvent	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

29. Ce groupe travaille-t-il ou a-t-il des interactions avec d'autres groupes qui partagent les mêmes objectifs à l'intérieur de la ville ou du quartier? (Cochez une seule réponse par groupe.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
Non	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Oui, à l'occasion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Oui, souvent	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

30. Quelle est la principale source de financement du groupe? (Cochez une seule réponse par groupe.)

	GROUPE 1	GROUPE 2
Droits d'adhésion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres sources dans la communauté	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sources extérieures à la communauté	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

AUTONOMIE ET BIEN-ÊTRE

31. Selon vous, dans quelle mesure êtes-vous maître des décisions qui touchent votre quotidien au Canada?

- Jamais
- Très peu
- Quelque peu
- La plupart du temps
- Toujours

32. En règle générale, dans quelle mesure vous considérez-vous heureuse ou heureux?

- Très heureuse ou heureux
- Plutôt heureuse ou heureux
- Ni l'un ni l'autre
- Plutôt malheureuse ou malheureux
- Très malheureuse ou malheureux

33. Comment évaluez-vous votre état de santé global actuel?

- Excellent
- Bon
- Assez bon
- Mauvais

34. Vous sentez-vous chez vous au Canada?

- Tout à fait Plutôt Un peu Aucunement

35. Pour beaucoup, l'affiliation à un groupe ou à un organisme atténue le stress et les difficultés associés à la période de transition précédant l'établissement définitif. Dans quelle mesure est-ce vrai pour vous?

- Tout à fait vrai Refuse de répondre
 Plutôt vrai Sans objet
 Un peu vrai
 Pas vrai du tout
 Autre. Précisez : _____

36. Resterez-vous au Canada ou entendez-vous retourner dans votre pays d'origine?

- Je suis ici pour rester
 Je vais quitter le Canada pour retourner dans mon pays
 Je suis indécise ou indécis
 Autre. Précisez : _____

37. Des personnes accordent de l'importance à la religion dans l'identité ethnique ou culturelle, d'autres pas. Quelle est votre religion, s'il y a lieu? (Cochez une seule réponse.)

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="radio"/> Aucune religion (agnostiques et athées y compris) | <input type="radio"/> Mennonisme | <input type="radio"/> Refuse de répondre |
| <input type="radio"/> Catholicisme | <input type="radio"/> Témoins de Jehovah | <input type="radio"/> Ne sait pas |
| <input type="radio"/> Catholicisme ukrainien | <input type="radio"/> Orthodoxie grecque | |
| <input type="radio"/> Église unie | <input type="radio"/> Judaïsme | |
| <input type="radio"/> Anglicanisme (Église anglicane, Église épiscopale) | <input type="radio"/> Islam | |
| <input type="radio"/> Baptisme | <input type="radio"/> Bouddhisme | |
| <input type="radio"/> Luthéranisme | <input type="radio"/> Hindouisme | |
| <input type="radio"/> Pentecôtisme | <input type="radio"/> Sikhisme | |
| <input type="radio"/> Presbytérianisme | <input type="radio"/> Autre. Précisez : _____ | |

38. Sur une échelle de 1 à 5, 1 équivalant à Aucune importance et 5 à Grande importance, pouvez-vous indiquer la place qu'occupe la religion dans votre vie? Je répète, 1 équivaut à Aucune importance et 5 à Grande importance.

- 1 – Aucune importance 2 3 4 5 – Grande importance
 Refuse de répondre Ne sait pas

ACTIVITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

Les questions qui suivent portent sur vos études et votre travail.

39. Quel est votre niveau de scolarité? (Cochez une seule réponse.)

- Diplôme de doctorat (Ph.D., D.Sc., D.Ed.)
 Diplôme de maîtrise (M.A., M.Sc., M.Ed.)
 Diplôme de médecine, de médecine dentaire, de médecine vétérinaire, d'optométrie (M.D., D.D.S., D.M.D., D.M.V., D.O.)
 Baccalauréat ou diplôme universitaire de premier cycle, ou d'une école d'enseignement (B.A., B.Sc., L.L.B., B.Ed.)
 Diplôme ou certificat d'un collège communautaire (cégep ou école d'infirmières)
 Diplôme ou certificat d'une école technique, de métiers, de formation professionnelle ou de commerce
 Études universitaires

- Études collégiales (collège communautaire, cégep, école d'infirmières)
- Études dans une école technique, de métiers, de formation professionnelle ou de commerce
- Diplôme d'études secondaires
- Études secondaires
- Études primaires
- Jamais fréquenté l'école
- Autre. Précisez : _____
- Refuse de répondre
- Ne sait pas

40. Au cours des douze derniers mois, votre principale activité était-elle un emploi ou la gestion d'une entreprise, la recherche d'emploi, les études, l'éducation des enfants, le travail ménager, la retraite ou quelque chose d'autre? [INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR :

Si la répondante ou le répondant déclare avoir été malade ou en congé de maladie de courte durée, demandez-lui quelle est sa principale activité en temps normal.] (Cochez une seule réponse.)

- Emploi rémunéré ou gestion d'une entreprise (travail autonome)
- Recherche d'emploi
- Études
- Éducation de ses propres enfants (sans rémunération)
- Soins à d'autres membres de la famille (sans rémunération)
- Travail ménager
- Retraite
- Congé de maternité ou de paternité
- Maladie prolongée
- Autre. Précisez : _____
- Refuse de répondre
- Ne sait pas

41. Occupez-vous le plus souvent...

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : Un « emploi rémunéré » est occupé par une personne qui reçoit un salaire ou des honoraires fixes de la part de son employeur. Un « travail autonome » décrit l'activité d'une personne rémunérée à même les activités de son entreprise, métier ou profession, et qui ne reçoit donc pas de salaire ou d'honoraires fixes d'un employeur. Un « travail familial non rémunéré » est occupé par une personne qui travaille dans l'entreprise familiale sans recevoir de salaire en contrepartie.]

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> Un emploi rémunéré? | <input type="radio"/> Refuse de répondre |
| <input type="radio"/> Un travail autonome? | <input type="radio"/> Ne sait pas |
| <input type="radio"/> Un travail familial non rémunéré? | <input type="radio"/> Sans objet |

42. Pendant combien de semaines au cours des douze derniers mois avez-vous occupé un emploi?

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : Comptez les semaines de travail à temps plein et à temps partiel, les semaines de vacances, de congé de maladie, de grève, de lockout, de congé de maternité ou de paternité.]

--	--	--

(nombre de semaines)

- Refuse de répondre (777)
- Ne sait pas (888)
- Sans objet (999)

43. Au cours des douze derniers mois, combien d'heures par semaine avez-vous consacrées au travail (tous les emplois)?

--	--	--

(nombre de semaines)

Refuse de répondre (777)

Ne sait pas (888)

Sans objet (999)

44. Quelle a été votre principale source de revenu personnel au cours des douze derniers mois?

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : La répondante ou le répondant devrait déclarer seulement la source de revenu qui lui a procuré le revenu personnel le plus élevé dans les douze derniers mois. Si sa subsistance a été assurée exclusivement par la femme, le mari, la conjointe ou le conjoint de fait, ou une autre personne de la famille, indiquez « Aucun revenu ».]

- Aucun revenu
- Emploi ou travail autonome (honoraires, salaires, commissions et pourboires)
- Assurance-emploi
- Indemnités d'accident de travail
- Prestations du Régime de pensions du Canada ou de la Régie de rentes du Québec
- Prestations de retraite, pension de retraite, rentes
- Pension de base de la Sécurité de la vieillesse
- Supplément de revenu garanti ou Allocation de conjoint
- Prestation fiscale pour enfants
- Aide sociale provinciale ou municipale
- Pension alimentaire pour enfants
- Autre revenu (de retraite, bourse d'études, autre prestation gouvernementale, dividendes et intérêts sur obligations, dépôts ou épargnes, actions, fonds mutuels, etc.)
- Refuse de répondre
- Ne sait pas

45. À votre connaissance, à combien estimez-vous votre revenu personnel total de toutes les sources avant impôt et autres retenues à la source au cours des douze derniers mois?

[INTERVIEWEUSE OU INTERVIEWEUR : Comptez uniquement le revenu personnel de la répondante ou du répondant. Excluez le revenu de la conjointe ou du conjoint et d'autres membres de la famille. Additionnez le salaire, les honoraires, les pourboires, les commissions et les primes. Le revenu déclaré d'un travail autonome doit être diminué des charges et autres déductions (fournitures de bureau et frais de fonctionnement), mais non des impôts et autres retenues (au Régime de pensions du Canada ou à la Régie de rentes du Québec, par exemple.)]

							\$
--	--	--	--	--	--	--	----

Entrez 000000 pour sans revenu ou déficit

Entrez 777777 pour Refuse de répondre

Entrez 888888 pour Ne sait pas

Entrez 999999 pour s.o.

46. Dans quelle catégorie se trouvait votre premier emploi au Canada?

- Temps plein Sans objet
- Temps partiel Ne sait pas
- Refuse de répondre

47. De qui avez-vous obtenu de l'aide pour trouver votre premier emploi au Canada?

- De personne D'un groupe ou organisme grand public
- De la famille D'un bureau de placement
- D'amies ou amis Autre. Précisez : _____
- D'un groupe ou organisme religieux Sans objet

48. Quelle est votre appréciation globale de votre premier emploi au Canada?

- Très insatisfaisant Insatisfaisant Satisfaisant Très satisfaisant

49. Combien de fois avez-vous changé d'emploi après votre premier emploi au Canada?

- Jamais 1 à 3 fois 4 à 6 fois 7 à 9 fois 10 fois ou plus Autre. Précisez : _____

50. Pour quels motifs avez-vous changé d'emploi?**51. Quelle est votre appréciation de votre emploi actuel compte tenu de vos compétences, de votre scolarité et de vos expériences professionnelles?**

- Très insatisfaisant Insatisfaisant Satisfaisant Très satisfaisant Sans objet

52. Si vous cherchiez un emploi actuellement, que feriez-vous? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Demanderai l'aide de parents | <input type="checkbox"/> Demanderai l'aide d'un bureau de placement |
| <input type="checkbox"/> Demanderai l'aide d'amies et d'amis | <input type="checkbox"/> Demanderai l'aide d'une voisine ou d'un voisin |
| <input type="checkbox"/> Consulterai les offres d'emploi et les avis de postes vacants | <input type="checkbox"/> Autre. Précisez : _____ |
| <input type="checkbox"/> M'adresserai à différents employeurs pour connaître les postes vacants | |
| <input type="checkbox"/> Demanderai l'aide d'un groupe-organisme ethnique | |
| <input type="checkbox"/> Demanderai l'aide d'un groupe-organisme grand public | |

53. Votre emploi actuel correspond-il à vos compétences, à votre scolarité, à vos aptitudes et à vos expériences professionnelles?

- Tout à fait Plutôt Un peu Aucunement
 Sans objet

54. Votre salaire ou vos honoraires ont-ils changé entre votre premier emploi au Canada et votre emploi actuel?

- | | |
|---|--|
| <input type="radio"/> Sans travail | <input type="radio"/> Variations dans le salaire ou les honoraires |
| <input type="radio"/> Premier emploi au Canada | <input type="radio"/> Maintien du salaire ou des honoraires |
| <input type="radio"/> Augmentation du salaire ou des honoraires | <input type="radio"/> Temps partiel à temps plein |
| <input type="radio"/> Baisse du salaire ou des honoraires | <input type="radio"/> Autre. Précisez : _____ |

55. (Si la répondante ou le répondant occupe son premier emploi à temps plein au Canada :) Votre salaire ou vos honoraires ont-ils changé depuis que vous occupez cet emploi?

- | | | |
|------------------------------------|----------------------------------|---|
| <input type="radio"/> Augmentation | <input type="radio"/> Maintien | <input type="radio"/> Autre. Précisez : _____ |
| <input type="radio"/> Baisse | <input type="radio"/> Variations | <input type="radio"/> Sans objet |

CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

56. Quel âge avez-vous?

--	--

57. Quel est votre sexe?

Femme

Homme

58. Quelle est votre situation de famille? (Cochez une seule réponse.)

Mariée ou marié

Veuve ou veuf

Conjointe ou conjoint de fait

Célibataire

Divorcée ou divorcé

Autre. Précisez :

59. Comment évaluez-vous votre compétence en anglais? (Cochez une seule réponse.)

Excellente

Très bonne

Moyenne

Faible

60. Quelles langues parlez-vous à la maison? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

Anglais

Mandarin

Arabe

Autre. Précisez : _____

Français

Hindi

Langue
africaine

Tagal

Urdu

Portugais

Italien

Bengali

Langue
autochtone

61. Avez-vous des enfants?

Non

Oui

Autre. Précisez : _____

Refuse de

répondre

62. Combien d'enfants avez-vous?

Nombre d'enfants

--	--

63. Parmi vos enfants, combien vivent au Canada? (Cochez une seule réponse.)

Toutes et tous vivent au Canada

Certaines et certains vivent au Canada

Dans quels pays se trouvent les autres? _____

Aucune ou aucun ne vit au Canada

Dans quels pays se trouvent vos enfants? _____

64. En plus de vous, combien de personnes vivent dans votre foyer?

Enfants

--	--

Adultes

--	--

Amies et amis

--	--

65. Avec qui vivez-vous? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent.)

- Je vis seule ou seul Avec la famille élargie
 Avec mon partenaire (mari ou femme, conjoint ou
conjointe de fait, copain ou copine) Des amies ou des amis
 Mes enfants Autre. Précisez : _____

66. Sur une échelle de 1 à 5, comment décririez-vous votre espace de vie?

- Trop petit 2 3 4 Très grand

67. Quel est votre principal moyen de transport? (Cochez une seule réponse.)

- Voiture À pied
 Taxi Train (VIA Rail; GO)
 Transport en commun (métro, autobus) Avec amies-amis ou connaissances

ANNEXE D : GUIDE DES ENTREVUES DE FOND

A. Pour briser la glace

Intervieweuse : Pour les prochaines questions, l'ordre importe peu et le contenu peut être adapté au fil de la conversation. Si vous le jugez à propos, vous pouvez passer immédiatement à la section B.

1. Depuis combien de temps vivez-vous au Canada?
2. Avez-vous vécu dans d'autres villes canadiennes avant de venir à Windsor? Dans l'affirmative, lesquelles?
3. Pour quelles raisons avez-vous décidé de venir à Windsor?
4. En règle générale, comment se déroule votre nouvelle vie à Windsor?

B. Premiers contacts avec la communauté et établissement de liens d'amitié

1. À votre arrivée à Windsor, où viviez-vous et avec qui (*combien de personnes vivaient dans ce foyer*)?
Intervieweuse : Donnez des exemples : Avec des amis? De la famille? Était-ce un refuge? etc.
2. Comment avez-vous trouvé votre logement (*qu'en avez-vous pensé, comment vous y sentez-vous*)?
2. Avez-vous des enfants? Comment avez-vous trouvé une école pour vos enfants (*vous a-t-il été facile ou plutôt difficile de trouver une école, ou de trouver du transport scolaire*)?
3. Comment avez-vous appris à vous débrouiller dans la communauté pour les courses, le transport en commun, etc?
4. Quelles sont les personnes qui vous ont le plus aidée à vous installer à Windsor? Quel type de relations avez-vous avec ces personnes?

C. Relations établies après l'établissement et capital social communautaire

1. Parlez-moi des liens d'amitié (*relations, liens*) tissés avec des gens du voisinage et d'autres membres de la communauté?
2. Quelles sont vos activités au sein de la communauté? (*Faites-vous du bénévolat? Quel est votre rôle?*) Parmi ces activités, y en a-t-il pour lesquelles vous participez de près à la planification et au processus décisionnel? (*Pourquoi participez-vous à ces activités communautaires?*)
3. Comptez-vous sur des groupes moins structurés pour améliorer votre situation et celle de votre famille? Pouvez-vous me donner des détails sur ces groupes?

D. Économie et statut social

Intervieweuse : Si la répondante travaille, posez-lui des questions d'ordre factuel et normatif (valeurs). Si elle n'a pas de travail, insistez sur les questions normatives marquées d'un

astérisque (*). La question 5 est très délicate et, si vous décidez d'aller plus loin, faites-le avec prudence.

1. Comment avez-vous trouvé votre emploi actuel? (*Vous saurez alors si la personne n'a pas de travail.*)
2. Quel type d'emplois avez-vous occupés dans votre pays d'origine?
3. Quelle est votre opinion sur le travail des femmes à l'extérieur du foyer?*
4. Y a-t-il, selon vous, des types d'emplois qui conviennent mieux aux femmes?*
5. Comment arrivez-vous à concilier travail à l'extérieur et responsabilités familiales?
6. Avez-vous déjà dû emprunter de l'argent pour nourrir votre famille? (*Cela vous était-il déjà arrivé dans votre pays? Si oui, qu'avez-vous fait?*)
7. Avez-vous déjà vécu une situation financière difficile et stressante (*manque d'argent ou difficulté à joindre les deux bouts*) qui vous a obligé à demander de l'aide à l'extérieur?
 - a. Quand vous avez été obligée de demander de l'aide, qu'avez-vous fait au juste? (*Pourquoi avoir choisi cette solution et pas une autre?*)
 - b. Pouvez-vous exprimer ce que vous avez ressenti quand vous vous êtes trouvée dans cette situation?

E. Capital culturel

1. Pouvez-vous dire comment votre bagage culturel vous a aidé à aborder votre nouvelle vie au Canada (*à vous adapter au mode de vie canadien*)?
2. Pouvez-vous me parler de certaines choses que vous avez apprises et qui, selon vous, sont caractéristiques de la culture canadienne?
3. Sentez-vous que votre culture est appréciée par la société canadienne? (*Quels sont les traits caractéristiques de la société canadienne?*)
4. Pouvez-vous me parler en détail de certaines choses que vous aviez l'habitude de faire dans votre pays et que vous avez cessé de faire en raison de votre situation? (*Pourquoi avez-vous changé cet aspect de votre vie?*)
5. Pouvez-vous exprimer les pensées et les émotions qui vous sont venues à l'idée de déménager au Canada pour vous y installer définitivement? (*Pourquoi avez-vous ressenti ces émotions?*)

F. Capital social, santé et bien-être

1. Comment va votre santé actuellement?
2. Que signifie « être en santé » pour vous? (*Qu'est-ce que la santé pour vous?*) Avez-vous vécu des choses particulières concernant votre santé? Votre santé s'est-elle améliorée ou détériorée depuis votre venue au Canada?
3. Pour quelles raisons est-il difficile pour vous de rester en santé?
4. Quels sont les facteurs qui vous aident à rester en meilleure santé?
5. Y a-t-il des gens, des organismes que vous consultez pour votre santé et votre bien-être?
6. Y a-t-il d'autres facteurs (*qu'avez-vous besoin d'autre pour rester en santé*) essentiels pour vous maintenir en bonne santé?
7. Avez-vous déjà ressenti du stress? Êtes-vous stressée? (*Quand?*) (*Quelles sont, selon vous, les sources de stress dans votre vie?*)

8. Quel a été votre degré de stress depuis votre immigration au Canada?
9. Comment réagissez-vous en situation de stress?

Intervieweuse :

Toutes les questions précédentes doivent être approfondies. Incitez votre interlocutrice à fournir des détails, demandez-lui des exemples concrets, en posant des questions comme « Qu'est-ce qui vous fait penser cela? » ou « Que voulez-vous dire au juste? ».

Exemples :

- Pouvez-vous être plus précise? Pouvez-vous me donner un exemple?
- À quoi faites-vous référence? Qu'avez-vous en tête?
- Pourquoi? Dans quel but? Quand? Combien?

G. Question finale

1. Aimeriez-vous me parler d'autres sujets?

ENTREVUES – FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Interviewees et intervieweurs : Remplissez une FICHE DE RENSEIGNEMENTS pour chaque entrevue.

1. Nom de l'intervieweuse ou de l'intervieweur _____
2. Date de l'entrevue _____
3. Lieu de l'entrevue (domicile, lieu de travail, etc.) _____
4. Raisons de choisir cette personne _____
5. Prénom ou initiales _____
6. Sexe : homme ou femme
7. Âge _____
8. Origine raciale ou ethnique _____
9. Situation de famille : Célibataire; mariée ou marié (depuis combien d'années _____); divorcée ou divorcé; veuve ou veuf (depuis combien d'années); conjointe ou conjoint de fait (encerclez une réponse)/depuis combien d'années? _____
10. Nombre d'enfants biologiques _____
11. Nombre de personnes dans le ménage _____
12. Nombre d'enfants de moins de 18 ans dans le ménage _____
13. Qui est chef de famille? Une femme ou un homme? _____
14. Niveau de scolarité _____
15. Emploi avant et après la transition _____
16. Situation vis-à-vis de l'emploi (officielle et officieuse) _____
17. Classe socioéconomique approximative du ménage (selon les observations de l'intervieweuse ou de l'intervieweur concernant la maison et les biens) _____
18. Biens du ménage (maison, voiture, terrain, etc.) _____
19. Description détaillée (plusieurs paragraphes) de l'état du logement de la personne interrogée, des biens qui s'y trouvent, en les comparant à ceux de la communauté.

BIBLIOGRAPHIE

- Anisef, P., R. Sweet et G. Frempong. 2003. *Labor Market Outcomes of Immigrant and Racial Minority University Graduates in Canada*, Toronto, Centre d'excellence conjoint pour la recherche en immigration et en intégration.
- Anucha, U. et J.D. Hulchanski. 2003. *Étude des locataires quittant les logements pour les sans-abri : D'où viennent-ils? Quelles sont les raisons de leur départ? Où s'en vont-ils?*, Ottawa, Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Baker, S.G. 2000. « From Latin American Immigrant to 'Hispanic' Citizen: The Role of Social Capital in Seeking U.S. Citizenship », *Social Science Quarterly*, vol. 81, n° 4, p. 1053-1063.
- Banting, K.G. 2000. *The Non-Profit Sector in Canada: Roles and Relationships*, Kingston, McGill-University Press.
- Bourdieu, P. 1977. « Culturel Reproduction and Social Reproduction », sous la direction de J. Karabel et A.H. Halsey, New York, Oxford University Press, *Power and Ideology in Education*, p. 487-511.
- . 1986. « The Forms of Capital », sous la direction de J.G. Richardson, New York, Greenwood, *The Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, p. 241-258.
- . 1990. *The Logic of Practice*, traduction de R. Nice, Stanford (Californie), Stanford University Press.
- Budhu, C. 2001. *Projet de recherche sur les minorités visibles au Canada*, Ottawa, Secrétariat de l'initiative du secteur bénévole.
- Burt, R.S. 1992. *Structural Holes: The Social Structure of Competition*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Campbell, C. et C. McLean. 2002. « Ethnic Identities, Social Capital and Health Inequalities: Factors Shaping African-Caribbean Participation in Local Community Networks in the UK », *Social Science and Medicine*, vol. 55, p. 643-657.
- Campbell, K. et R.A. Rosenfeld. 1985. « Job Search and Job Mortality: Sex and Race Differences », *Research in the Sociology of Work*, vol. 3, p. 147-174.
- Canada. Citoyenneté et Immigration Canada. 2004. « Situation économique des immigrants », article de fond paru dans *L'Observateur*.

- Canada. Ministères des Finances. 2003. *Recensement 2001 – Faits saillants, Minorités visibles et ethnicité en Ontario, Feuille de renseignements 6*, Ottawa, Bureau des politiques économiques, Direction de l'analyse en matière de démographie et de travail.
- Canada. Parcs Canada. « Le chemin de fer clandestin », *Guide canadien de l'enseignante, Plan de leçon n° 5*, http://www.pc.gc.ca/canada/proj/cfc-ugrr/itm1-ex/plan05_f.asp. Consulté le 8 juin 2005.
- Canada. Statistique Canada. 2003a. *Recensement 2001*. <<http://www12.statcan.ca/english/census01/products/standard/themes/RetrieveProductTable.cfm>>. Consulté le 8 juin 2005.
- . 2003b. *Recensement 2001, Série Analyses – Portrait ethnoculturel du Canada : une mosaïque en évolution, n° 96F0030XIF2001008* au catalogue, Ottawa, Division des opérations du recensement.
- . 2004. *Les immigrants dans les régions métropolitaines de recensement au Canada, série « Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement »*, Ottawa, Travaux publics et Services gouvernementaux.
- Cattell, V. 2001. « Poor People, Poor Places, and Poor Health: The Mediating Role of Social Networks and Social Capital », *Social Science and Medicine*, vol. 52, p. 1501-1516.
- Caughy, M.O., P.J. O'Campo et C. Muntaner. 2003. « When Being Alone Might Be Better: Neighborhood Poverty, Social Capital, and Child Mental Health », *Social Science and Medicine*, vol. 57, p. 227-237.
- Société Radio-Canada. 2005. « Changing Faces », <www.cbc.ca/Windsor/features/changing-faces/people.html>. Consulté en juin 2005.
- Cohen, C.J. et M.C. Dawson. 1993. « Neighbourhood Poverty and African-American Politics », *American Political Science Review*, vol. 87, p. 286-302.
- Coleman, J.S. 1988. « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, vol. 94, p. 95-121.
- . 1990. *Foundations of Social Theory*, Londres, The Belknap Press of Harvard University Press.
- Creswell, J.W. 1994. *Research Design: Qualitative and Quantitative Approaches*, Californie, Sage Publications.
- Denzin, K. Norman. 2002. *The Qualitative Inquiry Reader*, Californie, Sage Publications.
- . 2003. *The Landscape of Qualitative Researcher: Theories and Issues*, 3^e éd., Californie, Sage Publications.

- Denzin, N.K. et Y.S. Lincoln, éd. 2000. *Handbook of Qualitative Research*.
- Denscombe, M. 1998. *The Good Research Guide*, Philadelphie, Open University Press.
- Denzin, N.K. et Y.S. Lincoln. 1994. « Introduction: Entering the Field of Qualitative Research », *Handbook of Qualitative Research*, p. 1-18, sous la direction de N.K. Denzin et Y.S. Lincoln, Thousand Oaks, Sage Publications.
- Ebaugh, H.R. et M. Curry. 2000. « Fictive Kin as Social Capital in New Immigrant Communities », *Sociological Perspectives*, vol. 43, n° 2, p. 189-209.
- Edwards, B. et M.W. Foley. 1998. « Civil Society and Social Capital beyond Putnam », *The American Behavioral Scientist*, vol. 42, n° 1, p. 124-139.
- . 2001. « Civil Society and Social Capital », *Beyond Tocqueville, Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective*, sous la direction de B. Edwards et M. Foley, Hanover, University Press of New England.
- Erickson, B.H. 1996. « Culture, Class and Connections », *American Journal of Sociology*, vol. 102, n° 1, p. 217-251.
- . 2001a. « Getting Started: The Influence of Social Capital on the Start of the Occupational Career », *Social Capital: Theory and Research*, sous la direction de N. Lin, K. Cook et R. Burt, New York, Aldine De Gruyter.
- . 2001b. « Good Networks and Good Jobs: The Value of Social Capital to Employers and Employees », *Social Capital: Theory and Research*, p. 127-158, sous la direction de N. Lin, K. Cook et R.S. Burt, Hawthorne (New York), Aldine de Gruyter.
- Etzioni, A. 1993. *The Spirit of Community: Rights, Responsibilities, and the Communitarian Agenda*, New York, Crown Publishers.
- Fabricant, M. B. et R. Fisher. 2002. « Agency Based Community Building in Low Income Neighborhoods: A Praxis Framework », *Journal of Community Practice*, vol. 10, n° 2, p. 1-21.
- Fernandez, R.M. et E.J. Castilla. 2001. « How Much Is that Network Worth? Social Capital in Employee Referral Networks », *Social Capital: Theory and Research*, sous la direction de N. Lin, K. Cook et R. Burt, New York, Aldine De Gruyter.
- Field, J. 2003. *Social Capital*, Londres, Routledge.
- Flap, H. et E. Boxman. 2001. « Getting Started: The Influence of Social Capital on the Start of the Occupational Career », *Social Capital: Theory and Research*, sous la direction de N. Lin, K. Cook et R. Burt, New York, Aldine De Gruyter.

- Forsander, A. 2004. « Social Capital in the Context of Immigration and Diversity: Economic Participation in the Nordic Welfare States », *Journal of International Migration and Integration/Revue de l'intégration et de la migration internationale*, numéro spécial du printemps, vol. 5, n° 2, p. 207-229. Contient des articles en français.
- Frank, K.A. et J.Y. Yasumoto. 1998. « Linking Action to Social Structure within a System: Social Capital within and between Subgroups », *American Journal of Sociology*, vol. 104, p. 642-686.
- Friedman, R. et D. Krackhardt. 1997. « Social Capital and Career Mobility: A Structural Theory of Lower Return to Education for Asian Employees », *Journal of Applied Behavioural Science*, vol. 33, n° 3, p. 316-334.
- Foucault, M. 1982. « Afterword: The Subject and Power », *Michel Foucault: Beyond Structuralism and Hermeneutics*, p. 208-226, Chicago, University of Chicago Press.
- Fujimoto, K. 2004. « Feminine Capital: The Forms of Capital in the Female Labor Market in Japan », *The Sociological Quarterly*, vol. 45, n° 1, p. 91-111.
- George, U. 2002. « A Needs-Based Model for Settlement Service Delivery for Newcomers to Canada », *International Social Work*, vol. 45, n° 4, p. 465-480.
- Giddens, A. 1998. *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Cambridge (R.-U.), Polity.
- Glaeser, E., D. Laibson et D. Sacerdote. 2000. *The Economic Approach to Social Capital*, document de travail, n° 7728, Cambridge (Mass.), National Bureau of Economic Research.
- Gold, S.J. 1995. « Gender and Social Capital among Israeli Immigrants in Los Angeles », *Diaspora*, vol. 4, n° 3, p. 267-301.
- Gray, J. 1997. *Evidence-Based Health Care: How to Make Health Policy and Management Decisions*, Londres, Churchill Livingstone.
- Grootaert, C. 1997. « Social Capital: The Missing Link? », *Expanding the Measure of Wealth: Indicators of Environmentally Sustainable Development*, sous la direction de la Banque mondiale, Washington, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
- Grootaert, C., D. Narayan, V.N. Jones et M. Woolcock. 2004. *Measuring Social Capital: An Integrated Questionnaire*, Document de travail n° 18 de la Banque mondiale, Washington D.C.
- Guo, S.B. 2005. *Toward Minority Group Rights and Inclusive Citizenship for Immigrants: The Role of a Voluntary Organization in Vancouver*, « Working Paper Series »,

Research on Immigration and Integration in the Metropolis, Vancouver.
 <http://riim.metropolis.net/frameset_e.html>. Consulté le 24 juillet 2006.

Halpern, D. 2005. *Social Capital*, Cambridge (R.-U.), Polity.

Hartman, H. 1984. « The Unhappy Marriage of Marxism and Feminism: Towards a More Progressive Union », *Feminist Frameworks: Alternative Theoretical Accounts of the Relations between Women and Men*, sous la direction d'A.M. Jaggar et de P.S. Rothenberg, New York, McGraw Hill.

Heckathorn, D.D. 1997. « Respondent-Driven Sampling: A New Approach to the Study of Hidden Populations », *Social Problems*, vol. 44, n° 2, p. 174-199.

Heckathorn, D.D., R.S. Broadhead, D.L. Anthony et D.L. Weakliem. 1999. « AIDS and Social Networks: HIV Prevention through Network Mobilization », *Sociological Focus*, vol. 32, n° 2, p. 159-179.

Helliwell, J. 2001. « Capital social », *ISUMA*, 2(1), p. 6-7.

Helliwell, J. et R. Putnam. 1995. « Economic Growth and Social Capital in Italy », *Eastern Economic Journal*, vol. 21, p. 295-307.

Holosko, M. et E. Au. 1996. « Social and Public Policy Analysis: A Niche for Social Work Practice », *Journal of Health and Social Policy*, vol. 7, n° 3, p. 65-73.

Holosko, M., D. Leslie et R. Cassano. 2001. « How Service Users Become Empowered in Human Service Organizations: the Empowerment Model », *International Journal of Health Care Quality Assurance*, vol. 14, n° 2, p. 126-132.

Hou, F. et coll. 2003. *Enclaves de minorités visibles dans les quartiers et résultats sur le marché du travail des immigrants*, Ottawa, Division des études et analyses micro-économiques.

Hum, D. et W. Simpson. 1999. « Wage Opportunities for Visible Minorities in Canada », *Canadian Public Policy*, vol. 25, n° 3, p. 379-394.

Huntoon, L. 2001. « Government Use of Non-Profit Organizations to Build Social Capital », *Journal of Socio-Economics*, vol. 30, n° 2, p. 157-160.

Isajiw, W.W. 1999. *Understanding Diversity: Ethnicity and Race in the Canadian Context*, Toronto, Thompson Educational Publishing, Inc.

Kasinitz, P. et J. Rosenberg. 1996. « Missing the Connection: Social Isolation and Employment on the Brooklyn Waterfront », *Social Problems*, vol. 43, n° 2, p. 180-196.

- Knack, S. et P. Keefer. 1997. « Does Social Capital Have an Economic Payoff? », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, p. 1251-1288.
- Krishna, A. et E. Schrader. 1999. *Social Capital Assessment Tool*, rédigé à l'occasion de la Conference on Social Capital and Poverty Reduction de la Banque mondiale, Washington.
- La Porta, R., F. Lopez de Silanes, A. Shleifer et R. Vishny. 1997. « Trust in Large Organizations », *American Economic Review Papers and Proceedings*, vol. 87, p. 333-338.
- Li, P.S. 2004. « Social Capital and Economic Outcomes for Immigrants and Ethnic Minorities », *Journal of International Migration and Integration/Revue de l'intégration et de la migration internationale*, vol. 5, n° 2, p. 171-190. Contient des articles en français.
- Lin, N. 2000. « Inequality in Social Capital », *Contemporary Sociology*, vol. 29, n° 6, p. 785-795.
- . 2001. *Social Capital, a Theory of Social Structure and Action*, New York, Cambridge University Press.
- Lincoln, Y.S. 1995. « Emerging Criteria for Quality in Qualitative Interpretive Research », *Qualitative Inquiry*, vol. 1, n° 3, p. 275-289.
- Lohr, K. 2004. « Rating the Strength of Scientific Evidence: Relevance for Quality Improvement Programs », *International Journal for Quality in Health Care*, vol. 16, n° 1, p. 9-18.
- Lynch, J.W., G.D. Smith, G.A. Kaplan et J.S. House. 2000. « Income Inequality and Mortality: Importance to Health of Individual Income, Psychosocial Environment or Material Condition », *British Medical Journal*, vol. 320, p. 1200-1204.
- Marsden, P.V. 1988. « Homogeneity in Confiding Networks », *Social Networks*, vol. 10, p. 57-76.
- Mason, J. 1996. *Qualitative Researching*, Californie, Sage Publications.
- McCracken, G. 1988. *The Long Interview*, Californie, Sage Publications.
- Midgley, J. et M. Livermore. 1998. « Social Capital and Local Economic Development: Implications for Community Social Work Practice », *Journal of Community Practice*, vol. 5, n° 1-2, p. 29-40.
- Moore, G. 1990. « Structural Determinants of Men's and Women's Personal Networks », *American Sociological Review*, vol. 55, p. 726-735.

- Morrow, V. 1999. « Conceptualising Social Capital in Relation to the Well-Being of Children and Young People: A Critical Review », *The Sociological Review*, vol. 47, n° 4, p. 744-765.
- Munch, A., J.M. McPherson et L. Smith-Lovin. 1997. « Gender, Children and Social Contact: The Effects of Childbearing for Men and Women », *American Sociological Review*, vol. 62, p. 509-520.
- Nakhaie, M.R. 1992. « Class and Voting Consistency in Canada: Analyses Bearing on the Mobilization Thesis », *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 17, n° 3, p. 275-299. Contient des résumés en français.
- . 2001. « Ethnic and Gender Distribution of Sociologists and Anthropologists in Canada », *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, p. 1972-1976. Contient des résumés en français.
- Nakhaie, M.R. et R. Arnold. 1996. « Class Position, Class Ideology and Class Voting: Mobilization of Support for the New Democratic Party », *Canadian Review of Sociology and Anthropology/La Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 33, n° 2, p. 181-214. Contient des textes en anglais et en français.
- Nakhaie, M.R. et R. Brym. 1999. « Political Attitudes of Canadian Professors », *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 24, n° 3, p. 329-353. Contient des résumés en français.
- Ng, R. 1988. *The Politics of Community Services: Immigrant Women, Class and State*, Toronto, Garamond Press.
- Norquay, R. 2004. *Immigrant Identity and the Nonprofit: A Case Study of the Afghan Women's Organization*, « Working Paper Series », Toronto, Centre d'excellence conjoint pour la recherche en immigration et en intégration.
<http://ceris.metropolis.net/Virtual%20Library/community/2004%20CWPs/cwp29_Norquay1.pdf>. Consulté le 24 juillet 2006.
- Organisation de coopération et de développement économiques. 2001. *Du bien-être des nations : le rôle du capital humain et social*, Paris, l'Organisation.
- Pastor, M. et A.R. Adams. 1996. « Keeping Down with the Jones: Neighbours, Networks and Wages », *Review of Regional Studies*, vol. 26, no 2, p. 115-145.
- Patton, Q.M. 1980. *Qualitative Evaluation Methods*, Californie, Sage Publications.
- . 2002. *Qualitative Evaluation Methods*, 3^e éd., Californie, Sage Publications.
- Paxton, P. 1998. *Capitalizing on Community: Social Capital and the Democratic Society* (thèse de doctorat), University of North Carolina.

- . 1999. « Is Social Capital Declining in the United States? A Multiple Indicator Assessment », *American Journal of Sociology*, vol. 105, n° 1, p. 88-127.
- Pearce, N. et G. Smith Davey. 2003. « Is Social Capital the Key to Inequalities in Health? », *American Journal of Public Health*, vol. 93, n° 1, p. 115-132.
- Portes, A. 1995. « Children of Immigrants: Segmented Assimilation and Its Determinants » Pp. 248-279 in *The Economic Sociology of Immigration: Essays on Networks, Ethnicity, and Entrepreneurship*, New York, Russell Sage Foundation.
- . 1998. « Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology », *Annual Review of Sociology*, vol. 24, p. 1-24.
- Portes, A. et P. Landolt. 1996. « The Downside of Social Capital », *The American Prospect*, vol. 26 (mai-juin), p. 18-21.
- Potocky-Tripodi, M. 2004. « The Role of Social Capital in Immigrant and Refugee Economic Adaptation », *Journal of Social Service Research*, vol. 31, n° 1, p. 59-89.
- Putnam, R. 1993a. « The Prosperous Community: Social Capital and Public Life », *The American Prospect*, vol. 13, p. 35-42.
- . 1993b. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, New Jersey, Princeton University Press.
- . 1995. « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1, p. 65-78.
- . 2000. *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster.
- Reitz, J.G. 1998. *Warmth of the Welcome: The Social Causes of Economic Success for Immigrants in Different Nations and Cities*, Boulder (Colo.), Westview Press.
- Rice, T. et A.F. Sumberg. 1997. « Civic Culture and Government Performance in the American States », *Publius*, vol. 27, p. 99-114.
- Rose, D., V. Preston et I. Dyck. 2003. « Les femmes, les rapports sociaux entre les sexes et l'immigration – Perspectives et défis », *Horizons*, vo. 5 n° 2.
- Sadiq, K.D. 2004. *The Two-Tier Settlement System: A Review of Current Newcomer Settlement Services in Canada*, « Working Paper Series », Toronto, CERIS.
<http://ceris.metropolis.net/Virtual%20Library/other/CWP34_Sadiq.pdf>. Consulté le 24 juillet 2006.

Saegert, S., G. Winkel et C. Swartz. 2002. « Social Capital and Crime in New York's Low-Income Housing », *Housing Policy Debate*, vol. 13, n° 1.

Harvard University, John F. Kennedy School of Government. S.d. *Civic Engagement in America* », Séminaire de Saguaro, <www.ksg.harvard.edu/saguaro>. Consulté le 8 novembre 2003.

Salaff, J.W. et A. Greve. 2004. « Can Women's Social Networks Migrate? » *Women's Studies International Forum*, vol. 27, p. 149-162.

Sanders J.M. et V. Nee. 1996. « Immigrant Self-Employment: The Family as Social Capital and the Value of Human Capital », *American Sociological Review*, vol. 61, p. 232-249.

Sanders, J., Victor Nee et Scott Semau. 2002. « Asian Immigrants' Reliance on Social Ties in a Multiethnic Labor Market », *Social Forces*, vol. 81, n° 1, p. 281-314.

Schriver, J.M. 2001. *Human Behaviour and the Social Environment: Shifting Paradigms in Essential Knowledge for Social Work Practice*, 3^e éd., Boston, Allyn and Bacon.

Schuller, T. 2001. « The Complementary Roles of Human and Social Capital ». *ISUMA*, vol. 1, p. 18-24. Contient des articles en anglais précédés de résumés en français.

Schuller, T., S. Baron et J. Field. 2000. « Social Capital: A Review and Critique », *Social Capital: Critical Perspectives*, p. 1-38, sous la direction de S. Baron, J. Field et T. Schuller, New York, Oxford University Press.

Seale, C. 1999. « Quality in Qualitative Research », *Qualitative Inquiry*, vol. 5, n° 4, p. 465-478.

Spencer, L., J. Ritchie, J. Lewis et L. Dillon. 2003. *Quality in Qualitative Evaluation: A Framework for Assessing Research Evidence*, Londres, Government Chief Social Researcher's Office.

Stewart-Week, M. 2000. « Voluntary Associations: Social Capital at Work or Post-Modern Romance? », *Social Capital*, p. 85-113.

Strauss, A. et J. Corbin. 1998. *Basics of Qualitative Research: Techniques for Developing Grounded Theory*, Thousand Oaks, Sage.

The Times Magazine. 2005. « Black Presence in Windsor and Sandwich », janvier, Walkerville Publishing. <www.walkervilletimes.com/blackpresence.htm>. Consulté le 3 juillet 2005.

Veenstra, G. 2000. « Social Capital, SES and Health: An Individual-Level Analysis », *Social Science and Medicine*, vol. 50, p. 619-629.

- . 2001. « Social Capital and Health », *ISUMA*, 2(1), p. 72-83. Contient des articles en anglais précédés de résumés en français.
- . 2005. « Location, Location, Location: Contextual and Compositional Health Effects of Social Capital in British Columbia, Canada », *Social Science and Medicine*, vol. 60, p. 2059-2071.
- Verba, S., K.I. Schlozman et H.E. Brady. 1995. *Voice and Equality: Civic Volunteerism in American Politics*, Cambridge, Harvard University Press.
- White, M.J. et J.E. Glick. 2000. « Generation Status, Social Capital, and the Routes Out of High School », *Sociological Forum*, vol. 15, n° 4, p. 671-691.
- Wilson, J. 2001. « Dr. Putnam's Social Lubricant », *Contemporary Sociology*, vol. 30, n° 3, p. 225-227.
- Wolfinger, R. et S. Rosenstone. 1980. *Who Votes?* New Haven, Yale University Press.
- Woolcock, M. 1998. « Social Capital and Economic Development: Towards a Theoretical Synthesis and Policy Framework », *Theory and Society*, vol. 27, n° 2, p. 151-208.
- Wuthnow, R. 2002. « Religious Involvement and Status-Bridging Social Capital », *Journal for the Scientific Study of Religion*, vol. 41, n° 4, p. 669-684.
- Yan, M.C. (2004). « Bridging the Fragmented Community: Revitalizing Settlement Houses in the Global Era », *Journal of Community Practice*, vol. 12, n° 1-2.

NOTE

¹ La différenciation entre les groupes primaires et secondaires n'étant pas l'objet de la présente analyse, nous n'avons pas cherché à établir si les déclarations des répondants sur les indicateurs du capital social de fusion et ceux du capital social de rapprochement correspondaient au groupe primaire ou au groupe secondaire.

Projets financés en vertu du Fonds de recherche en matière de politiques de Condition féminine Canada appel de propositions Le capital social du Canada — dimensions propres à chacun des genres *

Accroître les ressources politiques des femmes : le pouvoir des réseaux sociaux des femmes
Elisabeth Gidengil, Dietlind Stolle

Capital social et bien-être des immigrantes : Étude multidimensionnelle auprès de quatre communautés ethniques de Windsor
Uzo Anucha, Nombuso Dlamini, Miu Chung Yan et Lisa Smylie

Politique publique et reproduction sociale : tenir compte des rapports sociaux entre les sexes lorsqu'il est question du capital social
Kate Bezanson et Ellen Carter

Le capital social du Canada – dimensions propres à chacun des sexes (différences entre le capital social des femmes et des hommes)
Karine Levasseur, Amornrat Apinunmahakul, Rose Anne Devlin

Activité bénévole appuyée par l'employeur : comment se portent les femmes employées et les groupes de femmes?
Fiona MacPhail, Paul Bowles

- * Certains de ces documents sont encore en voie d'élaboration; leurs titres ne sont donc pas nécessairement définitifs